

DIRECTION DES ETUDES DES
RÉPERTOIRES ET DES STATISTIQUES

DONNEES CHIFFREES

décembre 2014

**Annuaire statistique
POPULATIONS 2013**

Annuaire statistique

Populations

Données 2013

CCMSA
Direction des études, des répertoires et des statistiques

Les Mercuriales – 40 rue Jean Jaurès 93547 BAGNOLET CEDEX

Responsable de la publication : Alain PELC

Mission Synthèses :

David FOUCAUD
Claudine GAILLARD
Mireille MEDELICE

: courriel : foucaud.david@ccmsa.msa.fr
: courriel : gaillard.claudine@ccmsa.msa.fr
: courriel : medelice.mireille@ccmsa.msa.fr

Table des matières

Repères statistiques	5
1. La Mutualité sociale agricole et les autres régimes de sécurité sociale en 2013.....	5
2. Répartition de la population protégée pour le risque maladie au régime agricole (MSA et Gamex) en 2013	6
3. La population française en 2013.....	6
La Mutualité sociale agricole.....	7
A. Formation de la Mutualité sociale agricole	8
1. Historique	8
2. La protection sociale des régimes des non-salariés et des salariés en 2013	10
B. Populations	11
1. Les actifs	11
1.1 Structure de la population active agricole au 1 ^{er} janvier 2013.....	11
1.2 Historique du nombre d'actifs agricoles de 2009 à 2013	12
1.3 Ventilation départementale et régionale des actifs agricoles au 1 ^{er} janvier 2013	13
1.4 Les cotisants non-salariés agricoles	14
1.41 Historique du nombre de cotisants non salariés agricoles de 2009 à 2013.....	14
1.42 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en prestations familiales agricoles en 2013	14
1.43 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance maladie en 2013....	17
1.44 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance vieillesse en 2013... 20	20
1.45 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles assurance vieillesse individuelle en 2013.....	23
1.46 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en accidents du travail en 2013 25	25
1.47 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles à la retraite complémentaire obligatoire en 2013	27
1.5 Les actifs salariés agricoles	28
1.51 Ventilation départementale du nombre d'emplois des salariés agricoles en 2013	28
1.52 Historique du nombre de contrats des salariés agricoles de 2009 à 2013.....	30
1.53 Ventilation départementale du nombre de contrats des salariés agricoles en 2013	31
1.54 Historique du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles de 2009 à 2013.....	33
1.55 Ventilation départementale du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles en 2013	34
1.56 Historique du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles de 2009 à 2013	36
1.57 Ventilation départementale du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles en 2013.....	37
1.58 Historique de la masse salariale des salariés agricoles de 2009 à 2013.....	39
1.59 Ventilation départementale de la masse salariale des salariés agricoles en 2013	40
2. Les personnes couvertes.....	42
2.1 Les ressortissants.....	42
2.11 Historique des ressortissants agricoles de 2009 à 2013.....	42
2.12 Ventilation départementale des ressortissants agricoles en 2013	43

2.2 Les personnes protégées en maladie au régime agricole	44
2.21 Historique des personnes protégées de 1992 à 2013	44
2.22 Ventilation départementale des personnes protégées en 2013.....	45
2.3 Les patients au régime agricole.....	46
2.31 Historique des patients de 2009 à 2013	46
2.32 Ventilation départementale des patients en 2013.....	47
2.4 Les personnes couvertes par la couverture maladie universelle	49
2.41 Ventilation départementale des personnes couvertes par la CMU en 2013	50
2.5 Les retraités du régime agricole	51
2.51 Historique des retraités de 2009 à 2013.....	51
2.52 Ventilation départementale des retraités en 2013.....	52
2.53 Ventilation départementale des nouvelles attributions de retraites en 2013.....	53
2.6 Les bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et de précarité au régime agricole	54
2.61 Historique des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité ..	54
2.62 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité en 2013.....	55
2.63 Historique des bénéficiaires de prestations familiales	57
2.64 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiale au 31 décembre 2013	58
2.65 Historique des bénéficiaires de prestations logement de 2009 à 2013.....	60
2.66 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations logement en 2013	61
2.67 Les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2013	62
2.68 Ventilation départementale des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2013.....	63
2.69 Historique des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de 2009 à 2013.....	66
2.70 Ventilation départementale des familles bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés en 2013.....	67
Régions et départements.....	68
Sigles cités.....	69

Télécharger les données au format Excel :



Repères statistiques

1. La Mutualité sociale agricole et les autres régimes de sécurité sociale en 2013

La Mutualité sociale agricole est le deuxième régime de protection sociale de base en France avec 6 % des prestations servies.

Tableau 1

Répartition des prestations légales de sécurité sociale entre les régimes de base en 2013 (en droits constatés)

Régimes de base				
Salariés		Non-salariés		
Régime du commerce et de l'industrie (1)	Régimes spéciaux	Régime salariés agricoles	Régime non-salariés agricoles	Régimes non-salariés non agricoles
CNAMTS	Fonctionnaires (1)	MSA (2)	MSA (2)	Canam (maladie prof. indép.)
CNAVTS	EDF, GDF (1)			Organic (vieil. industrie et commerce)
CNAF (3)	SNCF, RATP			Cancava (vieillesse artis ans)
	Marins, Mines...			CNAVPL (vieillesse prof. libérales)
	Banque de France			CNBFI (vieillesse barreaux français)
69,0%	21,7%	2,4%	3,6%	3,9%

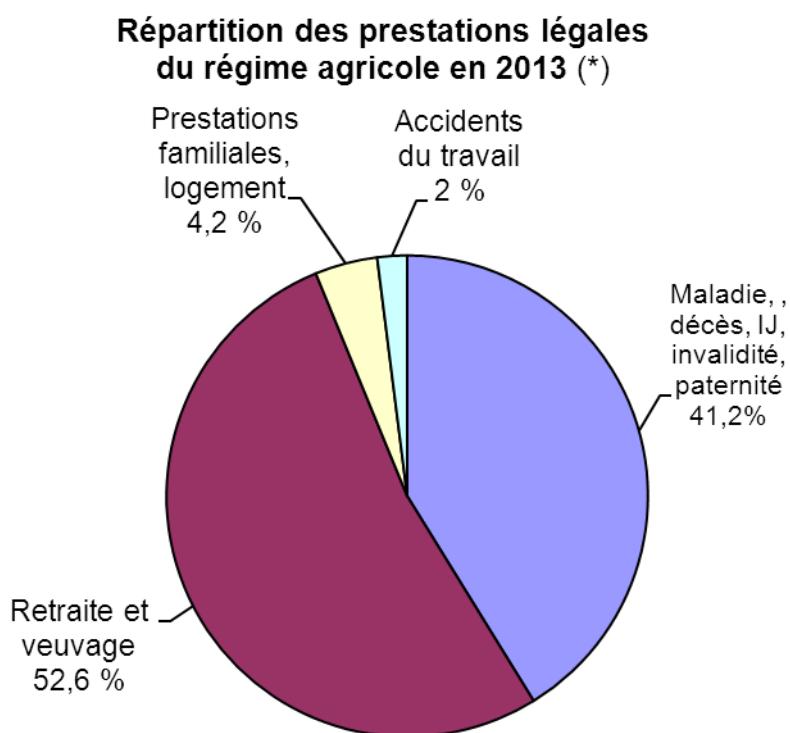
'Source : Les comptes de la Sécurité Sociale, septembre 2014.

1) Constituent ensemble le Régime général de Sécurité Sociale pour l'assurance maladie.

(2) Y compris les prestations légales de la famille.

(3) Hors prestations légales famille du régime agricole.

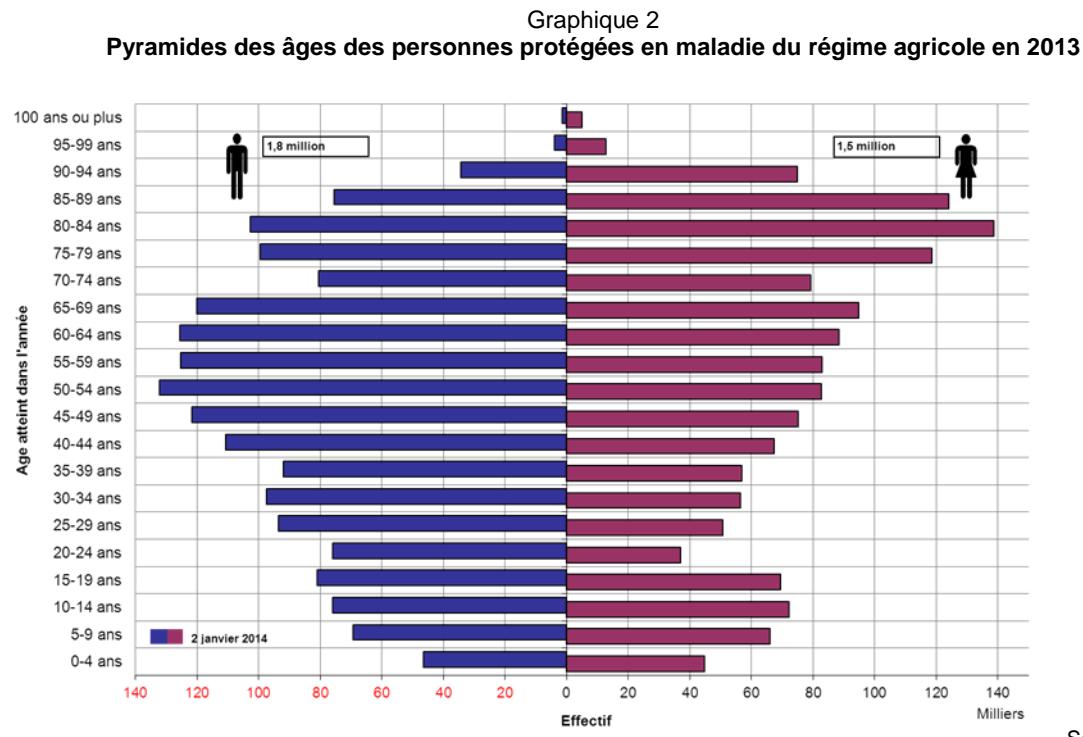
Graphique 1



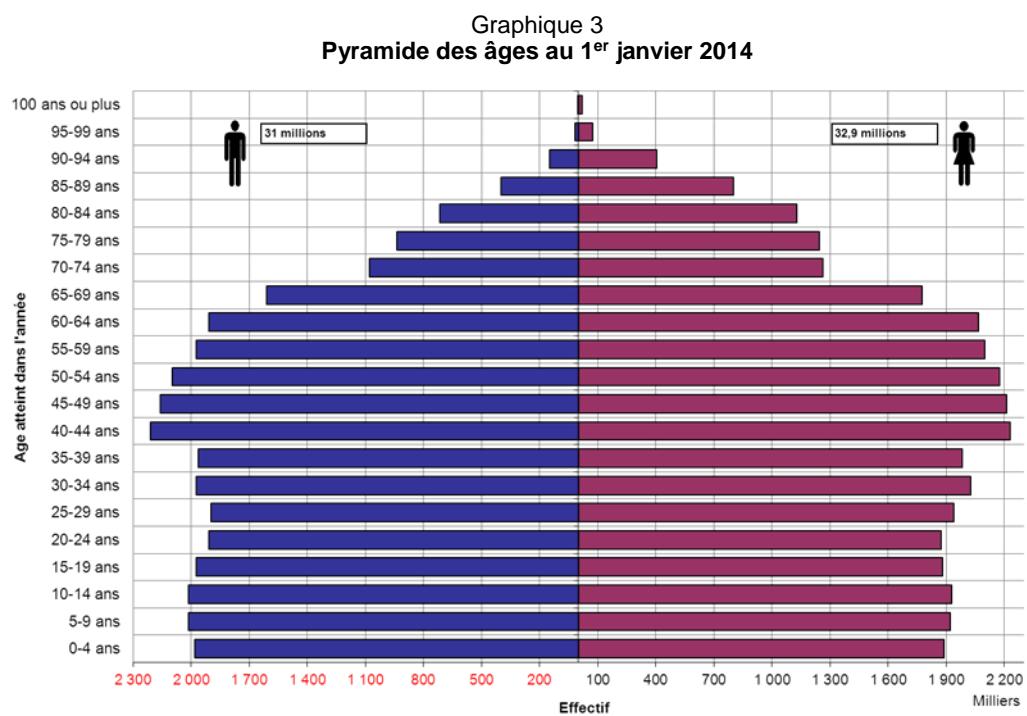
(*) En droits constatés.

Source : MSA.

2. Répartition de la population protégée pour le risque maladie au régime agricole (MSA et Gamex) en 2013



3. La population française en 2013



La Mutualité sociale agricole

- A. Formation de la Mutualité sociale agricole
- B. Populations

A. Formation de la Mutualité sociale agricole^{I.1}

1. Historique

Au cours de la deuxième moitié du XIXème siècle, pour faire face aux difficultés entraînées par la perte du bétail ou la destruction des récoltes, les agriculteurs ont créé spontanément des mutuelles locales. Celles-ci n'avaient aucun statut défini jusqu'à la loi de 1884 relative aux syndicats qui reconnaît aux agriculteurs le droit à la représentation professionnelle et la loi du 4 juillet 1900 qui consacre définitivement l'existence et la libre constitution des caisses d'assurances mutuelles agricoles. C'est le point de départ du développement des assurances agricoles : assurance contre les accidents, la grêle, l'incendie, etc.

A partir de 1928 (loi du 5 avril) et 1930 (loi du 30 avril), les Assurances sociales (ASA) devenues obligatoires avec assujettissement de tous les salariés et participation des employeurs, sont prises en charge par les caisses. Mais la multitude d'organisations gestionnaires nuit à leur application et le législateur intervient en canalisant la majorité des adhésions du monde agricole vers les Sociétés de secours mutuels agricoles. L'année 1935 (décret-loi du 30 octobre) voit ainsi l'essor de la branche sociale de la Mutualité agricole.

Le droit aux allocations familiales (PFA) pour les chefs de famille et l'obligation de cotisation pour tous les employeurs apparaissent en 1932 en France, sont appliqués en 1936 (loi du 5 août) pour les salariés de l'agriculture et en 1939 (décret-loi du 29 juillet) pour les exploitants. La gestion est également prise en charge par les sociétés de secours mutuels agricoles. Après la guerre de 1939-45, les avantages sociaux comparables aux autres catégories socioprofessionnelles, sont acquis progressivement par les salariés agricoles, le fait le plus notable étant l'assurance obligatoire des accidents du travail et des maladies professionnelles (loi du 25 octobre 1972).

L'unification de l'ensemble des institutions mutualistes par branche d'activité dans une circonscription définie s'amorce à partir de 1940 (loi du 2 décembre) et se précise l'année suivante : sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, l'application des lois sociales de l'agriculture est confiée uniquement aux caisses mutuelles agricoles professionnelles. La Mutualité sociale agricole est confirmée officiellement en tant qu'**organisme professionnel** dont la mission est de gérer l'**ensemble des risques sociaux** des assurés agricoles. Par la loi du 5 avril 1941, le droit institutionnelisé une situation de fait, le **guichet unique**, caractéristique de l'organisation du régime agricole adaptée à la spécificité du monde rural.

Avec l'ordonnance du 4 octobre 1945, qui affirme le principe de l'universalité de la Sécurité Sociale et prévoit le maintien de la pluralité des régimes, la MSA poursuit son action dans le milieu agricole et met en place en 1949 un système électif. La MSA est ainsi gérée de façon démocratique et professionnelle.

Par le rétablissement, en 1949, des conseils d'administration départemental et central et de l'assemblée générale constitués d'assurés élus, la Mutualité sociale agricole retrouve une **gestion démocratique**, autre originalité du régime agricole. Née au sein du monde agricole et rural et adaptée au particularisme de celui-ci, la Mutualité sociale agricole, est composée de professionnels élus entre eux pour assurer et développer l'aide sociale en milieu rural.

La couverture sociale des exploitants fut plus tardive à se mettre en place : au lendemain de la guerre, ils ne bénéficiaient que des allocations familiales. L'Assurance vieillesse agricole (AVA) a été créée en 1952. Mais surtout, l'assurance maladie, maternité, invalidité (Amexa), créée en 1961 (loi du 25 janvier) est une étape essentielle dans l'histoire de la protection sociale. Elle fait des agriculteurs exploitants les premiers travailleurs indépendants à bénéficier de la couverture du risque maladie.

Le régime agricole, devant le déséquilibre démographique qui s'amorça entre les deux guerres par un important transfert de la main-d'œuvre agricole vers le secteur de l'industrie, eut recours à un financement extérieur nécessaire. Le régime propre aux exploitants relève d'un budget voté chaque année par le Parlement. Depuis 1949 pour les prestations familiales et 1960 par une loi de 1959 pour l'ensemble de la protection sociale, ce document, le Budget annexe des prestations sociales agricoles (Bapsa) est un exemple unique dans la législation française de Sécurité sociale. "L'Etat évaluatif", annexé au Bapsa, est la prévision budgétaire annuelle corollaire aux salariés, présentée aussi au Parlement sans faire l'objet d'un vote.

En 2005, le Fonds de financement des prestations sociales agricoles (Ffipsa) remplaça le Bapsa. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a procédé à la suppression du FFIPSA à compter du 1^{er} janvier 2009 et a transféré la gestion du régime des non-salariés agricoles à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA). A cette date, les droits et obligations du Ffipsa ont ainsi été transférés à la CCMSA.

Le financement de l'assurance "accidents du travail" consiste en un budget indépendant soumis au Conseil supérieur des prestations sociales agricoles (CSPSA).

I.1 Source : Union des Caisses centrales de la Mutualité agricole, *La Mutualité sociale agricole*, 2^{ème} édition 1984.

La loi n°2001-1128 du 30 novembre 2001 qui rentre en vigueur le 1^{er} avril 2002 améliora la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (Atexa) rendant l'affiliation obligatoire et en faisant ainsi une nouvelle branche de la protection sociale agricole.

En 2003, la retraite complémentaire obligatoire (RCO) est créée pour les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole.

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 précise que le statut des nouveaux aides familiaux à compter du 18 mai 2005, ne peut être conservé plus de 5 ans.

Au 1^{er} janvier 2007, l'Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) remplace les allocations qui constituaient le minimum vieillesse.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1^{er} janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivant : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

A partir du 1^{er} juillet 2009, le Revenu de solidarité active (rSa) entre en vigueur et remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI) et l'Allocation de parent isolé (API).

A partir du 1^{er} septembre 2010, le rSa est versé aux personnes âgées de moins de 25 ans si elles justifient avoir travaillé l'équivalent de 2 ans à temps plein durant les 3 années qui précèdent la demande, soit 3 214 heures de travail. Il sera tenu compte des périodes de chômage dans la limite de 6 mois, ce qui peut prolonger l'examen des conditions d'activité sur une période de 3 ans et 6 mois.

Pour les activités non salariées, la condition d'activité est appréciée par référence au montant du chiffre d'affaires : il faut pouvoir justifier d'un montant minimum de chiffre d'affaires, variable en fonction du secteur d'activité (régime agricole ou autre).

En ce qui concerne la retraite de base, l'assurance veuvage est rétablie à compter du 1^{er} janvier 2011, tant pour les salariés que les non-salariés agricoles.

La majoration pour conjoint à charge dans la retraite de base est supprimée à compter du 1^{er} janvier 2011.

La loi portant réforme des retraites modifie dès le 1^{er} janvier 2011 la durée d'assurance nécessaire pour le taux plein pour les générations 1953 et 1954. La loi prévoit également de nombreuses mesures, applicables pour la plupart à compter du 1^{er} juillet 2011. Pour les pensions prenant effet à partir du 1^{er} juillet 2011, l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite est relevé à 62 ans pour les assurés nés à compter du 1^{er} janvier 1956. Egalelement, les salariés et non-salariés agricoles soumis à des tâches pénibles au cours de leur carrière et dont l'état de santé est dégradé, pourront, s'ils justifient d'une incapacité permanente au titre de l'exercice d'une activité professionnelle, bénéficier d'un abaissement de l'âge légal et de la liquidation de leur pension à taux plein, même s'ils ne justifient pas de la durée requise d'assurance.

La loi du 9 octobre 2010 portant réforme des retraites étend le régime de RCO aux aides familiaux et collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole, dans les mêmes conditions que pour les chefs d'exploitation.

2. La protection sociale des régimes des non-salariés et des salariés en 2013

La Caisse de Mutualité sociale agricole est le seul organisme gestionnaire de l'ensemble des risques sociaux de la population agricole. Ce caractère original se traduit par le **guichet unique**. Il permet ainsi à chaque assuré la prise en compte globale de sa situation.

Prestations assurées par les Caisses départementales ou pluridépartementales de Mutualité sociale agricole en 2013

Non-salariés	Salariés
Assurance maladie Assurance maternité Assurance invalidité	Assurance maladie Assurance maternité Assurance invalidité Assurance décès Assurance vieillesse Assurance veuvage
Assurance vieillesse Assurance veuvage	
Retraite complémentaire obligatoire (RCO)	
Prestations familiales Prestations de logement Revenu de solidarité active	Prestations familiales Prestations de logement Revenu de solidarité active
Accidents du travail et maladies professionnelles	Accidents du travail et maladies professionnelles

Legend:

- Amexa (Assurance maladie, Assurance maternité, Assurance invalidité) grouped by curly brace
- ASA (Assurance maladie, Assurance maternité, Assurance invalidité, Assurance décès, Assurance vieillesse, Assurance veuvage) grouped by curly brace
- AVA (Assurance vieillesse, Assurance veuvage) grouped by curly brace
- PFA (Prestations familiales, Prestations de logement, Revenu de solidarité active) grouped by curly brace
- AT (Accidents du travail, et maladies professionnelles) grouped by curly brace
- Atexa (Accidents du travail, et maladies professionnelles) grouped by curly brace

B. Populations

1. Les actifs

Méthode : pour chaque grande catégorie de non-salariés et de salariés, la correspondance adoptée entre les effectifs d'actifs et les populations gérées par la Mutualité Sociale Agricole au 1^{er} janvier 2013 est la suivante :

Non-salariés

Les non-salariés qui cotisent à au moins une des quatre branches maladie (Amexa), vieillesse (AVA), famille (PFA), accidents du travail (Atexa) et installés au plus tard le 31 décembre 2012 et présents au 1^{er} janvier 2013. Les non-salariés sont dénombrés une seule fois dans l'année.

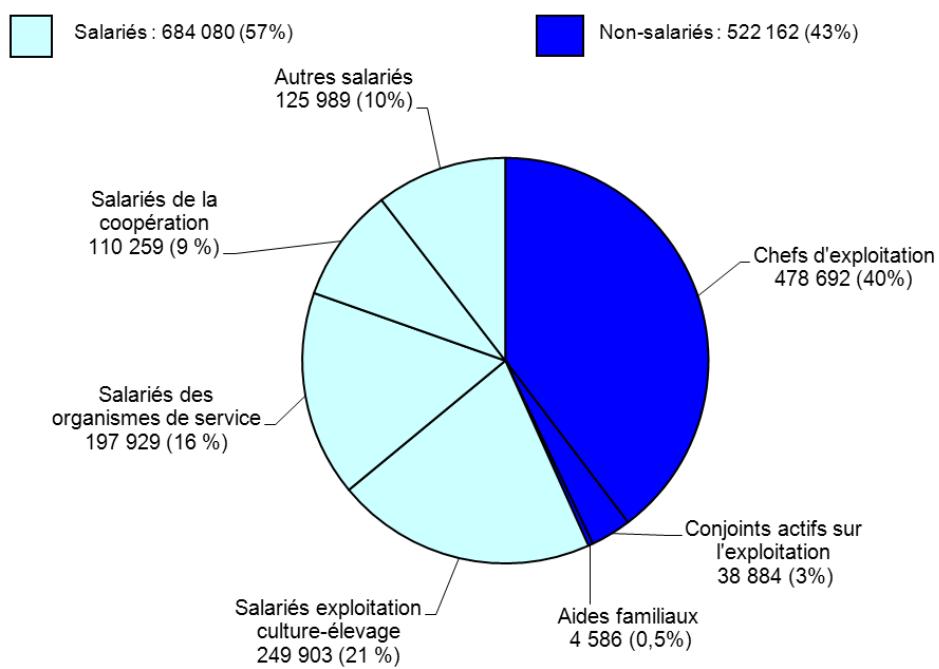
Salariés

Les actifs salariés correspondent au nombre d'emplois en cours au 31 décembre 2012 au régime agricole.

1.1 Structure de la population active agricole au 1^{er} janvier 2013

Graphique 4

Répartition des actifs agricoles selon leur statut et/ou leur secteur d'activité
Total des actifs agricoles : 1 206 242 au 1^{er} janvier 2013



Source : MSA

1.2 Historique du nombre d'actifs agricoles de 2009 à 2013

Le tableau ci-après retrace l'évolution des effectifs des principales catégories d'actifs agricoles.

Tableau 2

Evolution des actifs agricoles de 2009 à 2013 au 1^{er} janvier

Actifs agricoles	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Non-salariés :						
- Chefs d'exploitation et d'entreprise	505 106	496 354	489 218	483 815	478 692	-1,1
- Conjoint actif sur l'exploitation	49 804	46 780	43 968	41 324	38 884	-5,9
- Aides familiaux	6 561	5 562	5 477	4 963	4 586	-7,6
Total Non-salariés	561 471	548 696	538 663	530 102	522 162	-1,5
Salariés (*) :						
- Exploitation	239 346	241 916	237 711	244 437	249 903	2,2
- Organismes de service	199 361	202 207	199 440	197 586	197 929	0,2
- Coopération	108 570	103 886	103 475	106 188	110 259	3,8
- Autres salariés :						
- Entreprises de travaux agricoles	76 388	76 322	74 871	77 729	81 189	4,5
- Travaux forestiers	23 909	22 952	22 935	22 844	22 734	-0,5
- Artisanat rural	4 510	4 205	3 918	3 687	3 434	-6,9
- Activités diverses	21 071	20 569	19 182	18 568	18 632	0,3
- Total autres salariés	125 878	124 048	120 906	122 828	125 989	2,6
Total Salariés	673 155	672 057	661 532	671 039	684 080	1,9
TOTAL ACTIFS AGRICOLES	1 234 626	1 220 753	1 200 195	1 201 141	1 206 242	0,4

Source : MSA

(*) Nombre d'emplois en cours en fin d'année.

Le **chef d'exploitation** ou d'entreprise agricole adhère au régime agricole dès lors que son activité est considérée comme agricole sur une exploitation d'une dimension au moins égale à une demie SMI.

Jusqu'en 2008, le **conjoint** est celui qui participe à la mise en valeur de l'exploitation, quel que soit le statut ; conjoint collaborateur ou conjoint participant aux travaux. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1^{er} janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour le statut de collaborateur d'exploitation. Ce qui induit l'affiliation du conjoint au-delà du mariage puisque le concubin ou le pacsé entre dans ce cadre.

L'**aide familial** est un membre de la famille en dehors du conjoint qui participe à la mise en valeur de l'exploitation, ascendant et à partir de 16 ans, descendant, frère, sœur ou allié au même degré du chef d'exploitation ou de son conjoint. La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 précise que le statut des nouveaux aides familiaux à compter du 18 mai 2005, ne peut être conservé plus de 5 ans.

Le secteur **exploitation** contient les sous-secteurs suivants : les cultures spécialisées, les champignonnières, l'élevage spécialisé de gros animaux, l'élevage spécialisé de petits animaux, l'entraînement, le dressage, les haras, la conchyliculture, les marais salants, les cultures et l'élevage non spécialisés et la viticulture.

Le secteur **organismes de services** comprend la mutualité agricole, le crédit agricole, les autres organismes professionnels agricoles et le personnel statutaire des sociétés d'intérêt collectif agricole en électricité (Sicae).

Le secteur de la **coopération** regroupe le stockage et le conditionnement de produits agricoles, de fleurs de fruits et de légumes, l'approvisionnement, la collecte, le traitement et la distribution de produits laitiers, le traitement de la viande, la conserverie de produits autres que la viande, la vinification, l'insémination artificielle, la sucrerie, la distillation, la meunerie, la panification, les coopératives diverses, les unions et les fédérations de coopératives.

Le secteur des **entreprises de travaux agricoles** comprend les entreprises qui effectuent des travaux agricoles s'insérant directement dans le cycle de la production végétale tels que labourage, défrichement, semaines, battage, etc. Il inclut également les entreprises d'entretien et de restauration des parcs et de jardins et les entreprises paysagistes.

Le secteur des **travaux forestiers** concerne la sylviculture, le gemmage, les exploitations de bois et les scieries fixes.

L'**artisanat rural** comprend les petits artisans n'employant pas plus de deux ouvriers de façon permanente et dont l'activité concourt à la satisfaction des besoins professionnels des agriculteurs, notamment les forgerons, réparateurs de machines-outils, réparateurs d'instruments ou bâtiments agricoles et leur entretien, bourreliers, sabotiers, tonneliers, charrons, hongreurs, distillateurs ambulants.

Sont inclus dans le secteur des **activités diverses** : les gardes-chasse, les gardes-pêche, les jardiniers, les gardes forestiers, les organismes de remplacement et de travail temporaire, les membres bénévoles, les enseignants des établissements d'enseignement agricole.

1.3 Ventilation départementale et régionale des actifs agricoles au 1^{er} janvier 2013

Tableau 3

Les actifs agricoles au 1^{er} janvier 2013 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	8 195	41 817	50 012	Charente	6 186	7 558	13 744
Ardennes	3 548	2 618	6 166	Charente-Maritime	7 614	12 038	19 652
Aube	5 192	6 242	11 434	Deux-Sèvres	7 271	9 364	16 635
Marne	11 045	18 703	29 748	Vienne	5 476	5 960	11 436
Haute-Marne	2 948	2 200	5 148	Poitou-Charentes	26 547	34 920	61 467
Champagne-Ardennes	22 733	29 763	52 496	Dordogne	7 638	7 917	15 555
Aisne	5 571	7 708	13 279	Gironde	8 347	24 464	32 811
Oise	4 126	9 679	13 805	Landes	5 640	8 986	14 626
Somme	6 240	7 403	13 643	Lot-et-Garonne	6 528	8 895	15 423
Picardie	15 937	24 790	40 727	Pyrénées-Atlantiques	11 894	9 231	21 125
Eure	4 459	5 503	9 962	Aquitaine	40 047	59 493	99 540
Seine-Maritime	6 470	9 247	15 717	Ariège	2 641	1 426	4 067
Haute-Normandie	10 929	14 750	25 679	Aveyron	11 785	7 018	18 803
Cher	4 115	4 851	8 966	Haute-Garonne	6 136	7 983	14 119
Eure-et-Loir	4 676	5 735	10 411	Gers	7 579	6 625	14 204
Indre	4 623	3 052	7 675	Lot	5 036	3 333	8 369
Indre-et-Loire	4 999	6 828	11 827	Hautes-Pyrénées	3 971	1 920	5 891
Loir-et-Cher	3 852	6 671	10 523	Tarn	6 424	6 393	12 817
Loiret	4 278	7 925	12 203	Tarn-et-Garonne	5 115	4 897	10 012
Centre	26 543	35 062	61 605	Midi-Pyrénées	48 687	39 595	88 282
Calvados	6 858	9 773	16 631	Corrèze	5 151	3 383	8 534
Manche	9 664	10 363	20 027	Creuse	4 829	1 893	6 722
Orne	6 221	5 987	12 208	Haute-Vienne	4 745	3 924	8 669
Basse-Normandie	22 743	26 123	48 866	Limousin	14 725	9 200	23 925
Côte-d'or	5 450	8 062	13 512	Ain	4 705	6 123	10 828
Nièvre	3 842	3 022	6 864	Ardèche	4 550	3 338	7 888
Saône-et-Loire	8 515	7 972	16 487	Drôme	6 314	7 318	13 632
Yonne	4 656	5 591	10 247	Isère	6 340	7 689	14 029
Bourgogne	22 463	24 647	47 110	Loire	6 251	5 676	11 927
Nord	8 294	14 640	22 934	Rhône	6 965	10 308	17 273
Pas-de-Calais	8 882	12 163	21 045	Savoie	3 004	3 717	6 721
Nord-Pas-de-Calais	17 176	26 803	43 979	Haute-Savoie	4 428	5 434	9 862
Meurthe-et-Moselle	3 243	3 998	7 241	Rhône-Alpes	42 557	49 603	92 160
Meuse	3 525	2 887	6 412	Allier	6 031	4 445	10 476
Moselle	3 803	4 542	8 345	Cantal	7 311	3 346	10 657
Vosges	3 538	4 420	7 958	Haute-Loire	5 788	2 570	8 358
Lorraine	14 109	15 847	29 956	Puy-de-Dôme	7 764	6 973	14 737
Bas-Rhin	4 862	9 112	13 974	Auvergne	26 894	17 334	44 228
Haut-Rhin	4 380	6 114	10 494	Aude	6 101	7 615	13 716
Alsace	9 242	15 226	24 468	Gard	5 924	9 873	15 797
Doubs	4 562	6 179	10 741	Hérault	7 490	12 184	19 674
Jura	3 329	2 707	6 036	Lozère	3 520	1 422	4 942
Haute-Saône	3 153	2 849	6 002	Pyrénées-Orientales	3 272	7 227	10 499
Terr. de Belfort	401		401	Languedoc-Roussillon	26 307	38 321	64 628
Franche-Comté	11 445	11 735	23 180	Alpes-de-Haute-Provence	2 552		2 552
Loire-Atlantique	8 907	17 098	26 005	Hautes-Alpes	2 302	3 279	5 581
Maine-et-Loire	10 679	18 112	28 791	Alpes-Maritimes	2 914	6 207	9 121
Mayenne	9 151	6 330	15 481	Bouches-du-Rhône	5 203	12 053	17 256
Sarthe	6 215	7 975	14 190	Var	5 369	10 058	15 427
Vendée	9 719	9 926	19 645	Vaucluse	5 557	11 218	16 775
Pays-de-la-Loire	44 671	59 441	104 112	Provence-Alpes-Côte d'Azur	23 897	42 815	66 712
Côtes-d'Armor	11 857	16 545	28 402	Corse	3 231	4 960	8 191
Finistère	9 940	17 128	27 068	TOTAL	522 162	684 080	1 206 242
Ille-et-Vilaine	11 870	12 977	24 847				
Morbihan	9 417	15 185	24 602				
Bretagne	43 084	61 835	104 919				

Source : MSA

1.4 Les cotisants non-salariés agricoles

1.41 Historique du nombre de cotisants non salariés agricoles de 2009 à 2013

Les effectifs de cotisants diffèrent selon la branche considérée car les règles d'assujettissement et d'exonération sont variables pour chacune d'elles.

Tableau 4

Les cotisants non-salariés agricoles de 2009 à 2013

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution assujettis 2013/2012 en %
Assurance maladie des exploitants agricoles (AMEXA)(1) (2)	544 484	534 179	524 279	516 104	508 426	-1,5
Assurance vieillesse agricole (AVA) (2)	551 561	541 638	531 127	522 619	514 826	-1,5
Assurance vieillesse individuelle (AVI) (2)	507 868	497 881	487 344	479 148	471 306	-1,6
Retraite complémentaire obligatoire (RCO) (2)	497 118	489 647	531 394	522 534	514 611	-1,5
Prestations familiales agricoles (PFA) (2)	500 827	493 106	485 777	480 195	475 013	-1,1
Assurance accidents du travail (ATEXA) (2) (3)	606 060	596 329	587 822	579 714	571 597	-1,4
Cotisants de solidarité (4)	90 486	94 694	94 385	94 078	96 248	2,3

(1) Dont les conjoints collaborateurs cotisants en invalidité. Ensemble des assureurs.

(2) Cotisants sanctions inclus.

(3) Ensemble des assureurs hors Alsace-Moselle.

(4) Cotisants solidaires exploitant moins de la demi SMI non retraités de vieillesse agricole et cotisants solidaires associés de société.

1.42 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en prestations familiales agricoles en 2013

L'obligation pour les exploitants de cotiser à la branche prestations familiales apparaît en 1939.

Le chef d'exploitation agricole cotise pour lui-même. Les artisans ruraux ne cotisent au régime agricole que dans la branche prestations familiales.

Les cotisations sont déterminées à partir d'assiettes sociales.

Dans la branche prestations familiales, l'assiette sociale, base d'imposition sociale, est le reflet de l'assiette brute, puisque dans cette branche ne s'appliquent ni minimum, ni plafonnement. Seules les assiettes brutes négatives sont ramenées à zéro.

Les exploitants agricoles se distinguent par leur régime d'imposition : régime du forfait ou régime du bénéfice réel. Le forfait s'applique de plein droit aux exploitants dont la moyenne des recettes mesurées sur deux années consécutives ne dépasse pas un certain montant.

Le régime d'imposition au bénéfice réel s'applique aux exploitants qui ne répondent pas aux conditions du régime forfaitaire mais aussi aux exploitants relevant normalement du forfait qui souhaitent opter pour le régime du réel. Il existe aussi le régime mixte qui est un régime transitoire avant de passer au réel. Les exploitants imposés au régime mixte seront inclus parmi les exploitants imposés au réel dans ce document.

Tableau 5

PFA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le régime d'imposition et le statut en 2013
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise						Artisans ruraux		(Assiette en milliers d'euros)	
	Forfait		Réel ou mixte		Forfait et réel		Total			
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7) = (1 + 3 + 5)	Assiette (8) = (2 + 4 + 6)		
Ile-de-France	372	2 706	7 000	231 568	74	1 957	7 446	236 231		
Ardennes	433	2 975	2 791	64 171	7	98	3 231	67 244		
Aube	434	4 668	4 464	184 121	22	418	4 920	189 207		
Marne	1 086	11 898	9 087	406 179	12	250	10 185	418 327		
Haute-Marne	226	1 529	2 431	53 397	20	617	2 677	55 543		
Champagne-Ardennes	2 179	21 070	18 773	707 868	61	1 383	21 013	730 321		
Aisne	325	2 929	4 587	178 432	25	401	4 937	181 762		
Oise	166	1 299	3 614	119 208	26	582	3 806	121 089		
Somme	252	2 831	5 256	170 957	11	409	5 519	174 197		
Picardie	743	7 059	13 457	468 597	62	1 392	14 262	477 048		
Eure	306	2 259	3 765	98 356	11	159	4 082	100 774		
Seine-Maritime	552	3 593	5 233	118 706	24	361	5 809	122 660		
Haute-Normandie	858	5 852	8 998	217 062	35	520	9 891	223 434		
Cher	391	2 445	3 374	77 876	18	303	3 783	80 624		
Eure-et-Loir	202	1 723	4 013	158 351	16	484	4 231	160 558		
Indre	921	5 496	3 364	64 588	14	241	4 299	70 325		
Indre-et-Loire	670	3 894	3 832	92 130	29	447	4 531	96 471		
Loir-et-Cher	340	1 802	3 126	83 765	19	442	3 485	86 009		
Loiret	343	2 553	3 599	105 144	16	273	3 958	107 970		
Centre	2 867	17 913	21 308	581 854	112	2 190	24 287	601 957		
Calvados	672	6 047	5 440	87 340	44	874	6 156	94 261		
Manche	1 278	6 976	7 407	90 499	47	1 245	8 732	98 720		
Orne	557	4 149	5 109	75 362	41	978	5 707	80 489		
Basse-Normandie	2 507	17 172	17 956	253 201	132	3 097	20 595	273 470		
Côte-d'or	393	2 725	4 654	130 758	29	793	5 076	134 276		
Nièvre	488	3 142	2 828	44 684	11	222	3 327	48 048		
Saône-et-Loire	1 292	8 793	6 342	103 691	77	1 938	7 711	114 422		
Yonne	396	2 658	3 833	100 187	71	1 738	4 300	104 583		
Bourgogne	2 569	17 318	17 657	379 320	188	4 691	20 414	401 329		
Nord	924	6 880	6 300	139 451	41	740	7 265	147 071		
Pas-de-Calais	678	5 787	7 071	156 514	35	843	7 784	163 144		
Nord-Pas-de-Calais	1 602	12 667	13 371	295 965	76	1 583	15 049	310 215		
Meurthe-et-Moselle	269	1 507	2 626	60 367	28	508	2 923	62 382		
Meuse	289	1 834	2 929	67 665	11	131	3 229	69 630		
Moselle, Vosges	1 350	7 084	5 352	98 499	10	86	6 712	105 669		
Lorraine	1 908	10 425	10 907	226 531	49	725	12 864	237 681		
Bas-Rhin	924	7 866	3 718	88 043	15	322	4 657	96 231		
Haut-Rhin	775	4 990	3 360	71 202	8	133	4 143	76 325		
Alsace	1 699	12 856	7 078	159 245	23	455	8 800	172 556		
Doubs	415	3 500	3 736	54 483	26	667	4 177	58 650		
Jura	395	3 040	2 680	46 188	8	193	3 083	49 421		
Haute-Saône, T. Belfort	448	3 353	2 801	52 630	13	271	3 262	56 254		
Franche-Comté	1 258	9 893	9 217	153 301	47	1 131	10 522	164 325		
Loire-Atlantique	827	6 050	7 477	105 562	33	877	8 337	112 489		
Maine-et-Loire	687	6 324	9 246	129 176	41	733	9 974	136 233		
Mayenne	580	4 156	7 766	103 087	55	1 613	8 401	108 856		
Sarthe	405	3 353	5 127	91 535	27	703	5 559	95 591		
Vendée	465	2 684	8 598	154 983	58	1 783	9 121	159 450		
Pays-de-la-Loire	2 964	22 567	38 214	584 343	214	5 709	41 392	612 619		
Côtes-d'Armor	608	3 994	10 259	193 457	36	669	10 903	198 120		
Finistère	987	5 655	8 328	152 920	52	1 371	9 367	159 946		
Ille-et-Vilaine	665	4 543	10 323	155 582	50	1 254	11 038	161 379		
Morbihan	626	3 922	8 011	130 348	100	2 766	8 737	137 036		
Bretagne	2 886	18 114	36 921	632 307	238	6 060	40 045	656 481		

PFA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le régime d'imposition et le statut en 2013 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise				Artisans ruraux		(Assiette en milliers d'euros)	
	Forfait		Réel ou mixte		Forfait et réel		Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7) = (1 + 3 + 5)	Assiette (8) = (2 + 4 + 6)
Charente	1 095	6 058	4 432	97 057	99	2 206	5 626	105 321
Charente-Maritime	1 123	7 125	5 594	137 892	97	2 729	6 814	147 746
Deux-Sèvres	713	5 224	5 952	106 841	113	3 445	6 778	115 510
Vienne	538	4 652	4 462	101 565	31	813	5 031	107 030
Poitou-Charentes	3 469	23 059	20 440	443 355	340	9 193	24 249	475 607
Dordogne	2 441	13 002	4 304	48 151	72	1 040	6 817	62 193
Gironde	1 387	6 377	6 185	117 010	41	787	7 613	124 174
Landes	780	5 513	4 442	78 169	24	592	5 246	84 274
Lot-et-Garonne	1 643	10 273	4 327	66 177	42	839	6 012	77 289
Pyrénées-Atlantiques	4 285	21 924	6 535	57 261	113	2 803	10 933	81 988
Aquitaine	10 536	57 089	25 793	366 768	292	6 061	36 621	429 918
Ariège, Aveyron	5 278	22 821	7 560	76 132	69	1 690	12 907	100 643
Haute-Garonne	1 941	10 754	3 674	53 853	24	469	5 639	65 076
Gers	1 918	13 088	5 017	80 195	22	625	6 957	93 908
Lot	1 912	8 589	2 609	25 872	22	208	4 543	34 669
Hauts-Pyrénées	2 057	9 040	1 548	18 784	36	749	3 641	28 573
Tarn	2 096	11 219	3 636	43 303	59	1 360	5 791	55 882
Tarn-et-Garonne	1 801	9 495	2 828	37 612	18	225	4 647	47 332
Midi-Pyrénées	17 003	85 006	26 872	335 751	250	5 326	44 125	426 083
Corrèze	2 143	10 500	2 554	22 571	9	60	4 706	33 131
Creuse	1 729	9 602	2 671	27 079	56	1 311	4 456	37 992
Haute-Vienne	1 374	7 719	2 882	30 366	32	442	4 288	38 527
Limousin	5 246	27 821	8 107	80 016	97	1 813	13 450	109 650
Ain	657	4 318	3 638	74 311	49	1 215	4 344	79 844
Ardèche	2 363	7 827	1 614	19 182	14	206	3 991	27 215
Drôme	2 088	9 222	3 514	62 773	20	353	5 622	72 348
Isère	2 353	10 878	3 460	52 133	20	514	5 833	63 525
Loire	1 902	10 273	3 655	36 780	27	610	5 584	47 663
Rhône	2 295	9 495	3 757	57 423	36	751	6 088	67 669
Savoie	1 062	4 572	1 625	26 311	17	524	2 704	31 407
Haute-Savoie	1 233	5 806	2 762	33 164	14	193	4 009	39 163
Rhône-Alpes	13 953	62 391	24 025	362 077	197	4 366	38 175	428 834
Allier	734	6 236	4 630	57 755	20	349	5 384	64 340
Cantal	2 511	10 525	3 982	38 122	6	193	6 499	48 840
Haute-Loire	2 014	8 183	3 109	28 409	9	198	5 132	36 790
Puy-de-Dôme	2 677	15 368	4 270	55 535	14	171	6 961	71 074
Auvergne	7 936	40 312	15 991	179 821	49	911	23 976	221 044
Aude	3 086	9 225	2 421	30 856	9	157	5 516	40 238
Gard	2 327	8 670	2 921	40 576	22	318	5 270	49 564
Hérault, Pyrénées-Orientales	5 381	16 838	4 126	53 042	13	162	9 520	70 042
Lozère	1 596	6 951	1 553	14 154	0	0	3 149	21 105
Languedoc-Roussillon	12 390	41 684	11 021	138 628	44	637	23 455	180 949
Alpes-de-H.-Provence, H. Alpes	2 301	9 276	1 986	27 252	8	135	4 295	36 663
Alpes-Maritimes	742	2 616	1 901	31 871	7	136	2 650	34 623
Bouches-du-Rhône	1 345	8 024	3 343	51 898	21	285	4 709	60 207
Var	1 785	5 451	3 001	47 664	14	175	4 800	53 290
Vaucluse	1 794	8 157	3 261	58 664	15	249	5 070	67 070
PACA, Corse	9 970	40 513	14 346	228 834	66	984	24 382	270 331
France	104 915	553 487	367 452	7 026 412	2 646	60 184	475 013	7 640 083

Source : MSA

1.43 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance maladie en 2013

L'assurance maladie des exploitants agricoles (Amexa) a été créée en 1961. Elle couvre les risques maladie, maternité et invalidité.

Le chef d'exploitation cotise pour lui-même, ainsi que pour le(s) aide(s) familial(aux) majeur(s) et mineur(s) participant à la mise en valeur de l'exploitation.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1er janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivant : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

Les non-salariés agricoles ont le choix de l'organisme gestionnaire de leurs prestations en ce qui concerne l'assurance maladie.

Dans la branche Amexa, les assiettes brutes inférieures à 800 Smic horaire (avec la valeur du Smic horaire constatée au 1^{er} janvier de l'année) sont redressées à 800 Smic. L'assiette sociale individuelle ne peut donc être inférieure à 800 Smic.

Télécharger les données au format Excel :



Tableau 6

AMEXA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut, ensemble des assureurs en 2013
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		Aides familiaux majeurs et mineurs		Conjoints collaborateurs (5)	Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		Effectifs (6) = (1 + 3 + 5)	Assiette (7) = (2 + 4)
Ile-de-France	7 379	238 922	61	568	478	7 918	239 490
Ardennes	3 217	69 309	24	178	242	3 483	69 487
Aube	4 891	189 850	13	138	179	5 083	189 988
Marne	10 141	417 932	27	273	604	10 772	418 205
Haute-Marne	2 654	56 858	37	321	159	2 850	57 179
Champagne-Ardennes	20 903	733 949	101	910	1 184	22 188	734 859
Aisne	4 904	184 004	24	260	416	5 344	184 264
Oise	3 778	123 140	29	251	199	4 006	123 391
Somme	5 494	176 240	54	507	403	5 951	176 747
Picardie	14 176	483 384	107	1 018	1 018	15 301	484 402
Eure	4 064	103 712	35	321	230	4 329	104 033
Seine-Maritime	5 775	127 703	61	526	470	6 306	128 229
Haute-Normandie	9 839	231 415	96	847	700	10 635	232 262
Cher	3 765	84 165	38	266	223	4 026	84 431
Eure-et-Loir	4 208	160 525	13	145	238	4 459	160 670
Indre	4 287	74 220	36	256	217	4 540	74 476
Indre-et Loire	4 487	98 993	23	195	285	4 795	99 188
Loir-et-Cher	3 455	87 951	16	117	237	3 708	88 068
Loiret	3 939	110 284	19	175	189	4 147	110 459
Centre	24 141	616 138	145	1 154	1 389	25 675	617 292
Calvados	6 124	101 563	65	537	517	6 706	102 100
Manche	8 685	110 785	58	401	725	9 468	111 186
Orne	5 661	87 300	56	419	330	6 047	87 719
Basse-Normandie	20 470	299 648	179	1 357	1 572	22 221	301 005
Côte-d'or	5 040	137 455	31	281	234	5 305	137 736
Nièvre	3 311	53 248	67	505	321	3 699	53 753
Saône-et-Loire	7 627	120 621	53	388	616	8 296	121 009
Yonne	4 223	105 803	31	280	216	4 470	106 083
Bourgogne	20 201	417 127	182	1 454	1 387	21 770	418 581
Nord	7 208	152 028	80	617	689	7 977	152 645
Pas-de-Calais	7 735	167 896	116	983	682	8 533	168 879
Nord-Pas-de-Calais	14 943	319 924	196	1 600	1 371	16 510	321 524
Meurthe-et-Moselle	2 896	64 174	27	232	176	3 099	64 406
Meuse	3 214	71 613	33	300	179	3 426	71 913
Moselle	3 499	67 607	36	290	187	3 722	67 897
Vosges	3 192	45 038	74	576	211	3 477	45 614
Lorraine	12 801	248 432	170	1 398	753	13 724	249 830
Bas-Rhin	4 634	97 431	11	102	107	4 752	97 533
Haut-Rhin	4 122	79 670	16	156	164	4 302	79 826
Alsace	8 756	177 101	27	258	271	9 054	177 359
Doubs	4 150	61 009	43	364	263	4 456	61 373
Jura	3 070	52 032	43	367	147	3 260	52 399
Haute-Saône	2 885	54 214	33	273	170	3 088	54 487
Terr. de Belfort	352	4 673	6	56	26	384	4 729
Franche-Comté	10 457	171 928	125	1 060	606	11 188	172 988
Loire-Atlantique	8 311	121 592	34	242	406	8 751	121 834
Maine-et-Loire	9 915	146 181	29	205	507	10 451	146 386
Mayenne	8 341	116 415	36	276	573	8 950	116 691
Sarthe	5 519	99 887	37	291	478	6 034	100 178
Vendée	9 058	164 506	30	245	418	9 506	164 751
Pays-de-la-Loire	41 144	648 581	166	1 259	2 382	43 692	649 840
Côtes-d'Armor	10 859	206 236	37	313	775	11 671	206 549
Finistère	9 303	169 090	44	305	421	9 768	169 395
Ille-et-Vilaine	10 974	169 358	35	249	617	11 626	169 607
Morbihan	8 626	142 699	24	182	540	9 190	142 881
Bretagne	39 762	687 383	140	1 049	2 353	42 255	688 432

AMEXA

Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut, ensemble des assureurs en 2013 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		Aides familiaux majeurs et mineurs		Conjoints collaborateurs (5)	(Assiette en milliers d'euros)	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)		Effectifs (6) = (1 + 3 + 5)	Assiette (7) = (2 + 4)
Charente	5 521	108 849	31	233	413	5 965	109 082
Charente-Maritime	6 706	150 839	39	304	602	7 347	151 143
Deux-Sèvres	6 661	118 026	32	251	363	7 056	118 277
Vienne	5 005	109 517	29	271	301	5 335	109 788
Poitou-Charentes	23 893	487 231	131	1 059	1 679	25 703	488 290
Dordogne	6 751	73 604	104	626	590	7 445	74 230
Gironde	7 538	136 070	57	393	542	8 137	136 463
Landes	5 226	89 491	29	202	267	5 522	89 693
Lot-et-Garonne	5 969	84 781	40	265	392	6 401	85 046
Pyrénées-Atlantiques	10 821	100 847	147	829	505	11 473	101 676
Aquitaine	36 305	484 793	377	2 315	2 296	38 978	487 108
Ariège	2 363	21 443	52	307	165	2 580	21 750
Aveyron	10 483	103 596	206	1 286	760	11 449	104 882
Haute-Garonne	5 600	72 305	66	447	288	5 954	72 752
Gers	6 915	100 439	41	310	410	7 366	100 749
Lot	4 522	43 387	82	509	319	4 923	43 896
Hautes-Pyrénées	3 599	34 291	74	395	175	3 848	34 686
Tarn	5 728	64 694	86	474	416	6 230	65 168
Tarn-et-Garonne	4 626	54 047	51	320	331	5 008	54 367
Midi-Pyrénées	43 836	494 202	658	4 048	2 864	47 358	498 250
Corrèze	4 705	42 391	58	343	277	5 040	42 734
Creuse	4 400	43 614	64	407	255	4 719	44 021
Haute-Vienne	4 261	45 074	59	404	329	4 649	45 478
Limousin	13 366	131 079	181	1 154	861	14 408	132 233
Ain	4 294	82 192	40	327	255	4 589	82 519
Ardèche	3 964	37 731	78	451	415	4 457	38 182
Drôme	5 585	81 769	82	506	481	6 148	82 275
Isère	5 817	71 642	56	342	320	6 193	71 984
Loire	5 546	56 249	58	329	491	6 095	56 578
Rhône	6 046	77 818	54	316	635	6 735	78 134
Savoie	2 688	35 317	67	417	168	2 923	35 734
Haute-Savoie	3 996	46 133	97	657	237	4 330	46 790
Rhône-Alpes	37 936	488 851	532	3 345	3 002	41 470	492 196
Allier	5 356	71 088	49	361	464	5 869	71 449
Cantal	6 495	62 078	140	833	567	7 202	62 911
Haute-Loire	5 121	47 201	89	486	467	5 677	47 687
Puy-de-Dôme	6 935	81 337	107	668	542	7 584	82 005
Auvergne	23 907	261 704	385	2 348	2 040	26 332	264 052
Aude	5 477	53 919	42	250	399	5 918	54 169
Gard	5 226	60 851	53	342	471	5 750	61 193
Hérault	6 536	66 270	54	297	617	7 207	66 567
Lozère	3 142	28 316	52	309	276	3 470	28 625
Pyrénées-Orientales	2 874	28 301	32	167	272	3 178	28 468
Languedoc-Roussillon	23 255	237 657	233	1 365	2 035	25 523	239 022
Alpes-de-Haute-Provence	2 252	26 488	50	311	177	2 479	26 799
Hauts-Alpes	2 033	20 730	49	300	153	2 235	21 030
Alpes-Maritimes	2 639	38 874	31	175	203	2 873	39 049
Bouches-du-Rhône	4 666	67 784	47	289	344	5 057	68 073
Var	4 774	62 980	69	415	394	5 237	63 395
Vaucluse	5 048	76 111	39	253	373	5 460	76 364
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21 412	292 967	285	1 743	1 644	23 341	294 710
Corse	2 862	26 727	106	588	214	3 182	27 315
France	471 744	8 179 143	4 583	31 897	32 099	508 426	8 211 040

1.44 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en assurance vieillesse en 2013

L'assurance vieillesse agricole (AVA) a été créée en 1952.

- Une cotisation fixe assise sur une assiette de 400 Smic due par le chef d'exploitation ou d'entreprise pour son collaborateur d'exploitation.

Les cotisations AVA comprennent :

- une cotisation qui finance la retraite proportionnelle. Elle est due par chaque chef d'exploitation ou d'entreprise. Elle est calculée dans la limite du plafond de la sécurité sociale et l'assiette minimum de cotisations est fixée à 600 Smic,
- une cotisation déplafonnée non génératrice de droits avec une assiette minimum à 600 Smic,
- une cotisation fixe assise sur une assiette de 400 Smic due par le chef d'exploitation ou d'entreprise pour son collaborateur d'exploitation.

Tableau 7

AVA
Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut en 2013
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise			Aides familiaux et conjoints collaborateurs		Total	
	Effectifs (1)	Assiette sous plafond (2)	Assiette totale (3)	Effectifs (4)	Assiette (5)	Effectifs (6) = (1 + 4)	Assiette sous plafond (7) = (2 + 5)
Ile-de-France	7 313	156 523	238 347	661	2 493	7 974	159 016
Ardennes	3 226	56 542	69 132	306	1 154	3 532	57 696
Aube	4 894	122 570	190 515	251	947	5 145	123 517
Marne	10 146	264 654	420 727	806	3 040	10 952	267 694
Haute-Marne	2 662	49 417	56 529	261	984	2 923	50 401
Champagne-Ardennes	20 928	493 183	736 903	1 624	6 125	22 552	499 308
Aisne	4 904	113 372	183 954	586	2 210	5 490	115 582
Oise	3 770	80 376	122 856	287	1 083	4 057	81 459
Somme	5 493	123 466	176 333	679	2 561	6 172	126 027
Picardie	14 167	317 214	483 143	1 552	5 854	15 719	323 068
Eure	4 054	79 765	103 169	326	1 230	4 380	80 995
Seine-Maritime	5 782	102 150	126 764	608	2 293	6 390	104 443
Haute-Normandie	9 836	181 915	229 933	934	3 523	10 770	185 438
Cher	3 756	65 119	83 619	295	1 113	4 051	66 232
Eure-et-Loir	4 198	106 676	161 521	416	1 569	4 614	108 245
Indre	4 282	63 092	73 335	294	1 109	4 576	64 201
Indre-et-Loire	4 488	83 283	98 945	436	1 645	4 924	84 928
Loir-et-Cher	3 465	69 473	87 871	336	1 267	3 801	70 740
Loiret	3 933	82 176	110 017	289	1 090	4 222	83 266
Centre	24 122	469 819	615 308	2 066	7 793	26 188	477 612
Calvados	6 117	88 090	100 036	616	2 324	6 733	90 414
Manche	8 718	101 296	107 013	867	3 270	9 585	104 566
Orne	5 666	78 628	85 564	462	1 743	6 128	80 371
Basse-Normandie	20 501	268 014	292 613	1 945	7 337	22 446	275 351
Côte-d'or	5 045	99 941	136 657	343	1 294	5 388	101 235
Nièvre	3 316	45 199	51 758	491	1 852	3 807	47 051
Saône-et-Loire	7 639	109 471	118 573	751	2 833	8 390	112 304
Yonne	4 228	82 843	105 403	338	1 275	4 566	84 118
Bourgogne	20 228	337 454	412 391	1 923	7 254	22 151	344 708
Nord	7 225	125 908	151 206	954	3 598	8 179	129 506
Pas-de-Calais	7 767	137 145	167 645	989	3 731	8 756	140 876
Nord-Pas-de-Calais	14 992	263 053	318 851	1 943	7 329	16 935	270 382
Meurthe-et-Moselle	2 901	55 627	63 714	296	1 117	3 197	56 744
Meuse	3 215	62 106	71 377	280	1 056	3 495	63 162
Moselle	3 502	58 730	67 355	284	1 071	3 786	59 801
Vosges	3 196	41 346	43 833	317	1 196	3 513	42 542
Lorraine	12 814	217 809	246 279	1 177	4 440	13 991	222 249
Bas-Rhin	4 632	86 345	98 554	201	758	4 833	87 103
Haut-Rhin	4 128	67 173	79 935	234	883	4 362	68 056
Alsace	8 760	153 518	178 489	435	1 641	9 195	155 159
Doubs	4 152	58 659	59 928	362	1 365	4 514	60 024
Jura	3 070	47 704	51 296	230	868	3 300	48 572
Haute-Saône	2 895	48 509	53 594	240	905	3 135	49 414
Terr. de Belfort	355	4 319	4 573	38	143	393	4 462
Franche-Comté	10 472	159 191	169 391	870	3 281	11 342	162 472
Loire-Atlantique	8 308	109 941	118 484	510	1 924	8 818	111 865
Maine-et-Loire	9 915	134 144	143 184	631	2 380	10 546	136 524
Mayenne	8 331	108 020	113 704	712	2 686	9 043	110 706
Sarthe	5 533	91 097	98 993	628	2 369	6 161	93 466
Vendée	9 077	148 604	162 849	566	2 135	9 643	150 739
Pays-de-la-Loire	41 164	591 806	637 214	3 047	11 494	44 211	603 300
Côtes-d'Armor	10 872	182 874	204 078	920	3 470	11 792	186 344
Finistère	9 335	146 938	166 430	531	2 003	9 866	148 941
Ille-et-Vilaine	10 991	157 715	167 215	771	2 908	11 762	160 623
Morbihan	8 643	130 692	141 019	628	2 369	9 271	133 061
Bretagne	39 841	618 219	678 742	2 850	10 750	42 691	628 969

AVA
Effectifs de cotisants et des assiettes sociales selon le statut en 2013 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise			Aides familiaux et conjoints collaborateurs		Total	
	Effectifs (1)	Assiette sous plafond (2)	Assiette totale (3)	Effectifs (4)	Assiette (5)	Effectifs (6) = (1 + 4)	Assiette sous plafond (7) = (2 + 5)
Charente	5 511	88 879	108 222	483	1 822	5 994	90 701
Charente-Maritime	6 732	121 285	149 883	727	2 742	7 459	124 027
Deux-Sèvres	6 663	107 976	116 517	472	1 780	7 135	109 756
Vienne	4 991	94 822	109 529	403	1 520	5 394	96 342
Poitou-Charentes	23 897	412 962	484 151	2 085	7 864	25 982	420 826
Dordogne	6 723	67 553	70 667	734	2 769	7 457	70 322
Gironde	7 563	104 434	134 659	622	2 346	8 185	106 780
Landes	5 210	78 404	89 141	350	1 320	5 560	79 724
Lot-et-Garonne	5 935	73 434	82 935	464	1 750	6 399	75 184
Pyrénées-Atlantiques	10 801	95 034	97 313	873	3 293	11 674	98 327
Aquitaine	36 232	418 859	474 715	3 043	11 478	39 275	430 337
Ariège	2 358	19 843	20 213	233	879	2 591	20 722
Aveyron	10 491	95 548	96 624	1 167	4 402	11 658	99 950
Haute-Garonne	5 588	65 086	71 269	423	1 596	6 011	66 682
Gers	6 911	91 840	99 375	543	2 048	7 454	93 888
Lot	4 510	40 092	41 235	456	1 720	4 966	41 812
Hautes-Pyrénées	3 601	31 964	33 169	281	1 060	3 882	33 024
Tarn	5 729	59 214	61 718	588	2 218	6 317	61 432
Tarn-et-Garonne	4 608	48 302	52 399	424	1 599	5 032	49 901
Midi-Pyrénées	43 796	451 889	476 002	4 115	15 522	47 911	467 411
Corrèze	4 685	39 582	39 887	404	1 524	5 089	41 106
Creuse	4 405	40 549	41 300	339	1 279	4 744	41 828
Haute-Vienne	4 241	42 604	43 488	411	1 550	4 652	44 154
Limousin	13 331	122 735	124 675	1 154	4 353	14 485	127 088
Ain	4 285	72 196	81 914	327	1 233	4 612	73 429
Ardèche	3 965	33 089	34 965	524	1 977	4 489	35 066
Drôme	5 563	69 489	79 302	622	2 346	6 185	71 835
Isère	5 802	65 022	70 517	444	1 675	6 246	66 697
Loire	5 549	50 865	53 290	637	2 403	6 186	53 268
Rhône	6 044	68 267	74 752	828	3 123	6 872	71 390
Savoie	2 674	31 238	34 508	258	973	2 932	32 211
Haute-Savoie	3 983	42 191	43 727	374	1 411	4 357	43 602
Rhône-Alpes	37 865	432 357	472 975	4 014	15 141	41 879	447 498
Allier	5 375	65 168	69 410	601	2 267	5 976	67 435
Cantal	6 523	57 561	58 061	763	2 878	7 286	60 439
Haute-Loire	5 130	43 291	43 595	629	2 373	5 759	45 664
Puy-de-Dôme	6 958	74 937	78 198	729	2 750	7 687	77 687
Auvergne	23 986	240 957	249 264	2 722	10 268	26 708	251 225
Aude	5 478	50 139	52 512	513	1 935	5 991	52 074
Gard	5 226	53 188	58 652	558	2 105	5 784	55 293
Hérault	6 561	58 374	64 030	737	2 780	7 298	61 154
Lozère	3 153	26 110	26 374	344	1 298	3 497	27 408
Pyrénées-Orientales	2 881	25 075	27 058	338	1 275	3 219	26 350
Languedoc-Roussillon	23 299	212 886	228 626	2 490	9 393	25 789	222 279
Alpes-de-Haute-Provence	2 249	22 415	24 976	257	969	2 506	23 384
Hautes-Alpes	2 036	17 815	19 159	236	890	2 272	18 705
Alpes-Maritimes	2 638	33 974	37 259	238	898	2 876	34 872
Bouches-du-Rhône	4 672	55 931	65 721	418	1 577	5 090	57 508
Var	4 758	54 015	60 942	493	1 860	5 251	55 875
Vaucluse	5 046	63 059	73 582	432	1 630	5 478	64 689
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21 399	247 209	281 639	2 074	7 824	23 473	255 033
Corse	2 828	21 988	24 218	331	1 249	3 159	23 237
France	471 771	6 789 560	8 053 869	43 055	162 406	514 826	6 951 966

Source : MSA

1.45 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles assurance vieillesse individuelle en 2013

La cotisation d'assurance vieillesse individuelle (AVI) est due pour chaque membre non salarié de l'exploitation ou de l'entreprise âgé d'au moins 16 ans : chef d'exploitation, aide(s) familial(aux) et collaborateurs d'exploitation. Elle n'est pas due par les exploitants et collaborateurs d'exploitation à titre secondaire. Elle finance la retraite forfaitaire.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 a supprimé à compter du 1er janvier 2009 la qualité de conjoint participant aux travaux et a introduit l'obligation pour celui-ci d'opter pour l'un des statuts suivant : collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole, salarié ou chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

L'assiette sociale AVI ne peut être inférieure à 800 Smic ni supérieure au plafond annuel de la Sécurité sociale.

Tableau 8

AVI Effectifs de cotisants et assiettes sociales selon le statut en 2013 Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation		Conjoints		Membres de la famille		Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7) = (1 + 3 + 5)	Assiette (8) = (2 + 4 + 6)
Ile-de-France	6 776	152 611	468	12 048	54	963	7 298	165 622
Ardennes	3 011	55 522	241	4 678	23	290	3 275	60 490
Aube	4 513	118 656	178	5 186	12	274	4 703	124 116
Mame	9 120	250 172	587	18 847	26	601	9 733	269 620
Haute-Marne	2 548	49 202	159	3 351	35	608	2 742	53 161
Champagne-Ardennes	19 192	473 552	1 165	32 062	96	1 773	20 453	507 387
Aisne	4 559	110 640	410	10 645	23	583	4 992	121 868
Oise	3 493	78 529	197	4 890	27	483	3 717	83 902
Somme	5 073	119 338	397	10 329	50	1 004	5 520	130 671
Picardie	13 125	308 507	1 004	25 864	100	2 070	14 229	336 441
Eure	3 806	78 815	228	5 249	32	649	4 066	84 713
Seine-Maritime	5 417	101 582	468	10 018	55	933	5 940	112 533
Haute-Normandie	9 223	180 397	696	15 267	87	1 582	10 006	197 246
Cher	3 493	64 407	222	4 517	35	413	3 750	69 337
Eure-et-Loir	3 747	100 690	238	7 078	12	289	3 997	108 057
Indre	3 883	61 630	214	3 436	34	383	4 131	65 449
Indre-et-Loire	4 092	81 180	279	6 055	20	385	4 391	87 620
Loir-et-Cher	3 230	68 432	235	5 028	16	242	3 481	73 702
Loiret	3 614	80 090	188	4 496	17	331	3 819	84 917
Centre	22 059	456 429	1 376	30 610	134	2 043	23 569	489 082
Calvados	5 708	88 409	512	8 516	63	946	6 283	97 871
Manche	8 355	104 649	723	11 148	53	639	9 131	116 436
Orne	5 363	79 446	325	5 603	52	687	5 740	85 736
Basse-Normandie	19 426	272 504	1 560	25 267	168	2 272	21 154	300 043
Côte-d'or	4 808	99 436	225	4 882	27	462	5 060	104 780
Nièvre	3 181	46 220	321	4 971	64	894	3 566	52 085
Saône-et-Loire	7 238	110 326	614	10 033	49	620	7 901	120 979
Yonne	3 940	81 268	214	4 601	30	476	4 184	86 345
Bourgogne	19 167	337 250	1 374	24 487	170	2 452	20 711	364 189
Nord	6 697	123 735	689	13 391	69	938	7 455	138 064
Pas-de-Calais	7 153	133 747	679	13 222	109	1 669	7 941	148 638
Nord-Pas-de-Calais	13 850	257 482	1 368	26 613	178	2 607	15 396	286 702
Meurthe-et-Moselle	2 745	55 282	174	4 115	24	445	2 943	59 842
Meuse	3 002	61 193	178	4 406	32	563	3 212	66 162
Moselle	3 061	56 825	184	3 355	32	468	3 277	60 648
Vosges	3 046	42 302	209	3 258	69	954	3 324	46 514
Lorraine	11 854	215 602	745	15 134	157	2 430	12 756	233 166
Bas-Rhin	3 572	75 934	105	2 020	10	194	3 687	78 148
Haut-Rhin	3 391	62 573	165	2 873	16	330	3 572	65 776
Alsace	6 963	138 507	270	4 893	26	524	7 259	143 924
Doubs	4 067	59 352	263	4 536	41	553	4 371	64 441
Jura	2 922	47 720	145	2 396	42	600	3 109	50 716
Haute-Saône	2 760	48 451	169	2 954	33	486	2 962	51 891
Terr. de Belfort	315	4 226	26	507	6	97	347	4 830
Franche-Comté	10 064	159 749	603	10 393	122	1 736	10 789	171 878
Loire-Atlantique	8 050	112 345	403	6 721	32	412	8 485	119 478
Maine-et-Loire	9 503	135 789	505	7 551	27	329	10 035	143 669
Mayenne	8 022	109 806	572	9 566	36	441	8 630	119 813
Sarthe	5 210	90 708	471	10 115	36	533	5 717	101 356
Vendée	8 818	149 522	418	7 784	29	418	9 265	157 724
Pays-de-la-Loire	39 603	598 170	2 369	41 737	160	2 133	42 132	642 040
Côtes-d'Armor	10 508	183 821	775	17 350	37	597	11 320	201 768
Finistère	9 033	149 273	418	7 334	42	510	9 493	157 117
Ille-et-Vilaine	10 589	159 017	614	10 824	28	403	11 231	170 244
Morbihan	8 214	131 147	536	10 806	24	343	8 774	142 296
Bretagne	38 344	623 258	2 343	46 314	131	1 853	40 818	671 425

AVI
Effectifs de cotisants et assiettes sociales selon le statut en 2013 (suite)
Ventilation départementale et régionale

(Assiette en milliers d'euros)

Départements et régions	Chefs d'exploitation		Conjoints		Membres de la famille		Total	
	Effectifs (1)	Assiette (2)	Effectifs (3)	Assiette (4)	Effectifs (5)	Assiette (6)	Effectifs (7) = (1 + 3 + 5)	Assiette (8) = (2 + 4 + 6)
Charente	5 011	87 499	410	7 543	28	447	5 449	95 489
Charente-Maritime	6 262	119 866	600	12 562	36	561	6 898	132 989
Deux-Sèvres	6 445	108 547	361	6 775	29	372	6 835	115 694
Vienne	4 591	92 574	298	6 275	24	473	4 913	99 322
Poitou-Charentes	22 309	408 486	1 669	33 155	117	1 853	24 095	443 494
Dordogne	6 091	68 744	584	6 808	88	885	6 763	76 437
Gironde	6 890	104 065	535	9 073	55	708	7 480	113 846
Landes	4 548	75 662	264	5 136	22	268	4 834	81 066
Lot-et-Garonne	5 391	73 488	380	5 089	38	408	5 809	78 985
Pyrénées-Atlantiques	9 058	93 373	497	5 256	127	1 194	9 682	99 823
Aquitaine	31 978	415 332	2 260	31 362	330	3 463	34 568	450 157
Ariège	2 081	20 567	157	1 527	44	404	2 282	22 498
Aveyron	9 791	101 074	759	8 521	193	1 942	10 743	111 537
Haute-Garonne	4 707	62 427	282	3 952	57	640	5 046	67 019
Gers	6 051	88 831	408	6 486	40	583	6 499	95 900
Lot	4 051	41 503	317	3 528	76	765	4 444	45 796
Hautes-Pyrénées	2 938	30 952	172	2 055	57	502	3 167	33 509
Tarn	5 260	60 746	414	4 828	76	652	5 750	66 226
Tarn-et-Garonne	4 132	48 594	326	3 727	48	493	4 506	52 814
Midi-Pyrénées	39 011	454 694	2 835	34 624	591	5 981	42 437	495 299
Corrèze	4 188	40 801	276	2 902	51	474	4 515	44 177
Creuse	4 209	42 829	255	2 753	60	622	4 524	46 204
Haute-Vienne	3 930	43 972	325	4 124	58	625	4 313	48 721
Limousin	12 327	127 602	856	9 779	169	1 721	13 352	139 102
Ain	3 941	71 166	249	5 279	35	492	4 225	76 937
Ardèche	3 637	35 792	411	4 194	71	635	4 119	40 621
Drôme	5 061	70 573	477	7 027	69	678	5 607	78 278
Isère	4 923	63 458	317	4 402	52	500	5 292	68 360
Loire	5 137	52 965	486	5 331	49	463	5 672	58 759
Rhône	5 636	70 689	632	8 956	51	446	6 319	80 091
Savoie	2 320	30 967	162	2 315	58	624	2 540	33 906
Haute-Savoie	3 712	43 772	236	3 110	92	1 038	4 040	47 920
Rhône-Alpes	34 367	439 382	2 970	40 614	477	4 876	37 814	484 872
Allier	5 100	66 030	460	6 551	47	620	5 607	73 201
Cantal	6 247	62 013	563	6 298	139	1 300	6 949	69 611
Haute-Loire	4 798	46 286	463	4 820	82	706	5 343	51 812
Puy-de-Dôme	6 400	76 292	538	6 882	106	1 070	7 044	84 244
Auvergne	22 545	250 621	2 024	24 551	374	3 696	24 943	278 868
Aude	4 655	50 541	394	4 148	40	373	5 089	55 062
Gard	4 699	54 782	468	5 805	50	518	5 217	61 105
Hérault	5 607	59 397	598	6 645	49	495	6 254	66 537
Lozère	2 936	28 134	274	2 782	47	429	3 257	31 345
Pyrénées-Orientales	2 628	26 779	269	2 605	31	256	2 928	29 640
Languedoc-Roussillon	20 525	219 633	2 003	21 985	217	2 071	22 745	243 689
Alpes-de-Haute-Provence	2 096	23 947	177	1 986	42	489	2 315	26 422
Hautes-Alpes	1 879	19 227	150	1 773	40	449	2 069	21 449
Alpes-Maritimes	2 571	35 479	203	2 617	30	262	2 804	38 358
Bouches-du-Rhône	4 378	57 548	341	4 752	43	412	4 762	62 712
Var	4 335	55 080	392	5 457	63	662	4 790	61 199
Vaucluse	4 711	64 745	375	5 163	39	431	5 125	70 339
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 970	256 026	1 638	21 748	257	2 705	21 865	280 479
Corse	2 613	24 147	206	1 943	98	812	2 917	26 902
France	435 291	6 769 941	31 802	530 450	4 213	51 616	471 306	7 352 007

Source : MSA

1.46 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles en accidents du travail en 2013

L'assurance accidents du travail pour les non-salariés (Atexa) est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2002, hors Alsace-Moselle qui bénéficie d'un régime particulier. Le chef d'exploitation ou d'entreprise cotise pour lui-même, pour le conjoint participant aux travaux ou le conjoint collaborateur et pour les aides familiaux.

Comme pour l'assurance maladie, les non-salariés ont le choix de l'assureur en Atexa.

Il n'existe pas d'assiette minimale en Atexa. La cotisation est forfaitaire, modulée en fonction de la catégorie de risque de l'exploitant, elle ne dépend donc pas de son revenu.

Depuis 2008, les cotisations pour les solidaires entrent dans le champ de l'Atexa. Leurs cotisations sont également forfaitaires.

Tableau 9

ATEXA
Effectifs de cotisants selon le statut, ensemble des assureurs en 2013
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre exclusif ou principal	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre secondaire	Conjoints à titre exclusif ou principal	Coinjoint à titre secondaire	Aides familiaux et associés à titre exclusif, principal ou secondaire	Cotisants solidaires	Total
Île-de-France	6 741	733	483	140	71	555	8 723
Ardennes	3 015	245	249	50	27	189	3 775
Aube	4 523	426	185	63	13	512	5 722
Marne	9 092	1 161	643	184	31	1 895	13 006
Haute-Marne	2 542	147	166	70	49	159	3 133
Champagne-Ardenne	19 172	1 979	1 243	367	120	2 755	25 636
Aisne	4 577	439	420	155	33	317	5 941
Oise	3 515	365	205	64	32	192	4 373
Somme	5 084	516	426	227	64	446	6 763
Picardie	13 176	1 320	1 051	446	129	955	17 077
Eure	3 820	343	238	64	37	505	5 007
Seine-Maritime	5 434	456	481	90	67	728	7 256
Haute-Normandie	9 254	799	719	154	104	1 233	12 263
Cher	3 491	330	233	39	42	285	4 420
Eure-et-Loir	3 742	523	255	173	14	235	4 942
Indre	3 876	443	220	45	37	409	5 030
Indre-et-Loire	4 112	466	312	110	26	353	5 379
Loir-et-Cher	3 234	314	253	80	18	297	4 196
Loiret	3 607	372	194	84	24	240	4 521
Centre	22 062	2 448	1 467	531	161	1 819	28 488
Calvados	5 706	523	529	37	70	983	7 848
Manche	8 354	469	734	84	64	1 525	11 230
Orne	5 341	383	345	87	63	691	6 910
Basse-Normandie	19 401	1 375	1 608	208	197	3 199	25 988
Côte-d'or	4 790	287	239	83	38	341	5 778
Nièvre	3 189	176	330	111	75	280	4 161
Saône-et-Loire	7 223	472	625	92	64	812	9 288
Yonne	3 940	350	225	92	33	292	4 932
Bourgogne	19 142	1 285	1 419	378	210	1 725	24 159
Nord	6 725	634	715	197	88	656	9 015
Pas-de-Calais	7 155	783	693	216	137	612	9 596
Nord-Pas-de-Calais	13 880	1 417	1 408	413	225	1 268	18 611
Meurthe-et-Moselle	2 749	210	180	94	29	248	3 510
Meuse	3 001	237	178	71	34	215	3 736
Vosges	3 062	209	217	40	84	417	4 029
Lorraine	8 812	656	575	205	147	880	11 275
Doubs	4 070	144	270	58	52	254	4 848
Jura	2 929	208	149	48	56	312	3 702
Haute-Saône	2 767	169	176	36	40	308	3 496
Terr. de Belfort	321	45	28	6	6	84	490
Franche-Comté	10 087	566	623	148	154	958	12 536
Loire-Atlantique	8 035	416	406	83	44	665	9 649
Maine-et-Loire	9 460	556	533	93	28	516	11 186
Mayenne	8 037	423	585	111	40	659	9 855
Sarthe	5 203	387	488	119	45	491	6 733
Vendée	8 796	398	420	134	37	444	10 229
Pays-de-la-Loire	39 531	2 180	2 432	540	194	2 775	47 652
Côtes-d'Armor	10 516	454	786	115	43	672	12 586
Finistère	9 025	414	431	76	48	532	10 526
Ille-et-Vilaine	10 618	549	626	143	36	942	12 914
Morbihan	8 233	566	552	67	28	698	10 144
Bretagne	38 392	1 983	2 395	401	155	2 844	46 170

ATEXA
Effectifs de cotisants selon le statut, ensemble des assureurs en 2013 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre exclusif ou principal	Chefs d'exploitation ou d'entreprise à titre secondaire	Conjoints à titre exclusif ou principal	Coinjointes à titre secondaire	Aides familiaux et associés à titre exclusif, principal ou secondaire	Cotisants solidaires	Total
Charente	5 019	630	418	47	35	548	6 697
Charente-Maritime	6 262	581	616	117	46	761	8 383
Deux-Sèvres	6 459	285	368	84	36	385	7 617
Vienne	4 595	484	313	80	33	330	5 835
Poitou-Charentes	22 335	1 980	1 715	328	150	2 024	28 532
Dordogne	6 106	770	608	59	121	1 861	9 525
Gironde	6 850	805	553	29	59	1 016	9 312
Landes	4 540	758	281	56	33	682	6 350
Lot-et-Garonne	5 421	686	404	34	43	946	7 534
Pyrénées-Atlantiques	9 069	1 907	517	236	165	1 809	13 703
Aquitaine	31 986	4 926	2 363	414	421	6 314	46 424
Ariège	2 090	337	174	27	57	528	3 213
Aveyron	9 805	826	757	237	226	1 426	13 277
Haute-Garonne	4 721	1 010	305	83	74	1 160	7 353
Gers	6 076	1 006	417	101	45	697	8 342
Lot	4 058	515	327	67	91	1 229	6 287
Hautes-Pyrénées	2 958	722	181	43	78	962	4 944
Tarn	5 275	527	415	110	95	817	7 239
Tarn-et-Garonne	4 144	545	334	48	53	651	5 775
Midi-Pyrénées	39 127	5 488	2 910	716	719	7 470	56 430
Corrèze	4 210	576	288	82	71	1 657	6 884
Creuse	4 222	259	263	28	81	612	5 465
Haute-Vienne	3 938	387	339	33	70	846	5 613
Limousin	12 370	1 222	890	143	222	3 115	17 962
Ain	3 952	404	266	41	47	552	5 262
Ardèche	3 651	366	424	47	84	1 165	5 737
Drôme	5 089	612	496	79	95	938	7 309
Isère	4 944	1 010	337	81	71	1 570	8 013
Loire	5 138	480	504	99	71	828	7 120
Rhône	5 658	510	652	152	57	782	7 811
Savoie	2 337	427	180	34	81	921	3 980
Haute-Savoie	3 720	373	246	50	116	593	5 098
Rhône-Alpes	34 489	4 182	3 105	583	622	7 349	50 330
Allier	5 108	342	467	98	56	529	6 600
Cantal	6 241	374	544	94	155	524	7 932
Haute-Loire	4 804	374	470	95	95	893	6 731
Puy-de-Dôme	6 428	669	537	106	122	1 310	9 172
Auvergne	22 581	1 759	2 018	393	428	3 256	30 435
Aude	4 655	922	415	72	48	1 279	7 391
Gard	4 629	600	487	44	63	1 029	6 852
Hérault	5 606	1 032	641	56	62	2 031	9 428
Lozère	2 944	244	280	25	63	453	4 009
Pyrénées-Orientales	2 630	325	284	36	39	741	4 055
Languedoc-Roussillon	20 464	3 123	2 107	233	275	5 533	31 735
Alpes-de-Haute-Provence	2 100	226	176	47	61	332	2 942
Hautes-Alpes	1 880	197	156	49	55	380	2 717
Alpes-Maritimes	2 577	163	224	9	36	336	3 345
Bouches-du-Rhône	4 364	405	365	29	61	709	5 933
Var	4 369	601	449	31	85	898	6 433
Vaucluse	4 695	410	387	20	45	655	6 212
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 985	2 002	1 757	185	343	3 310	27 582
Corse	2 642	330	228	21	112	256	3 589
France	425 629	41 753	32 516	6 947	5 159	59 593	571 597

Source : MSA

1.47 Ventilation départementale des cotisants non-salariés agricoles à la retraite complémentaire obligatoire en 2013

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les non-salariés agricoles, chefs d'exploitation ou d'entreprise, cotisent pour la retraite complémentaire obligatoire (RCO). Le chef d'exploitation cotise pour lui-même, son collaborateur d'exploitation et ses aides familiaux majeurs.

L'assiette minimale RCO est de 1 820 SMIC depuis 2007.

**Tableau 10
RCO**
Effectif des cotisants et de l'assiette sociale en 2013
Ventilation départementale et régionale

Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise		(Assiette en milliers d'euros)	
	Effectifs	Assiette	Départements et régions	Chefs d'exploitation ou d'entreprise
Île-de-France	7 985	271 766	Charente	5 993
Ardennes	3 527	87 095	Charente-Maritime	7 439
Aube	5 149	204 969	Deux-Sèvres	7 135
Marne	10 967	452 775	Vienne	5 390
Haute-Marne	2 918	69 904	Poitou-Charentes	25 957
Champagne-Ardennes	22 561	814 743	Dordogne	7 462
Aisne	5 486	205 750	Gironde	8 170
Oise	4 059	139 439	Landes	5 553
Somme	6 176	201 038	Lot-et-Garonne	6 396
Picardie	15 721	546 227	Pyrénées-Atlantiques	11 662
Eure	4 378	123 005	Aquitaine	39 243
Seine-Maritime	6 391	160 763	Ariège	2 600
Haute-Normandie	10 769	283 768	Aveyron	11 626
Cher	4 056	105 114	Haute-Garonne	6 018
Eure-et-Loir	4 622	176 420	Gers	7 457
Indre	4 571	101 410	Lot	4 968
Indre-et-Loire	4 920	122 609	Hautes-Pyrénées	3 891
Loir-et-Cher	3 790	105 087	Tarn	6 327
Loiret	4 220	127 699	Tarn-et-Garonne	5 029
Centre	26 179	738 339	Midi-Pyrénées	47 916
Calvados	6 718	141 968	Corrèze	5 094
Manche	9 545	176 657	Creuse	4 735
Orne	6 120	124 137	Haute-Vienne	4 650
Basse-Normandie	22 383	442 762	Limousin	14 479
Côte-d'Or	5 381	160 038	Ain	4 618
Nièvre	3 809	77 862	Ardèche	4 496
Saône-et-Loire	8 378	169 546	Drôme	6 204
Yonne	4 560	125 631	Isère	6 257
Bourgogne	22 128	533 077	Loire	6 188
Nord	8 180	194 923	Rhône	6 866
Pas-de-Calais	8 737	213 065	Savoie	2 944
Nord-Pas-de-Calais	16 917	407 988	Haute-Savoie	4 357
Meurthe-et-Moselle	3 188	77 935	Rhône-Alpes	41 930
Meuse	3 490	86 525	Allier	5 963
Moselle	3 789	87 934	Cantal	7 254
Vosges	3 498	67 535	Haute-Loire	5 766
Lorraine	13 965	319 929	Puy-de-Dôme	7 693
Bas-Rhin	4 841	120 555	Auvergne	26 676
Haut-Rhin	4 366	105 032	Aude	6 002
Alsace	9 207	225 587	Gard	5 792
Doubs	4 510	84 469	Hérault	7 315
Jura	3 300	68 641	Lozère	3 495
Haute-Saône	3 130	69 370	Pyrénées-Orientales	3 214
Terr. de Belfort	393	7 263	Languedoc-Roussillon	25 818
Franche-Comté	11 333	229 743	Alpes-de-Haute-Provence	2 513
Loire-Atlantique	8 798	173 172	Hautes-Alpes	2 273
Maine-et-Loire	10 544	207 813	Alpes-Maritimes	2 878
Mayenne	9 034	171 269	Bouches-du-Rhône	5 089
Sarthe	6 152	131 267	Var	5 257
Vendée	9 617	209 214	Vaucluse	5 475
Pays-de-la-Loire	44 145	892 735	d'Azur	23 485
Côtes-d'Armor	11 775	262 784	Corse	3 169
Finistère	9 847	219 719	France	514 611
Ille-et-Vilaine	11 761	234 730		
Morbihan	9 262	192 168		
Bretagne	42 645	909 401		

Source : MSA

1.5 Les actifs salariés agricoles

L'historique du nombre d'emplois salariés est donné page 12 (tableau 2).

1.51 Ventilation départementale du nombre d'emplois des salariés agricoles en 2013

Tableau 11

Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin d'année selon le secteur d'activité au 1^{er} janvier 2013

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	7 693	19 685	1 802	10 723	569	104	1 241	41 817
Ardenches, Marne	10 221	4 593	4 620	1 400	336	11	140	21 321
Aube	3 443	1 228	847	375	201	44	104	6 242
Haute-Marne	765	670	229	124	179	27	206	2 200
Champagne-Ardennes	14 429	6 491	5 696	1 899	716	82	450	29 763
Aisne	2 969	1 601	1 975	602	378	11	172	7 708
Oise	2 951	3 560	662	1 086	229	21	1 170	9 679
Somme	2 922	2 061	1 418	771	58	18	155	7 403
Picardie	8 842	7 222	4 055	2 459	665	50	1 497	24 790
Eure	2 075	1 582	433	900	225	15	273	5 503
Seine-Maritime	3 155	2 789	1 426	1 463	222	14	178	9 247
Haute-Normandie	5 230	4 371	1 859	2 363	447	29	451	14 750
Cher	1 983	1 370	545	427	131	27	368	4 851
Eure-et-Loir	2 102	1 668	1 010	638	75	18	224	5 735
Indre	1 240	1 014	245	274	133	15	131	3 052
Indre-et Loire	3 179	1 877	595	770	132	37	238	6 828
Loir-et-Cher	3 115	1 804	537	575	223	22	395	6 671
Loiret	2 122	3 047	1 199	792	469	15	281	7 925
Centre	13 741	10 780	4 131	3 476	1 163	134	1 637	35 062
Calvados	3 511	2 393	2 303	1 218	51	29	268	9 773
Manche	3 852	2 288	3 032	936	97	41	117	10 363
Orne	2 756	1 568	723	384	387	23	146	5 987
Basse-Normandie	10 119	6 249	6 058	2 538	535	93	531	26 123
Côte-d'or	3 716	1 996	760	690	686	30	184	8 062
Nièvre	1 226	865	231	212	304	11	173	3 022
Saône-et-Loire	3 759	1 599	1 282	629	336	177	190	7 972
Yonne	2 591	1 080	1 228	395	128	65	104	5 591
Bourgogne	11 292	5 540	3 501	1 926	1 454	283	651	24 647
Nord	5 313	3 865	1 884	2 796	154	54	574	14 640
Pas-de-Calais	4 144	3 104	2 578	2 018	97	54	168	12 163
Nord-Pas-de-Calais	9 457	6 969	4 462	4 814	251	108	742	26 803
Meurthe-et-Moselle	1 082	1 243	724	606	313	21	9	3 998
Meuse,Moselle	2 060	1 843	1 690	921	848	6	61	7 429
Vosges	907	1 009	1 134	346	959	0	65	4 420
Lorraine	4 049	4 095	3 548	1 873	2 120	27	135	15 847
Alsace	6 683	3 052	1 683	2 095	1 368	40	305	15 226
Doubs	663	2 697	1 108	559	918	26	208	6 179
Jura	721	535	609	228	355	8	251	2 707
Haute-Saône	728	631	514	193	432	13	42	2 553
Terr. de Belfort	73	15	0	175	17	6	10	296
Franche-Comté	2 185	3 878	2 231	1 155	1 722	53	511	11 735
Loire-Atlantique	6 240	4 679	3 431	2 252	52	30	414	17 098
Maine-et-Loire	9 366	3 637	3 227	1 390	81	33	378	18 112
Mayenne	2 303	1 803	1 126	807	63	100	128	6 330
Sarthe	2 802	2 689	1 464	593	169	41	217	7 975
Vendée	3 832	1 809	1 722	1 494	429	138	502	9 926
Pays-de-la-Loire	24 543	14 617	10 970	6 536	794	342	1 639	59 441
Côtes-d'Armor	5 298	3 328	6 184	1 112	72	11	540	16 545
Finistère	6 717	3 982	4 670	1 435	44	45	235	17 128
Ille-et-Vilaine	3 720	4 725	2 492	1 524	96	110	310	12 977
Morbihan	3 239	5 029	4 514	1 678	205	82	438	15 185
Bretagne	18 974	17 064	17 860	5 749	417	248	1 523	61 835

**Ventilation départementale et régionale du nombre d'emplois en cours en fin d'année
selon le secteur d'activité au 1^{er} janvier 2013 (suite)**

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	4 079	1 551	934	508	139	194	153	7 558
Charente-Maritime	7 069	2 491	954	1 101	113	141	169	12 038
Deux-Sèvres	2 760	2 886	2 315	561	308	186	348	9 364
Vienne	1 756	1 873	1 455	581	88	49	158	5 960
Poitou-Charentes	15 664	8 801	5 658	2 751	648	570	828	34 920
Dordogne	3 445	1 718	1 347	558	428	47	374	7 917
Gironde	15 222	3 604	1 167	2 957	1 061	56	397	24 464
Landes	2 815	1 479	2 566	998	971	17	140	8 986
Lot-et-Garonne	4 319	1 625	1 898	571	197	57	228	8 895
Pyrénées-Atlantiques	2 413	2 586	2 573	1 039	116	178	326	9 231
Aquitaine	28 214	11 012	9 551	6 123	2 773	355	1 465	59 493
Ariège, Aveyron	1 542	4 366	1 437	607	265	81	146	8 444
Haute-Garonne	2 174	2 927	1 250	1 084	378	13	157	7 983
Gers	3 172	1 315	1 596	383	45	19	95	6 625
Lot	1 085	1 075	841	206	49	6	71	3 333
Hautes-Pyrénées	543	692	330	172	114	59	10	1 920
Tarn	1 589	3 157	724	376	351	94	102	6 393
Tarn-et-Garonne	1 832	1 481	1 248	249	18	15	54	4 897
Midi-Pyrénées	11 937	15 013	7 426	3 077	1 220	287	635	39 595
Corrèze	807	984	689	329	521	0	53	3 383
Creuse	650	621	247	113	184	56	22	1 893
Haute-Vienne	1 131	1 416	679	282	272	91	53	3 924
Limousin	2 588	3 021	1 615	724	977	147	128	9 200
Ain	1 656	1 709	1 226	872	451	120	89	6 123
Ardèche	1 348	971	500	273	147	40	59	3 338
Drôme	3 582	1 714	1 188	590	85	10	149	7 318
Isère	1 600	2 728	1 500	1 261	375	30	195	7 689
Loire	1 331	2 206	983	815	182	26	133	5 676
Rhône	2 240	4 030	830	2 592	452	30	134	10 308
Savoie, Haute-Savoie	1 924	4 179	793	1 513	427	50	265	9 151
Rhône-Alpes	13 681	17 537	7 020	7 916	2 119	306	1 024	49 603
Allier	1 340	1 225	623	354	203	26	674	4 445
Cantal	637	1 289	1 064	116	199	7	34	3 346
Haute-Loire	631	1 020	366	140	380	21	12	2 570
Puy-de-Dôme	1 423	3 074	1 359	543	385	11	178	6 973
Auvergne	4 031	6 608	3 412	1 153	1 167	65	898	17 334
Aude, Gard	8 692	4 553	2 426	1 192	231	12	382	17 488
Hérault	4 354	5 312	960	1 230	46	9	273	12 184
Lozère	231	745	183	65	170	0	28	1 422
Pyrénées-Orientales	3 391	2 483	854	358	19	13	109	7 227
Languedoc-Roussillon	16 668	13 093	4 423	2 845	466	34	792	38 321
Alpes-de-Haute-Provence	740	561	248	225	101	0	27	1 902
Hautes-Alpes	405	522	276	117	48	0	9	1 377
Alpes-Maritimes	1 134	1 612	133	2 542	99	22	665	6 207
Bouches-du-Rhône	5 259	3 165	402	2 471	578	6	172	12 053
Var, Vaucluse	10 379	4 719	1 976	3 300	202	49	651	21 276
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17 917	10 579	3 035	8 655	1 028	77	1 524	42 815
Corse	1 966	2 252	263	339	115	0	25	4 960
TOTAL	249 903	197 929	110 259	81 189	22 734	3 434	18 632	684 080

Source : MSA

1.52 Historique du nombre de contrats des salariés agricoles de 2009 à 2013

Les contrats de travail à durée indéterminée (CDI) : si un individu a eu plusieurs CDI dans l'année, les emplois sont tous comptabilisés, quelle que soit leur durée (temps plein, temps partiel).

Les contrats à durée déterminée (CDD) : si un individu a eu plusieurs CDD dans l'année, les emplois sont tous comptabilisés, quelle que soit leur durée (temps plein, temps partiel).

Tableau 12
Nombre de contrats CDI et CDD en cours dans l'année selon le secteur d'activité

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Exploitations	1 331 787	1 307 697	1 326 357	1 295 772	1 371 637	5,9
Organismes de service	281 240	290 424	280 898	271 252	269 230	-0,7
Coopération	187 859	179 516	186 905	181 367	180 454	-0,5
Entreprises de travaux agricoles	179 589	180 962	192 811	197 829	206 458	4,4
Travaux forestiers	38 843	38 415	38 879	37 137	36 624	-1,4
Artisanat rural	7 326	6 738	6 525	5 803	5 329	-8,2
Activités diverses	40 081	37 894	36 463	37 807	39 707	5,0
Total	2 066 725	2 041 646	2 068 838	2 026 967	2 109 439	4,1

Source : MSA

Contrats actifs dans le trimestre : contrats de travail ayant donné lieu à une activité d'au moins une journée dans le trimestre, même si celle-ci a débuté ou cessé en cours d'année. Si un individu a eu plusieurs contrats actifs dans le trimestre, ceux-ci sont tous comptabilisés quelle que soit leur nature (CDD, CDI) et leur durée (temps plein, temps partiel).

Télécharger les données au format Excel :



1.53 Ventilation départementale du nombre de contrats des salariés agricoles en 2013

Tableau 13

**Nombre de contrats CDI et CDD selon le secteur d'activité en 2013
Ventilation départementale et régionale**

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	19 794	27 995	2 722	17 782	891	161	2 015	71 360
Ardennes	3 017	875	531	801	383	7	82	5 696
Aube	45 142	1 606	1 574	2 241	323	84	181	51 151
Marné	109 218	5 271	7 764	18 739	275	18	227	141 512
Haute-Marne	2 229	885	348	317	371	36	507	4 693
Champagne-Ardennes	159 606	8 637	10 217	22 098	1 352	145	997	203 052
Aisne	21 059	2 043	2 635	3 501	723	20	217	30 198
Oise	7 767	5 503	1 207	2 209	337	40	2 174	19 237
Somme	10 620	2 825	2 350	1 950	97	31	577	18 450
Picardie	39 446	10 371	6 192	7 660	1 157	91	2 968	67 885
Eure	5 192	1 953	638	1 812	317	31	428	10 371
Seine-Maritime	6 993	3 596	2 273	2 902	400	23	238	16 425
Haute-Normandie	12 185	5 549	2 911	4 714	717	54	666	26 796
Cher	10 285	1 665	987	1 040	272	47	886	15 182
Eure-et-Loir	7 941	2 052	1 728	1 651	101	24	481	13 978
Indre	3 250	737	428	559	182	15	236	5 407
Indre-et-Loire	17 968	2 443	1 156	1 507	216	53	339	23 682
Loir-et-Cher	14 958	2 366	967	1 116	509	28	588	20 532
Loiret	8 810	3 786	1 887	1 814	692	25	477	17 491
Centre	63 212	13 049	7 153	7 687	1 972	192	3 007	96 272
Calvados	7 660	3 050	3 048	2 968	92	63	401	17 282
Manche	12 019	2 886	4 131	2 015	193	65	159	21 468
Orne	6 017	1 999	1 149	846	619	44	158	10 832
Basse-Normandie	25 696	7 935	8 328	5 829	904	172	718	49 582
Côte-d'Or	37 198	2 589	1 194	2 267	1 038	42	369	44 697
Nièvre	4 045	1 093	453	549	495	16	404	7 055
Saône-et-Loire	30 761	2 043	1 957	1 373	567	258	255	37 214
Yonne	11 247	1 309	1 680	1 060	252	86	116	15 750
Bourgogne	83 251	7 034	5 284	5 249	2 352	402	1 144	104 716
Nord	15 267	5 071	2 568	5 182	246	77	1 300	29 711
Pas-de-Calais	12 510	4 150	4 017	4 665	206	77	305	25 930
Nord-Pas-de-Calais	27 777	9 221	6 585	9 847	452	154	1 605	55 641
Meurthe-et-Moselle	3 994	1 548	1 101	1 358	569	28	73	8 671
Meuse, Moselle	6 389	2 188	2 123	2 020	1 474	12	117	14 323
Vosges	2 758	1 527	1 697	675	1 369	0	137	8 163
Lorraine	13 141	5 263	4 921	4 053	3 412	40	327	31 157
Bas-Rhin	20 456	2 865	1 267	2 571	1 410	46	819	29 434
Haut-Rhin	22 758	1 372	1 010	1 813	554	7	353	27 867
Alsace	43 214	4 237	2 277	4 384	1 964	53	1 172	57 301
Doubs	1 521	3 561	1 656	944	1 244	38	1 056	10 020
Jura	4 527	656	963	612	536	12	1 139	8 445
Haute-Saône	1 903	810	817	456	674	19	128	4 807
Terr. de Belfort	164	19	12	297	31	9	14	546
Franche-Comté	8 115	5 046	3 448	2 309	2 485	78	2 337	23 818
Loire-Atlantique	26 947	6 324	4 751	4 173	86	105	462	42 848
Maine-et-Loire	58 151	5 223	6 113	3 308	126	51	597	73 569
Mayenne	5 581	2 270	1 606	1 977	114	137	216	11 901
Sarthe	16 619	3 862	2 446	1 302	241	55	513	25 038
Vendée	14 134	2 717	2 897	2 481	578	189	1 096	24 092
Pays-de-la-Loire	121 432	20 396	17 813	13 241	1 145	537	2 884	177 448
Côtes-d'Armor	23 677	4 362	7 975	2 858	131	16	1 111	40 130
Finistère	36 508	5 233	6 999	3 053	93	67	667	52 620
Ille-et-Vilaine	12 651	6 169	3 396	3 260	181	158	1 874	27 689
Morbihan	17 812	7 528	7 350	3 504	389	112	1 300	37 995
Bretagne	90 648	23 292	25 720	12 675	794	353	4 952	158 434

Nombre de contrats CDI et CDD selon le secteur d'activité en 2013 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	15 793	2 039	1 411	1 534	220	419	200	21 616
Charente-Maritime	27 740	3 279	1 314	2 721	189	220	537	36 000
Deux-Sèvres	14 308	3 644	3 316	1 379	427	245	504	23 823
Vienne	6 741	2 482	2 262	1 171	125	99	262	13 142
Poitou-Charentes	64 582	11 444	8 303	6 805	961	983	1 503	94 581
Dordogne	17 654	2 533	2 263	1 206	609	80	281	24 626
Gironde	83 668	4 608	2 140	19 030	1 546	91	2 053	113 136
Landes	19 689	1 852	5 033	2 740	1 484	29	266	31 093
Lot-et-Garonne	29 848	2 340	3 699	1 467	384	78	543	38 359
Pyrénées-Atlantiques	14 307	3 390	3 929	2 583	180	321	701	25 411
Aquitaine	165 166	14 723	17 064	27 026	4 203	599	3 844	232 625
Ariège, Aveyron	7 616	6 403	2 134	1 697	418	100	382	18 750
Haute-Garonne	7 342	3 879	1 680	2 020	521	15	205	15 662
Gers	18 682	1 662	3 196	1 623	88	37	223	25 511
Lot	5 281	1 404	1 251	540	67	6	97	8 646
Hautes-Pyrénées	3 035	935	524	390	161	73	12	5 130
Tarn	8 296	5 023	1 117	961	643	166	234	16 440
Tarn-et-Garonne	21 413	1 866	2 419	706	29	20	228	26 681
Midi-Pyrénées	71 665	21 172	12 321	7 937	1 927	417	1 381	116 820
Corrèze	7 318	1 281	1 002	613	791	0	84	11 089
Creuse	1 490	894	285	222	321	63	34	3 309
Haute-Vienne	4 045	2 237	908	543	495	29	103	8 360
Limousin	12 853	4 412	2 195	1 378	1 607	92	221	22 758
Ain	5 946	2 668	1 585	1 641	637	156	163	12 796
Ardèche	12 455	1 352	1 272	807	280	53	76	16 295
Drôme	34 496	2 570	2 638	1 569	150	13	402	41 838
Isère	8 596	3 989	2 023	2 752	642	70	212	18 284
Loire	7 582	2 933	1 437	1 488	301	39	148	13 928
Rhône	57 565	5 733	1 585	4 963	929	43	291	71 109
Savoie	5 993	1 793	957	1 093	282	88	385	10 591
Haute-Savoie	3 648	3 725	380	2 256	498	8	279	10 794
Rhône-Alpes	136 281	24 763	11 877	16 569	3 719	470	1 956	195 635
Allier	3 271	1 510	726	799	263	31	1 430	8 030
Cantal	1 391	1 666	1 249	289	346	9	49	4 999
Haute-Loire	1 869	1 305	532	356	485	33	25	4 605
Puy-de-Dôme	11 176	4 090	3 132	1 196	539	16	214	20 363
Auvergne	17 707	8 571	5 639	2 640	1 633	89	1 718	37 997
Aude	22 178	1 739	3 790	938	234	7	366	29 252
Gard	26 545	4 437	2 482	2 354	238	9	391	36 456
Hérault	18 113	7 545	2 815	3 051	83	15	364	31 986
Lozère	794	1 062	233	162	294	0	11	2 556
Pyrénées-Orientales	23 173	4 210	3 301	710	31	20	551	31 996
Languedoc-Roussillon	90 803	18 993	12 621	7 215	880	51	1 683	132 246
Alpes-de-Haute-Provence	7 760	726	476	660	240	0	104	9 966
Hautes-Alpes	6 106	679	497	335	140	0	9	7 766
Alpes-Maritimes	2 394	2 116	210	4 567	160	92	993	10 532
Bouches-du-Rhône	21 541	4 203	951	4 655	863	8	222	32 443
Var	19 552	3 072	1 478	5 913	498	84	601	31 198
Vaucluse	42 471	3 176	2 748	2 491	36	12	626	51 560
Provence-Alpes-Côte d'Azur	99 824	13 972	6 360	18 621	1 937	196	2 555	143 465
Corse	5 239	3 155	503	739	160	0	54	9 850
TOTAL	1 371 637	269 230	180 454	206 458	36 624	5 329	39 707	2 109 439

Source : MSA

1.54 Historique du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles de 2009 à 2013

On entend par heures travaillées les heures de travail ayant fait l'objet d'une rémunération par l'employeur et déclarées à la MSA dans les déclarations trimestrielles de salaire. Ce nombre d'heures intègre les heures supplémentaires et complémentaires, ainsi que les congés payés pour les contrats à durée indéterminée.

Tableau 14

Nombre d'heures travaillées selon le secteur d'activité

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Exploitations	499 609 126	499 661 658	507 604 845	507 553 865	524 338 864	3,3
Organismes de service	330 915 740	330 325 218	330 471 171	327 014 301	327 339 923	0,1
Coopération	202 263 573	201 157 696	204 098 042	206 969 300	206 572 232	-0,2
Entreprises de travaux agricoles	158 877 324	159 916 650	164 008 057	166 903 998	170 102 022	1,9
Travaux forestiers	43 779 815	43 006 828	43 687 901	42 268 195	41 732 880	-1,3
Artisanat rural	7 387 590	6 925 833	6 531 653	6 107 868	5 723 921	-6,3
Activités diverses	24 603 797	24 256 530	23 869 220	24 410 310	23 297 046	-4,6
Total	1 267 436 965	1 265 250 413	1 280 270 889	1 281 227 837	1 299 106 888	1,4

Source : MSA

Nombre d'heures de travail rémunérées : nombre d'heures ayant donné lieu à paiement d'un salaire. Pour les emplois en CDI, ce volume d'heures inclut les congés payés. Pour les emplois en CDD, le nombre d'heures rémunérées correspond au nombre d'heures travaillées. Dans les deux cas, les heures supplémentaires sont incluses dans le nombre total d'heures rémunérées.

1.55 Ventilation départementale du nombre d'heures travaillées des salariés agricoles en 2013

Tableau 15

Nombre d'heures travaillées selon le secteur d'activité en 2013 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Île-de-France	16 838 999	34 038 968	3 585 908	22 269 808	992 650	243 762	2 015 665	79 985 760
Ardennes	1 684 376	1 181 324	745 043	565 463	331 287	8 003	50 973	4 566 469
Aube	7 935 093	2 076 107	1 612 756	860 758	381 594	75 392	84 861	13 026 561
Marne	21 421 278	6 638 430	7 979 628	3 672 533	290 986	16 606	260 730	40 280 191
Haute-Marne	1 483 048	1 091 593	524 379	300 808	335 026	48 757	265 194	4 048 805
Champagne-Ardenne	32 523 795	10 987 454	10 861 806	5 399 562	1 338 893	148 758	661 758	61 922 026
Aisne	7 701 600	2 673 230	3 142 663	1 597 120	659 352	29 768	199 431	16 003 164
Oise	6 269 411	5 919 677	1 223 052	2 650 654	368 445	54 670	875 809	17 361 718
Somme	6 645 513	3 564 097	2 725 760	2 089 549	91 335	42 530	222 092	15 380 876
Picardie	20 616 524	12 157 004	7 091 475	6 337 323	1 119 132	126 968	1 297 332	48 745 758
Eure	4 077 141	2 741 630	825 465	1 933 803	398 322	15 221	310 907	10 302 489
Seine-Maritime	5 871 528	4 554 530	2 840 971	3 158 322	418 721	29 947	184 953	17 058 972
Haute-Normandie	9 948 669	7 296 160	3 666 436	5 092 125	817 043	45 168	495 860	27 361 461
Cher	4 893 842	2 380 974	1 098 828	864 660	232 136	57 575	287 329	9 815 344
Eure-et-Loir	4 632 224	2 828 599	2 000 637	1 416 944	109 519	28 888	305 393	11 322 204
Indre	2 254 552	975 427	495 092	540 454	226 127	20 989	147 812	4 660 453
Indre-et-Loire	7 006 736	3 219 368	1 172 370	1 570 211	221 770	47 902	306 360	13 544 717
Loir-et-Cher	6 216 582	3 108 176	1 099 288	1 086 742	310 656	40 435	558 052	12 419 931
Loiret	5 099 764	5 257 899	2 245 085	1 759 007	862 878	39 650	362 551	15 626 834
Centre	30 103 700	17 770 443	8 111 300	7 238 018	1 963 086	235 439	1 967 497	67 389 483
Calvados	6 244 503	4 172 879	4 488 361	2 386 363	81 764	57 653	305 422	17 736 945
Manche	6 132 697	3 893 161	5 734 838	1 846 119	228 361	68 319	125 911	18 029 406
Orne	4 743 363	2 625 081	1 382 611	829 239	742 618	51 247	124 237	10 498 396
Basse-Normandie	17 120 563	10 691 121	11 605 810	5 061 721	1 052 743	177 219	555 570	46 264 747
Côte-d'or	8 848 744	3 508 448	1 508 016	1 593 183	944 381	66 332	312 871	16 781 975
Nièvre	2 373 228	1 423 179	461 484	497 311	559 491	20 570	135 112	5 470 375
Saône-et-Loire	7 031 117	2 692 874	2 477 393	1 376 411	658 179	160 687	237 344	14 634 005
Yonne	5 227 541	1 850 184	2 255 514	870 368	251 971	109 916	114 251	10 679 745
Bourgogne	23 480 630	9 474 685	6 702 407	4 337 273	2 414 022	357 505	799 578	47 566 100
Nord	9 321 766	6 216 616	3 314 372	6 225 252	282 166	115 725	677 206	26 153 103
Pas-de-Calais	7 019 970	5 170 457	4 313 536	4 259 301	176 165	101 673	218 295	21 259 397
Nord-Pas-de-Calais	16 341 736	11 387 073	7 627 908	10 484 553	458 331	217 398	895 501	47 412 500
Meurthe-et-Moselle	2 200 243	2 193 718	1 346 544	1 325 971	592 237	39 646	33 001	7 731 360
Meuse	1 645 374	1 154 061	1 462 571	496 190	676 548	6 551	14 015	5 455 310
Moselle	2 422 585	1 958 519	1 742 868	1 597 692	818 757	3 246	108 975	8 652 642
Vosges	1 641 483	1 694 043	2 205 652	823 517	1 824 134	0	61 460	8 250 289
Lorraine	7 909 685	7 000 341	6 757 635	4 243 370	3 911 676	49 443	217 451	30 089 601
Bas-Rhin	6 551 078	3 616 324	1 710 562	2 509 200	1 831 792	40 616	217 901	16 477 473
Haut-Rhin	6 627 483	1 550 365	1 263 508	1 600 415	581 547	6 151	172 981	11 802 450
Alsace	13 178 561	5 166 689	2 974 070	4 109 615	2 413 339	46 767	390 882	28 279 923
Doubs	1 189 573	4 510 205	1 817 762	1 132 258	1 718 648	48 275	309 043	10 725 764
Jura	1 364 751	775 591	1 035 112	392 962	641 991	16 023	288 895	4 515 325
Haute-Saône	1 420 746	920 021	1 109 743	457 673	748 164	19 334	58 415	4 734 096
Terr. de Belfort	114 791	26 127	7 936	340 903	24 843	8 869	18 508	541 977
Franche-Comté	4 089 861	6 231 944	3 970 553	2 323 796	3 133 646	92 501	674 861	20 517 162
Loire-Atlantique	12 531 133	7 742 492	6 363 023	4 728 397	110 196	62 018	321 391	31 858 650
Maine-et-Loire	21 709 946	5 927 381	5 958 863	3 053 651	146 426	72 963	457 596	37 326 826
Mayenne	3 649 376	2 911 130	2 059 106	1 823 033	109 827	203 392	103 784	10 859 648
Sarthe	5 673 419	4 606 842	2 679 031	1 285 485	288 692	84 935	337 723	14 956 127
Vendée	7 027 131	2 809 166	3 295 335	2 979 428	897 908	255 208	775 793	18 039 969
Pays-de-la-Loire	50 591 005	23 997 011	20 355 358	13 869 994	1 553 049	678 516	1 996 287	113 041 220
Côtes-d'Armor	10 253 053	5 691 898	10 637 128	2 450 893	145 892	20 363	532 038	29 731 265
Finistère	14 438 955	6 825 975	8 779 821	3 215 751	91 583	79 735	378 821	33 810 641
Ille-et-Vilaine	6 749 173	7 833 164	4 519 389	3 338 084	186 510	159 408	1 086 322	23 872 050
Morbihan	5 416 108	7 084 197	8 623 282	3 619 053	389 501	139 258	512 559	25 783 958
Bretagne	36 857 289	27 435 234	32 559 620	12 623 781	813 486	398 764	2 509 740	113 197 914

Nombre d'heures travaillées selon le secteur d'activité en 2013 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	6 890 085	2 685 014	1 775 265	1 042 789	259 164	270 665	138 334	13 061 316
Charente-Maritime	10 446 624	4 248 782	1 773 545	2 072 947	216 292	255 975	132 660	19 146 825
Deux-Sèvres	6 452 496	4 463 753	4 233 882	1 189 966	622 385	362 166	451 808	17 776 456
Viennne	3 603 451	3 205 654	2 855 432	1 303 083	143 727	97 208	211 621	11 420 176
Poitou-Charentes	27 392 656	14 603 203	10 638 124	5 608 785	1 241 568	986 014	934 423	61 404 773
Dordogne	7 170 414	3 257 836	2 404 403	1 025 364	774 453	80 984	254 320	14 967 774
Gironde	36 123 618	6 179 324	2 469 179	6 840 262	1 993 577	85 018	562 764	54 253 742
Landes	5 868 032	2 469 837	4 770 712	2 084 077	1 825 526	18 002	160 968	17 197 154
Lot-et-Garonne	11 578 574	2 933 131	3 588 826	968 847	380 655	74 850	133 641	19 658 524
Pyrénées-Atlantiques	4 125 533	4 280 683	4 781 103	2 005 912	230 702	269 687	453 224	16 146 844
Aquitaine	64 866 171	19 120 811	18 014 223	12 924 462	5 204 913	528 541	1 564 917	122 224 038
Ariège	683 649	676 882	331 864	516 141	258 921	5 873	77 698	2 551 028
Aveyron	1 905 530	5 116 310	2 234 455	614 678	152 080	124 400	155 737	10 303 190
Haute-Garonne	4 126 039	5 098 313	2 191 506	2 112 607	685 398	28 391	172 037	14 414 291
Gers	4 824 334	2 228 768	3 326 220	690 019	62 968	22 772	154 493	11 309 574
Lot	1 951 183	1 845 292	1 513 293	395 455	79 706	8 755	94 080	5 887 764
Hautes-Pyrénées	891 493	1 223 924	556 501	302 895	215 648	96 113	11 922	3 298 496
Tarn	2 689 161	3 852 752	1 259 339	694 654	615 941	168 867	125 701	9 406 415
Tarn-et-Garonne	6 932 962	2 571 564	2 405 115	421 648	32 251	28 801	73 176	12 465 517
Midi-Pyrénées	24 004 351	22 613 805	13 818 293	5 748 097	2 102 913	483 972	864 844	69 636 275
Corrèze	2 062 335	1 692 483	1 020 162	576 306	921 986	0	32 532	6 305 804
Creuse	1 000 829	1 013 507	408 381	201 531	358 483	86 248	22 734	3 091 713
Haute-Vienne	1 983 323	3 193 483	1 208 946	543 447	453 177	44 549	47 868	7 474 793
Limousin	5 046 487	5 899 473	2 637 489	1 321 284	1 733 646	130 797	103 134	16 872 310
Ain	3 642 436	2 961 234	2 213 170	1 831 354	933 661	200 039	151 882	11 933 776
Ardèche	2 848 657	1 568 331	1 047 945	535 597	245 068	56 778	33 177	6 335 553
Drôme	10 341 962	2 979 830	2 427 931	1 197 399	153 171	16 296	185 677	17 302 266
Isère	3 739 056	4 433 652	2 594 085	2 702 740	723 815	56 214	131 929	14 381 491
Loire	2 705 363	3 566 172	1 766 009	1 582 099	316 574	49 284	79 205	10 064 706
Rhône	7 330 919	6 961 947	1 515 729	5 348 010	860 140	55 331	167 959	22 240 035
Savoie	2 115 476	2 410 208	950 639	1 245 098	324 277	90 863	163 091	7 299 652
Haute-Savoie	2 189 086	4 604 958	458 446	2 225 099	544 264	7 824	201 925	10 231 602
Rhône-Alpes	34 912 955	29 486 332	12 973 954	16 667 396	4 100 970	532 629	1 114 845	99 789 081
Allier	2 348 190	2 076 719	1 075 139	687 910	357 651	43 393	380 361	6 969 363
Cantal	1 077 678	2 176 695	1 844 468	252 140	376 750	13 037	31 488	5 772 256
Haute-Loire	1 184 983	1 617 106	655 852	276 640	708 513	31 933	19 524	4 494 551
Puy-de-Dôme	2 789 959	4 737 036	2 873 425	1 054 554	750 582	17 064	236 252	12 458 872
Auvergne	7 400 810	10 607 556	6 448 884	2 271 244	2 193 496	105 427	667 625	29 695 042
Aude	6 326 289	2 094 383	3 316 738	711 896	225 787	10 401	205 617	12 891 111
Gard	11 409 257	5 015 590	1 782 236	1 497 245	236 494	14 921	331 189	20 286 932
Hérault	8 173 068	8 540 520	2 070 414	2 360 426	57 118	20 072	349 197	21 570 815
Lozère	470 936	928 211	320 694	131 371	333 963	0	2 294	2 187 469
Pyrénées-Orientales	7 708 100	4 301 643	2 055 843	625 518	26 907	25 311	244 532	14 987 854
Languedoc-Roussillon	34 087 650	20 880 347	9 545 925	5 326 456	880 269	70 705	1 132 829	71 924 181
Alpes-de-Haute-Provence	2 692 442	932 684	475 871	457 508	239 781	0	20 833	4 819 119
Hautes-Alpes	1 485 887	850 954	480 257	217 499	125 476	0	11 352	3 171 425
Alpes-Maritimes	1 997 525	2 605 283	247 506	4 617 333	237 161	8 136	1 176 432	10 889 376
Bouches-du-Rhône	13 861 775	5 376 542	830 786	4 584 422	1 143 505	8 265	258 278	26 063 573
Var	8 394 255	3 617 756	1 340 863	4 360 897	319 518	45 402	697 604	18 776 295
Vaucluse	15 622 575	3 871 149	2 701 571	1 901 599	38 390	5 825	231 767	24 372 876
Provence-Alpes-Côte d'Azur	44 054 459	17 254 368	6 076 854	16 139 258	2 103 831	67 628	2 396 266	88 092 664
Corse	2 972 308	3 239 901	548 200	704 101	190 178	0	40 181	7 694 869
TOTAL	524 338 864	327 339 923	206 572 232	170 102 022	41 732 880	5 723 921	23 297 046	1 299 106 888

Source : MSA

1.56 Historique du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles de 2009 à 2013

Un établissement est une unité géographique d'une entreprise employant de la main d'œuvre. Tous les établissements présents en cours d'année sont pris en compte, que l'activité débute ou cesse en cours d'année, ou existe du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Le lieu d'établissement est pris comme référence pour déterminer la ventilation par département.

Tableau 16

Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Exploitations	143 508	142 324	143 529	145 324	146 082	0,5
Organismes de service	7 628	7 499	7 315	7 140	7 082	-0,8
Coopération	4 957	4 909	4 861	4 880	4 832	-1,0
Entreprises de travaux agricoles	23 120	23 364	23 582	23 952	24 265	1,3
Travaux forestiers	6 162	5 936	5 985	5 835	5 720	-2,0
Artisanat rural	1 844	1 696	1 575	1 456	1 340	-8,0
Activités diverses	9 146	8 323	7 906	7 356	6 774	-7,9
Total	196 365	194 051	194 753	195 943	196 095	0,1

Source : MSA

Un **établissement** est une unité géographique d'une entreprise employant de la main-d'œuvre. Tous les établissements présents en cours d'année sont pris en compte, que l'activité débute ou cesse en cours d'année, ou existe du 1^{er} janvier au 31 décembre.

1.57 Ventilation départementale du nombre d'établissements employeurs de salariés agricoles en 2013

Tableau 17

**Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité en 2013
Ventilation départementale et régionale**

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Ile-de-France	2 763	450	83	1 628	148	48	582	5 702
Ardennes, Aube	3 790	68	49	325	121	13	70	4 436
Marné	7 103	79	212	564	51	6	34	8 049
Haute-Marne	784	100	16	57	68	7	34	1 066
Champagne-Ardennes	11 677	247	277	946	240	26	138	13 551
Aisne	2 435	61	113	232	132	9	96	3 078
Oise	1 533	72	28	273	65	17	143	2 131
Somme	1 973	88	64	237	34	8	72	2 476
Picardie	5 941	221	205	742	231	34	311	7 685
Eure	1 450	47	19	393	63	7	215	2 194
Seine-Maritime	1 937	81	37	378	73	14	123	2 643
Haute-Normandie	3 387	128	56	771	136	21	338	4 837
Cher	1 370	48	36	159	62	12	87	1 774
Eure-et-Loir	1 349	36	49	241	32	8	99	1 814
Indre, Indre-et Loire	2 671	116	73	356	98	16	220	3 550
Loir-et-Cher	1 354	54	60	178	119	8	273	2 046
Loiret	1 177	128	44	259	71	9	189	1 877
Centre	7 921	382	262	1 193	382	53	868	11 061
Calvados	1 928	94	29	391	35	27	182	2 686
Manche	2 114	67	46	312	33	23	76	2 671
Orne	1 786	53	21	153	104	16	91	2 224
Basse-Normandie	5 828	214	96	856	172	66	349	7 581
Côte-d'or, Nièvre	2 927	109	80	293	328	16	94	3 847
Saône-et-Loire	2 298	71	125	290	102	38	69	2 993
Yonne	1 477	40	39	189	51	40	59	1 895
Bourgogne	6 702	220	244	772	481	94	222	8 735
Nord	2 552	79	54	552	57	16	91	3 401
Pas-de-Calais	2 462	88	39	391	42	22	95	3 139
Nord-Pas-de-Calais	5 014	167	93	943	99	38	186	6 540
Meurthe-et-Moselle	874	52	37	147	96	6	10	1 222
Meuse, Moselle	1 762	52	50	254	183	6	34	2 341
Vosges	629	36	26	135	197	0	16	1 039
Lorraine	3 265	140	113	536	476	12	60	4 602
Alsace	3 986	175	61	603	210	9	70	5 114
Doubs	594	65	124	139	164	16	44	1 146
Jura, H. Saône, T. Belfort	1 376	111	103	223	229	9	45	2 096
Franche-Comté	1 970	176	227	362	393	25	89	3 242
Loire-Atlantique	2 331	134	48	508	22	17	76	3 136
Maine-et-Loire	3 329	164	63	357	35	21	173	4 142
Mayenne	1 434	75	32	188	36	38	56	1 859
Sarthe	1 889	92	29	171	71	15	111	2 378
Vendée	2 110	82	46	411	25	33	94	2 801
Pays-de-la-Loire	11 093	547	218	1 635	189	124	510	14 316
Côtes-d'Armor	3 363	85	74	498	41	10	82	4 153
Finistère	3 411	116	73	505	26	24	60	4 215
Ille-et-Vilaine	2 198	164	66	420	34	31	88	3 001
Morbihan	2 424	167	62	478	50	43	256	3 480
Bretagne	11 396	532	275	1 901	151	108	486	14 849

Nombre d'établissements employeurs selon le secteur d'activité en 2013 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	2 124	59	35	238	47	62	61	2 626
Charente-Maritime	3 353	82	49	443	38	60	59	4 084
Deux-Sèvres	1 688	100	61	176	45	70	59	2 199
Vienne	1 346	90	46	207	41	16	114	1 860
Poitou-Charentes	8 511	331	191	1 064	171	208	293	10 769
Dordogne	1 947	75	73	237	114	27	127	2 600
Gironde	5 039	179	102	668	195	21	154	6 358
Landes	1 562	74	56	283	244	8	53	2 280
Lot-et-Garonne	2 523	107	79	228	54	16	47	3 054
Pyrénées-Atlantiques	1 814	101	118	399	37	62	94	2 625
Aquitaine	12 885	536	428	1 815	644	134	475	16 917
Ariège, Lot	1 229	77	41	200	56	6	44	1 653
Aveyron	1 443	180	52	216	32	34	21	1 978
Haute-Garonne	1 031	115	46	332	56	8	61	1 649
Gers	2 008	73	56	232	19	15	56	2 459
Hautes-Pyrénées	475	28	30	109	25	17	7	691
Tarn	1 091	175	45	213	99	37	36	1 696
Tarn-et-Garonne	1 445	64	57	154	9	11	16	1 756
Midi-Pyrénées	8 722	712	327	1 456	296	128	241	11 882
Corrèze	708	38	53	114	118	0	42	1 073
Creuse	581	28	16	61	64	22	28	800
Haute-Vienne	746	90	31	127	59	13	80	1 146
Limousin	2 035	156	100	302	241	35	150	3 019
Ain	1 012	74	104	293	71	37	68	1 659
Ardèche	1 192	45	81	132	52	11	20	1 533
Drôme, Haute-Savoie	3 033	152	146	594	110	9	126	4 170
Isère	1 119	76	34	445	92	16	57	1 839
Loire	876	57	52	282	61	11	48	1 387
Rhône	2 723	124	77	524	35	18	73	3 574
Savoie	662	45	44	151	51	12	18	983
Rhône-Alpes	10 617	573	538	2 421	472	114	410	15 145
Allier, Cantal	1 553	100	74	188	107	10	83	2 115
Haute-Loire	489	32	29	106	79	8	12	755
Puy-de-Dôme	1 118	103	55	234	71	6	55	1 642
Auvergne	3 160	235	158	528	257	24	150	4 512
Aude, Gard	4 930	157	250	477	67	7	60	5 948
Hérault, Pyrénées-Orientales	4 440	200	183	504	28	9	42	5 406
Lozère	343	26	16	44	37	0	6	472
Languedoc-Roussillon	9 713	383	449	1 025	132	16	108	11 826
Alpes-de H.-Provence, H. Alpes	1 223	68	69	143	55	0	15	1 573
Alpes-Maritimes, Vaucluse	3 576	174	148	1 053	21	8	411	5 391
Bouches-du-Rhône	2 145	150	71	614	18	6	93	3 097
Var	1 866	63	112	813	69	9	194	3 126
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 810	455	400	2 623	163	23	713	13 187
Corse	686	102	31	143	36	0	25	1 023
TOTAL	146 082	7 082	4 832	24 265	5 720	1 340	6 774	196 095

Source : MSA

1.58 Historique de la masse salariale des salariés agricoles de 2009 à 2013

La masse salariale correspond aux rémunérations brutes (incluant les cotisations de part ouvrière) déclarées par les employeurs auprès de la MSA dans les déclarations trimestrielles de salaire. Ces rémunérations intègrent l'ensemble des éléments de rémunération, y compris les primes, soumises à cotisations sociales.

Tableau 18

Montant de la masse salariale selon le secteur d'activité

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Exploitations	5 465 573 479	5 536 449 895	5 747 635 745	5 898 928 851	6 148 418 255	4,2
Organismes de service	6 083 760 460	6 162 723 037	6 282 781 704	6 361 060 842	6 456 583 925	1,5
Coopération	3 138 984 726	3 192 167 111	3 315 125 210	3 445 930 325	3 503 660 458	1,7
Entreprises de travaux agricoles	1 654 296 731	1 688 519 372	1 769 002 201	1 837 503 273	1 916 538 790	4,3
Travaux forestiers	523 257 959	524 119 456	541 859 258	540 080 977	542 899 727	0,5
Artisanat rural	70 896 508	68 023 818	65 728 016	62 717 798	59 957 864	-4,4
Activités diverses	385 204 511	374 814 079	373 809 569	388 827 037	385 783 900	-0,8
Total	17 321 974 374	17 546 816 768	18 095 941 703	18 535 049 103	19 013 842 919	2,6

Source : MSA

Masse salariale : montants de rémunération brute sur lesquels sont assises les cotisations sociales. La masse salariale est composée de la rémunération nette et des cotisations légales et conventionnelles de part ouvrière.

1.59 Ventilation départementale de la masse salariale des salariés agricoles en 2013

Tableau 19

Répartition de la masse salariale (en euros) selon le secteur d'activité en 2013 Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Île-de-France	213 462 694	985 863 640	92 970 027	305 318 412	12 096 077	1 862 556	32 285 585	1 643 858 991
Ardennes	17 151 768	21 213 940	12 692 764	5 994 981	3 590 238	67 893	754 639	61 466 223
Aube	103 838 509	39 901 232	31 434 932	10 136 865	5 089 442	1 116 028	1 675 236	193 192 244
Marne	304 043 853	144 387 770	162 307 609	47 069 867	4 102 665	152 792	4 492 796	666 557 352
Haute-Marne	14 200 977	19 683 230	8 741 114	3 601 140	4 199 791	668 664	3 218 619	54 313 535
Champagne-Ardennes	439 235 107	225 186 172	215 176 419	66 802 853	16 982 136	2 005 377	10 141 290	975 529 354
Aisne	89 343 437	49 573 865	63 611 116	17 773 004	7 612 904	231 498	3 008 881	231 154 705
Oise	78 348 494	102 580 176	21 493 500	30 321 289	4 633 552	469 077	11 612 908	249 458 996
Somme	71 546 655	67 207 554	45 636 380	24 307 522	1 028 612	377 314	3 970 126	214 074 163
Picardie	239 238 586	219 361 595	130 740 996	72 401 815	13 275 068	1 077 889	18 591 915	694 687 864
Eure	44 168 540	54 005 125	14 383 800	20 785 665	5 165 732	180 935	4 854 905	143 544 702
Seine-Maritime	59 659 316	88 822 969	45 553 068	36 129 234	5 398 678	262 718	2 399 390	238 225 373
Haute-Normandie	103 827 856	142 828 094	59 936 868	56 914 899	10 564 410	443 653	7 254 295	381 770 075
Cher	59 297 210	45 822 867	20 689 678	8 756 843	3 086 166	612 761	3 506 308	141 771 833
Eure-et-Loir	58 062 650	52 971 303	36 578 806	15 569 491	1 222 189	276 227	6 305 981	170 986 647
Indre	23 825 372	16 794 967	7 708 057	5 689 272	2 828 449	238 328	1 899 800	58 984 245
Indre-et-Loire	80 045 918	61 904 942	17 781 980	16 519 486	2 685 919	513 696	4 026 336	183 478 277
Loir-et-Cher	71 881 380	58 315 231	17 649 863	11 495 612	4 067 341	441 626	7 406 201	171 257 254
Loiret	59 297 034	104 196 826	39 516 250	18 991 753	11 360 096	269 776	4 971 286	238 603 021
Centre	352 409 564	340 006 136	139 924 634	77 022 457	25 250 160	2 352 414	28 115 912	965 081 277
Calvados	74 401 358	81 028 898	76 407 950	28 964 941	890 976	523 472	4 941 703	267 159 298
Manche	62 381 986	69 443 088	98 582 448	19 015 201	2 422 555	598 170	1 747 046	254 190 494
Orne	50 757 193	47 496 066	23 083 869	8 451 616	9 854 965	497 944	1 984 284	142 125 937
Basse-Normandie	187 540 537	197 968 052	198 074 267	56 431 758	13 168 496	1 619 586	8 673 033	663 475 729
Côte-d'or	110 141 857	68 303 130	28 181 743	16 882 322	12 102 559	754 681	4 658 696	241 024 988
Nièvre	25 206 136	26 003 686	7 181 688	5 212 561	7 091 866	220 554	1 776 514	72 693 005
Saône-et-Loire	76 614 311	49 398 050	42 263 274	12 610 521	8 623 562	1 597 754	3 486 234	194 593 706
Yonne	62 531 242	33 314 768	39 089 555	9 175 773	3 206 657	989 016	1 611 831	149 918 842
Bourgogne	274 493 546	177 019 634	116 716 260	43 881 177	31 024 644	3 562 005	11 533 275	658 230 541
Nord	100 803 806	117 952 652	64 718 093	67 586 487	3 085 683	1 446 403	15 342 485	370 935 609
Pas-de-Calais	68 454 166	95 743 725	72 855 559	45 961 149	1 815 779	1 059 223	2 795 804	288 685 405
Nord-Pas-de-Calais	169 257 972	213 696 377	137 573 652	113 547 636	4 901 462	2 505 626	18 138 289	659 621 014
Meurthe-et-Moselle	20 925 091	42 227 147	23 996 745	13 949 256	7 713 714	417 289	909 464	110 138 706
Meuse	16 752 243	19 782 493	26 277 223	5 769 075	8 182 921	70 982	191 307	77 026 244
Moselle	23 340 382	36 897 400	29 606 021	17 205 406	10 851 752	35 591	1 197 019	119 133 571
Vosges	15 298 390	28 008 364	35 957 734	7 452 683	24 263 861	0	1 421 465	112 402 497
Lorraine	76 316 106	126 915 404	115 837 723	44 376 420	51 012 248	523 862	3 719 255	418 701 018
Bas-Rhin	74 150 069	71 484 759	32 591 218	26 947 297	29 011 766	455 494	2 934 220	237 574 823
Haut-Rhin	76 586 086	29 106 601	24 091 058	15 623 426	8 728 732	49 110	2 685 523	156 870 536
Alsace	150 736 155	100 591 360	56 682 276	42 570 723	37 740 498	504 604	5 619 743	394 445 359
Doubs	11 553 221	82 971 448	30 450 617	12 604 887	23 354 539	457 460	4 352 323	165 744 495
Jura	13 004 646	13 061 803	16 669 196	3 812 647	8 677 141	159 674	4 138 939	59 524 046
Haute-Saône	12 797 666	14 660 122	20 526 250	4 666 990	9 522 522	186 704	736 473	63 096 727
Terr. de Belfort	1 009 669	363 368	115 261	3 506 458	308 642	83 922	191 252	5 578 572
Franche-Comté	38 365 202	111 056 741	67 761 324	24 590 982	41 862 844	887 760	9 418 987	293 943 840
Loire-Atlantique	146 052 919	151 813 165	107 647 414	50 710 926	1 336 787	555 901	7 066 830	465 183 942
Maine-et-Loire	269 029 970	112 960 464	100 015 226	32 159 967	1 795 661	494 862	7 879 864	524 336 014
Mayenne	39 438 439	52 489 074	34 432 310	19 426 247	1 161 900	1 830 492	2 060 830	150 839 292
Sarthe	59 422 187	84 915 577	46 921 044	13 339 506	3 848 024	828 797	6 627 537	215 902 672
Vendée	77 134 089	49 141 869	51 549 575	32 109 903	12 517 869	2 982 329	15 729 807	241 165 441
Pays-de-la-Loire	591 077 604	451 320 149	340 565 569	147 746 549	20 660 241	6 692 381	39 364 868	1 597 427 361
Côtes-d'Armor	124 286 337	107 073 276	171 676 523	25 741 275	1 738 435	243 964	8 420 980	439 180 790
Finistère	169 454 803	132 396 028	149 993 321	36 998 166	1 041 307	836 925	8 337 404	499 057 954
Ille-et-Vilaine	76 560 549	151 460 329	75 370 286	37 196 913	2 361 911	1 836 945	18 953 752	363 740 685
Morbihan	63 523 954	130 520 662	135 220 258	38 668 180	4 777 089	1 331 418	7 689 534	381 731 095
Bretagne	433 825 643	521 450 295	532 260 388	138 604 534	9 918 742	4 249 252	43 401 670	1 683 710 524

Répartition de la masse salariale (en euros) selon le secteur d'activité en 2013 (suite)
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Exploitations	Organismes de service	Coopération	Entreprises de travaux agricoles	Travaux forestiers	Artisanat rural	Activités diverses	Total
Charente	80 228 226	49 148 715	27 913 083	11 302 937	3 118 845	2 891 914	1 943 991	176 547 711
Charente-Maritime	116 491 477	77 260 116	31 014 007	22 648 776	2 554 061	2 695 682	2 664 315	255 328 434
Deux-Sèvres	69 981 977	82 143 444	61 095 974	12 051 954	7 874 657	3 725 291	6 581 918	243 455 215
Vienne	36 490 826	59 801 902	46 020 048	12 369 737	1 471 749	1 105 548	2 615 693	159 875 503
Poitou-Charentes	303 192 506	268 354 177	166 043 112	58 373 404	15 019 312	10 418 435	13 805 917	835 206 863
Dordogne	78 307 819	59 148 741	35 807 073	10 928 624	9 125 596	898 959	3 511 004	197 727 816
Gironde	496 894 119	120 095 763	41 852 353	77 841 908	30 349 398	850 267	8 083 915	775 967 723
Landes	70 341 037	45 811 041	72 141 966	23 812 504	24 925 891	160 960	2 172 869	239 366 268
Lot-et-Garonne	128 562 538	54 499 004	55 175 775	10 228 508	5 432 924	1 140 070	2 387 085	257 425 904
Pyrénées-Atlantiques	49 864 204	80 152 307	78 252 274	20 844 793	2 896 122	2 933 461	8 688 957	243 632 118
Aquitaine	823 969 717	359 706 856	283 229 441	143 656 337	72 729 931	5 983 717	24 843 830	1 714 119 829
Ariège	6 501 897	11 697 744	5 208 765	5 490 581	3 382 654	31 165	1 073 378	33 386 184
Aveyron	18 959 922	79 632 946	35 083 917	6 536 893	1 739 871	1 304 903	4 152 479	147 410 931
Haute-Garonne	59 967 939	102 358 949	37 909 330	23 209 610	8 498 430	275 279	2 546 355	234 765 892
Gers	55 877 546	39 110 999	53 078 759	7 608 579	729 340	213 527	2 461 304	159 080 054
Lot	21 205 391	31 782 712	21 851 230	4 202 950	938 907	99 304	1 278 163	81 358 657
Hauts-Pyrénées	9 348 524	21 213 917	8 205 964	3 086 035	2 706 997	1 100 317	122 409	45 784 163
Tarn	29 583 879	61 037 007	20 107 956	7 878 401	8 215 777	1 800 465	2 352 893	130 976 378
Tarn-et-Garonne	75 766 416	49 682 236	38 246 202	4 375 864	412 067	286 270	1 780 634	170 549 689
Midi-Pyrénées	277 211 514	396 516 510	219 692 123	62 388 913	26 624 043	5 111 230	15 767 615	1 003 311 948
Corrèze	23 471 071	30 844 095	16 693 515	6 202 493	11 670 051	0	396 901	89 278 126
Creuse	9 217 270	17 706 045	6 549 066	2 130 016	4 481 132	975 455	254 955	41 313 939
Haute-Vienne	19 965 693	59 848 617	18 288 980	5 915 390	5 510 340	483 110	575 885	110 588 015
Limousin	52 654 034	108 398 757	41 531 561	14 247 899	21 661 523	1 458 565	1 227 741	241 180 080
Ain	38 772 594	53 155 618	36 077 104	20 379 827	12 283 480	2 180 820	2 154 646	165 004 089
Ardèche	32 013 248	28 778 091	15 956 474	5 490 190	2 997 495	732 142	789 160	86 756 800
Drôme	121 465 465	55 947 737	40 127 047	13 839 895	1 830 292	206 168	4 967 581	238 384 185
Isère	42 802 892	85 250 491	43 840 909	30 500 550	10 178 884	717 599	2 682 294	215 973 619
Loire	27 984 162	63 708 715	27 213 785	15 469 644	3 779 817	468 999	1 781 540	140 406 662
Rhône	84 105 478	148 811 150	27 672 449	63 419 852	10 323 841	573 198	3 670 741	338 576 709
Savoie	24 131 786	47 319 697	14 441 947	15 191 942	4 324 794	1 057 298	4 956 783	111 424 247
Haute-Savoie	22 960 714	89 303 768	6 952 819	25 274 243	7 110 960	43 501	4 161 728	155 807 733
Rhône-Alpes	394 236 339	572 275 267	212 282 534	189 566 143	52 829 563	5 979 725	25 164 473	1 452 334 044
Allier	26 034 762	37 187 356	17 883 476	7 391 429	4 151 767	491 266	4 533 347	97 673 403
Cantal	9 744 710	37 446 099	28 639 490	2 701 535	4 120 822	168 145	429 192	83 249 993
Haute-Loire	10 949 115	27 808 623	10 430 897	2 526 242	9 067 343	355 871	232 762	61 370 853
Puy-de-Dôme	33 426 931	97 506 809	49 461 782	10 094 457	9 353 767	161 676	4 266 470	204 271 892
Auvergne	80 155 518	199 948 887	106 415 645	22 713 663	26 693 699	1 176 958	9 461 771	446 566 141
Aude	73 394 009	37 095 382	57 227 499	7 397 145	2 695 347	114 116	4 873 709	182 797 207
Gard	137 140 306	78 977 367	30 461 554	14 339 761	2 812 351	145 801	5 419 040	269 296 180
Hérault	93 429 339	158 393 237	34 238 384	24 707 459	708 225	342 920	7 566 110	319 385 674
Lozère	3 780 096	15 153 677	5 064 214	1 361 065	4 129 680	0	30 853	29 519 585
Pyrénées-Orientales	83 158 476	70 953 109	30 950 970	6 095 725	302 417	302 792	3 255 863	195 019 352
Languedoc-Roussillon	390 902 226	360 572 772	157 942 621	53 901 155	10 648 020	905 629	21 145 575	996 017 998
Alpes-de-Haute-Provence	30 546 712	17 942 979	7 826 530	4 709 392	2 725 907	0	329 195	64 080 715
Hautes-Alpes	16 366 468	14 884 746	7 338 233	2 546 824	1 561 994	0	178 014	42 876 279
Alpes-Maritimes	24 527 344	50 587 392	4 090 568	49 748 384	3 375 188	101 402	18 847 091	151 277 369
Bouches-du-Rhône	162 384 119	106 414 022	13 300 427	50 609 955	13 560 319	43 263	3 895 160	350 207 265
Var	107 359 742	64 608 408	22 822 588	46 297 983	4 068 440	451 329	10 875 397	256 483 887
Vaucluse	182 602 153	70 985 793	47 582 643	19 734 597	443 954	40 646	3 452 366	324 842 152
Provence-Alpes-Côte d'Azur	523 786 538	325 423 340	102 960 989	173 647 135	25 735 802	636 640	37 577 223	1 189 767 667
Corse	32 523 291	52 123 710	9 342 029	7 833 926	2 500 808	0	531 638	104 855 402
TOTAL	6 148 418 255	6 456 583 925	3 503 660 458	1 916 538 790	542 899 727	59 957 864	385 783 900	19 013 842 919

Source : MSA

Télécharger les données au format Excel : 

2. Les personnes couvertes

2.1 Les ressortissants

Le terme ressortissant du régime agricole désigne toute personne qui a un lien avec le régime agricole. Sont pris en compte dans le calcul des ressortissants les personnes protégées en maladie au régime agricole selon le champ de la compensation démographique et les bénéficiaires d'un avantage de vieillesse au régime agricole couverts en maladie par un autre régime.

2.11 Historique des ressortissants agricoles de 2009 à 2013

Tableau 20

Nombre de ressortissants au régime agricole de 2009 à 2013 au 1er juillet

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2012/2013 en %
Non-salariés	2 625 129	2 555 850	2 481 826	2 407 465	2 334 046	-3,0
Salariés	3 717 084	3 699 030	3 719 153	3 695 576	3 679 595	-0,4
Total	6 342 213	6 254 880	6 200 979	6 103 041	6 013 641	-1,5

Source : MSA

2.12 Ventilation départementale des ressortissants agricoles en 2013

Tableau 21

Ventilation départementale et régionale des ressortissants en 2013

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	34 807	250 702	285 509	Charente	28 781	38 029	66 810
Ardennes	12 664	14 188	26 852	Charente-Maritime	36 767	55 856	92 623
Aube	15 726	25 968	41 694	Deux-Sèvres	40 145	47 118	87 263
Marne	30 816	71 387	102 203	Vienne	27 766	39 603	67 369
Haute-Marne	12 965	16 322	29 287	Poitou-Charentes	133 459	180 606	314 065
Champagne-Ardennes	72 171	127 865	200 036	Dordogne	39 496	48 292	87 788
Aisne	19 662	55 979	75 641	Gironde	38 950	116 869	155 819
Oise	14 942	55 207	70 149	Landes	25 925	40 689	66 614
Somme	24 453	51 993	76 446	Lot-et-Garonne	34 763	53 103	87 866
Picardie	59 057	163 179	222 236	Pyrénées-Atlantiques	40 673	41 853	82 526
Eure	19 149	37 881	57 030	Aquitaine	179 807	300 806	480 613
Seine-Maritime	30 048	57 734	87 782	Ariège	11 657	10 833	22 490
Haute-Normandie	49 197	95 615	144 812	Aveyron	39 471	31 232	70 703
Cher	16 299	29 198	45 497	Haute-Garonne	28 274	49 182	77 456
Eure-et-Loir	17 848	34 311	52 159	Gers	31 382	28 869	60 251
Indre	20 591	23 271	43 862	Lot	20 211	15 349	35 560
Indre-et-Loire	25 399	45 886	71 285	Hauts-Pyrénées	15 433	12 680	28 113
Loir-et-Cher	20 284	39 200	59 484	Tarn	28 289	30 747	59 036
Loiret	21 221	46 733	67 954	Tarn-et-Garonne	24 156	31 725	55 881
Centre	121 642	218 599	340 241	Midi-Pyrénées	198 873	210 617	409 490
Calvados	29 455	51 265	80 720	Corrèze	23 468	18 466	41 934
Manche	48 544	51 330	99 874	Creuse	20 671	12 414	33 085
Orne	29 114	31 617	60 731	Haute-Vienne	24 105	28 314	52 419
Basse-Normandie	107 113	134 212	241 325	Limousin	68 244	59 194	127 438
Côte-d'or	20 431	36 702	57 133	Ain	23 778	34 107	57 885
Nièvre	14 248	19 107	33 355	Ardèche	24 229	21 617	45 846
Saône-et-Loire	40 323	39 196	79 519	Dôme	27 276	42 171	69 447
Yonne	17 837	30 300	48 137	Isère	28 673	41 017	69 690
Bourgogne	92 839	125 305	218 144	Loire	28 368	29 911	58 279
Nord	37 533	75 950	113 483	Rhône	27 957	53 726	81 683
Pas-de-Calais	40 855	68 253	109 108	Savoie	15 005	22 051	37 056
Nord-Pas-de-Calais	78 388	144 203	222 591	Haute-Savoie	20 124	26 157	46 281
Meurthe-et-Moselle	12 766	23 146	35 912	Rhône-Alpes	195 410	270 757	466 167
Meuse	13 216	14 006	27 222	Allier	26 950	30 204	57 154
Moselle	16 009	28 749	44 758	Cantal	24 795	18 829	43 624
Vosges	16 412	23 346	39 758	Haute-Loire	24 415	12 814	37 229
Lorraine	58 403	89 247	147 650	Puy-de-Dôme	31 070	35 285	66 355
Bas-Rhin	22 668	38 709	61 377	Auvergne	107 230	97 132	204 362
Haut-Rhin	16 286	29 257	45 543	Aude	26 200	54 997	81 197
Alsace	38 954	67 966	106 920	Gard	25 231	71 444	96 675
Doubs	21 800	25 244	47 044	Hérault	32 149	84 743	116 892
Jura	16 230	14 517	30 747	Lozère	12 199	10 179	22 378
Haute-Saône*				Pyrénées-Orientales	18 253	44 768	63 021
et Terr. de Belfort*	16 999	17 818	34 817	Languedoc-Roussillon	114 032	266 131	380 163
Franche-Comté	55 029	57 579	112 608	Alpes-de-Haute-Provence*	17 855	19 621	37 476
Loire-Atlantique	50 300	73 349	123 649	et Hautes-Alpes *	14 365	33 749	48 114
Maine-et-Loire	52 491	85 395	137 886	Alpes-Maritimes	23 218	73 387	96 605
Mayenne	42 047	32 002	74 049	Bouches-du-Rhône	21 468	48 805	70 273
Sarthe	34 398	56 237	90 635	Var	26 323	68 683	95 006
Vendée	53 863	57 663	111 526	Provence-Alpes-Côte d'Azur	103 229	244 245	347 474
Pays-de-la-Loire	233 099	304 646	537 745	Corse	12 544	15 629	28 173
Côtes-d'Armor	57 219	62 036	119 255	TOTAL	2 334 046	3 679 595	6 013 641
Finistère	54 800	65 491	120 291				
Ille-et-Vilaine	58 856	66 969	125 825				
Morbihan	49 644	60 864	110 508				
Bretagne	220 519	255 360	475 879				

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée.

2.2 Les personnes protégées en maladie au régime agricole

2.21 Historique des personnes protégées de 1992 à 2013

Les non-salariés agricoles sont couverts en maladie par l'assurance maladie des exploitants agricoles (Amexa). Les salariés agricoles sont couverts en maladie par les assurances sociales agricoles (ASA).

Les personnes protégées en maladie sont les actifs ou inactifs (retraités, chômeurs, pré-retraités...) et leurs ayants-droits tels que les conjoints et les enfants.

Tableau 22

Nombre de personnes protégées au 1er juillet

Années	Personnes protégées au régime des non-salariées	Personnes protégées au régime des salariés	Total personnes protégées au régime agricole
1992	2 839 107	1 822 770	4 661 877
1993	2 764 337	1 827 606	4 591 943
1994	2 703 812	1 801 426	4 505 238
1995	2 622 212	1 794 815	4 417 027
1996	2 547 901	1 818 218	4 366 119
1997	2 472 311	1 828 501	4 300 812
1998	2 405 171	1 820 975	4 226 146
1999	2 344 304	1 847 067	4 191 371
2000	2 291 741	1 848 997	4 140 738
2001	2 228 592	1 883 694	4 112 286
2002	2 158 825	1 895 287	4 054 112
2003	2 093 436	1 917 046	4 010 482
2004	2 035 692	1 906 665	3 942 357
2005	1 973 644	1 910 969	3 884 613
2006	1 909 126	1 890 486	3 799 612
2007	1 856 084	1 869 460	3 725 544
2008	1 788 959	1 849 739	3 638 698
2009	1 732 988	1 808 123	3 541 111
2010	1 681 217	1 798 927	3 480 144
2011	1 626 436	1 778 897	3 405 333
2012	1 575 454	1 767 644	3 343 098
2013	1 528 892	1 767 371	3 296 263

Source : MSA

Les personnes protégées sont les bénéficiaires de la protection sociale qui, à quelque titre que ce soit, ont droit aux prestations des régimes agricoles d'assurance maladie obligatoire. Le bénéficiaire peut être ouvrant droit ou ayant droit. En ce qui concerne l'assurance maladie obligatoire, l'ouvrant droit est la personne affiliée de façon obligatoire à un régime agricole non salarié ou salarié de par son activité professionnelle. L'ayant droit est une personne qui peut bénéficier des prestations sociales du fait de ses liens avec l'ouvrant droit (conjoint s'il ne travaille pas, enfant, concubin, etc.).

2.22 Ventilation départementale des personnes protégées en 2013

Tableau 23

Ventilation départementale et régionale des personnes protégées au régime agricole au 1er juillet 2013

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	19 699	98 322	118 021	Charente	18 357	17 901	36 258
Ardennes	9 170	7 170	16 340	Charente-Maritime	24 576	29 261	53 837
Aube	11 917	14 545	26 462	Deux-Sèvres	26 350	23 149	49 499
Marme	24 559	41 943	66 502	Vienne	17 143	16 258	33 401
Haute-Marne	8 598	5 944	14 542	Poitou-Charentes	86 426	86 569	172 995
Champagne-Ardennes	54 244	69 602	123 846	Dordogne	25 240	22 821	48 061
Aisne	14 060	24 054	38 114	Gironde	23 495	76 128	99 623
Oise	10 580	24 048	34 628	Landes	16 964	23 228	40 192
Somme	16 814	21 334	38 148	Lot-et-Garonne	21 755	32 188	53 943
Picardie	41 454	69 436	110 890	Pyrénées-Atlantiques	28 270	19 579	47 849
Eure	12 596	13 793	26 389	Aquitaine	115 724	173 944	289 668
Seine-Maritime	20 299	21 863	42 162	Ariège	7 391	4 384	11 775
Haute-Normandie	32 895	35 656	68 551	Aveyron	30 397	13 221	43 618
Cher	10 637	12 763	23 400	Haute-Garonne	17 385	18 471	35 856
Eure-et-Loir	12 287	13 051	25 338	Gers	21 566	13 793	35 359
Indre	13 072	7 793	20 865	Lot	14 274	8 257	22 531
Indre-et Loire	15 315	19 166	34 481	Hautes-Pyrénées	10 662	4 661	15 323
Loir-et-Cher	12 841	17 938	30 779	Tarn	18 905	14 922	33 827
Loiret	13 174	20 823	33 997	Tarn-et-Garonne	15 708	18 330	34 038
Centre	77 326	91 534	168 860	Midi-Pyrénées	136 288	96 039	232 327
Calvados	20 010	21 995	42 005	Corrèze	15 736	9 111	24 847
Manche	35 450	23 580	59 030	Creuse	14 742	5 037	19 779
Orne	19 710	13 075	32 785	Haute-Vienne	14 596	10 334	24 930
Basse-Normandie	75 170	58 650	133 820	Limousin	45 074	24 482	69 556
Côte-d'or	14 421	17 869	32 290	Ain	14 557	14 547	29 104
Nièvre	10 132	7 316	17 448	Ardèche	14 299	10 091	24 390
Saône-et-Loire	25 774	16 418	42 192	Drôme	17 315	27 023	44 338
Yonne	12 148	14 015	26 163	Isère	17 420	19 836	37 256
Bourgogne	62 475	55 618	118 093	Loire	18 440	12 394	30 834
Nord	24 694	35 496	60 190	Rhône	18 452	24 608	43 060
Pas-de-Calais	27 997	32 835	60 832	Savoie	8 181	9 207	17 388
Nord-Pas-de-Calais	52 691	68 331	121 022	Haute-Savoie	12 005	13 614	25 619
Meurthe-et-Moselle	8 493	10 076	18 569	Rhône-Alpes	120 669	131 320	251 989
Meuse	8 940	6 796	15 736	Allier	17 314	11 105	28 419
Moselle	9 475	10 570	20 045	Cantal	18 499	7 863	26 362
Vosges	10 152	10 517	20 669	Haute-Loire	16 681	6 027	22 708
Lorraine	37 060	37 959	75 019	Puy-de-Dôme	20 518	15 060	35 578
Bas-Rhin	12 547	20 218	32 765	Auvergne	73 012	40 055	113 067
Haut-Rhin	10 214	15 742	25 956	Aude	15 826	22 000	37 826
Alsace	22 761	35 960	58 721	Gard	16 428	40 652	57 080
Doubs	13 140	11 507	24 647	Hérault	20 230	37 275	57 505
Jura	9 645	7 401	17 046	Lozère	8 511	2 970	11 481
Haute-Saône*				Pyrénées-Orientales	11 145	26 865	38 010
et Terr. de Belfort*	10 212	8 238	18 450	Languedoc-Roussillon	72 140	129 762	201 902
Franche-Comté	32 997	27 146	60 143	Alpes-de-Haute-Provence*			
Loire-Atlantique	29 726	35 172	64 898	et Hautes-Alpes*	11 985	11 899	23 884
Maine-et-Loire	33 955	47 374	81 329	Alpes-Maritimes	8 927	16 515	25 442
Mayenne	30 592	12 985	43 577	Bouches-du-Rhône	14 439	42 259	56 698
Sarthe	22 266	22 132	44 398	Var	14 087	30 631	44 718
Vendée	33 277	24 004	57 281	Vaucluse	17 469	41 787	59 256
Pays-de-la-Loire	149 816	141 667	291 483	Provence-Alpes-Côte d'Azur	66 907	143 091	209 998
Côtes-d'Armor	38 473	37 362	75 835	Corse	8 020	10 972	18 992
Finistère	34 471	40 964	75 435	TOTAL	1 528 892	1 767 371	3 296 263
Ille-et-Vilaine	41 447	29 212	70 659				
Morbihan	31 653	33 718	65 371				
Bretagne	146 044	141 256	287 300				

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée.

2.3 Les patients au régime agricole

La population des patients correspond aux personnes ayant bénéficié d'au moins un remboursement de soins en médecine ambulatoire ou en hospitalisation privée au cours de l'année par le régime agricole.

La part des patients s'élève à 97 % des personnes protégées.

2.31 Historique des patients de 2009 à 2013

Tableau 24

Nombre de patients au régime agricole de 2009 à 2013*

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Non-salariés	1 762 617	1 706 414	1 661 165	1 608 084	1 514 358	-5,8
Salariés	1 698 020	1 676 819	1 666 801	1 650 768	1 625 831	-1,5
Total	3 460 637	3 383 233	3 327 966	3 258 852	3 140 189	-3,6
CMU	2 047	1 755	1 472	1 223	947	-22,6
Total régime agricole	3 462 684	3 384 988	3 329 438	3 260 075	3 141 136	-3,6

Source : MSA

* La répartition des patients selon le département n'est pas consolidée.

2.32 Ventilation départementale des patients en 2013

Tableau 25

Ventilation départementale et régionale des patients en 2013

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total non-salariés et salariés
Ile-de-France	27 183	45 909	73 092
Ardennes Aube	18 025	15 387	33 412
Marne	31 843	17 876	49 719
Haute-Marne	15 384	38 638	54 022
Champagne-Ardennes	65 252	71 901	137 153
Aisne	34 088	27 959	62 047
Oise	17 847	18 209	36 056
Somme	15 502	11 737	27 239
Picardie	67 437	57 905	125 342
Eure	13 341	24 226	37 567
Seine-Maritime	18 108	34 965	53 073
Haute-Normandie	31 449	59 191	90 640
Cher	8 076	12 093	20 169
Eure-et-Loir, Indre	29 721	30 565	60 286
Indre-et Loire	17 866	26 056	43 922
Loir-et-Cher	18 128	12 319	30 447
Loiret	15 293	13 431	28 724
Centre	89 084	94 464	183 548
Calvados	10 777	9 287	20 064
Manche	2 096	37 768	39 864
Orne	19 240	17 540	36 780
Basse-Normandie	32 113	64 595	96 708
Côte-d'or	8839	5705	14544
Nièvre, Saône-et-Loire	49 386	38 873	88 259
Yonne	9 565	13 898	23 463
Bourgogne	67 790	58 476	126 266
Nord	10 479	17 698	28 177
Pas-de-Calais	18 336	24 414	42 750
Nord-Pas-de-Calais	28 815	42 112	70 927
Meurthe-et-Moselle	28 600	22 034	50 634
Meuse, Moselle	20 133	22 869	43 002
Vosges	12 504	16 169	28 673
Lorraine	61 237	61 072	122 309
Bas-Rhin	27 263	27 866	55 129
Haut-Rhin	21 875	16 703	38 578
Alsace	49 138	44 569	93 707
Franche-Comté	63 370	71 198	134 568
Loire-Atlantique	28 933	9 998	38 931
Maine-et-Loire	9 399	13 325	22 724
Mayenne	8 588	5 641	14 229
Sarthe	30 579	28 014	58 593
Vendée	9 066	8 475	17 541
Pays-de-la-Loire	86 565	65 453	152 018
Côtes-d'Armor	33 960	45 191	79 151
Finistère	33 638	19 842	53 480
Ille-et-Vilaine	25 629	42 191	67 820
Morbihan	9 265	8 117	17 382
Bretagne	102 492	115 341	217 833

Ventilation départementale et régionale des patients en 2013 (suite)

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total non-salariés et salariés
Charente	12 740	16 588	29 328
Charente-Maritime	13 646	6 427	20 073
Deux-Sèvres	21 515	22 469	43 984
Vienne	9 671	9 624	19 295
Poitou-Charentes	57 572	55 108	112 680
Dordogne	16 598	18 308	34 906
Gironde	13 636	19 461	33 097
Landes	17 133	10 337	27 470
Lot-et-Garonne	15 803	5 153	20 956
Pyrénées-Atlantiques	28 805	29 738	58 543
Aquitaine	91 975	82 997	174 972
Ariège Aveyron	46 045	85 464	131 509
Haute-Garonne	19 270	31 118	50 388
Gers, Lot	55 253	39 951	95 204
Hautes-Pyrénées	14 538	15 169	29 707
Tarn	16 152	14 354	30 506
Tarn-et-Garonne	8 945	5 378	14 323
Midi-Pyrénées	160 203	191 434	351 637
Corrèze	33 703	35 927	69 630
Creuse	15 516	32 668	48 184
Haute-Vienne	16 822	15 057	31 879
Limousin	66 041	83 652	149 693
Ain, Ardèche	27 587	31 740	59 327
Drôme	16 388	9 535	25 923
Isère Loire	10 751	7 448	18 199
Rhône, Savoie	21 800	20 817	42 617
Haute-Savoie	8 776	6 085	14 861
Rhône-Alpes	85 302	75 625	160 927
Allier Cantal	31 515	38 129	69 644
Haute-Loire	13 046	16 462	29 508
Puy-de-Dôme	12 763	15 762	28 525
Auvergne	57 324	70 353	127 677
Aude	7 310	9 608	16 918
Gard	15 598	21 497	37 095
Hérault, Lozère	53 543	44 486	98 029
Pyrénées-Orientales	25 652	22 248	47 900
Languedoc-Roussillon	102 103	97 839	199 942
Alpes-de-Hte-Provence (1)			
et Hautes-Alpes (1)	37 789	30 885	68 674
Alpes-Maritimes	17 978	15 553	33 531
Bouches-du-Rhône	24 881	29 548	54 429
Var	10 186	10 473	20 659
Vaucluse	15 054	7 032	22 086
Provence-Alpes-Côte d'Azur	105 888	93 491	199 379
Corse	16 025	23 146	39 171
TOTAL	1 514 358	1 625 831	3 140 189

Source : MSA

(1) Départements réunis pour cette donnée.

2.4 Les personnes couvertes par la couverture maladie universelle

Depuis le 1^{er} janvier 2000, la couverture maladie universelle (CMU) de base protège les personnes qui ne peuvent relever d'un régime professionnel en qualité d'assuré ou d'ayant droit. La CMU remplace l'assurance personnelle.

La CMU complémentaire (CMU-C) permet aux personnes disposant de faibles ressources de bénéficier d'un remboursement amélioré pour un ensemble défini de biens et de services de santé.

Tableau 26

Nombre de personnes bénéficiaires de la CMU de 2009 à 2013 au 31 décembre

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Nombre de bénéficiaires de la CMU de base et/ou CMU complémentaire (assurés et ayants droit)	105 924	102 335	99 532	94 547	98 377	4,1

Source : MSA

2.41 Ventilation départementale des personnes couvertes par la CMU en 2013

Tableau 27

Ventilation départementale et régionale des personnes bénéficiaires de la CMU au 31 décembre 2013

Régions et départements	Nombre de bénéficiaires de la CMU de base et/ou CMU complémentaire	Régions et départements	Nombre de bénéficiaires de la CMU de base et/ou CMU complémentaire
Île-de-France	934	Charente	1 664
Ardennes	514	Charente-Maritime	2 311
Aube	787	Deux-Sèvres	875
Marne	1 010	Vienne	953
Haute-Marne	460	Poitou-Charentes	5 803
Champagne-Ardennes	2 771	Dordogne	1 774
Aisne	957	Gironde	4 316
Oise	554	Landes	945
Somme	1 207	Lot-et-Garonne	2 070
Picardie	2 718	Pyrénées-Atlantiques	1 060
Eure	703	Aquitaine	10 165
Seine-Maritime	829	Ariège	578
Haute-Normandie	1 532	Aveyron	770
Cher	655	Haute-Garonne	575
Eure-et-Loir	404	Gers	779
Indre	348	Lot	497
Indre-et Loire	602	Hautes-Pyrénées	296
Loir-et-Cher	944	Tarn	967
Loiret	661	Tarn-et-Garonne	1 379
Centre	3 614	Midi-Pyrénées	5 841
Calvados	1 033	Corrèze	535
Manche	874	Creuse	612
Orne	499	Haute-Vienne	1 036
Basse-Normandie	2 406	Limousin	2 183
Côte-d'or	610	Ain	313
Nièvre	279	Ardèche	960
Saône-et-Loire	574	Drôme	2 231
Yonne	429	Isère	589
Bourgogne	1 892	Loire	551
Nord	3 307	Rhône	1 689
Pas-de-Calais	3 121	Savoie	344
Nord-Pas-de-Calais	6 428	Haute-Savoie	252
Meurthe-et-Moselle	885	Rhône-Alpes	6 929
Méuse	264	Allier	618
Moselle	222	Cantal	680
Vosges	582	Haute-Loire	460
Lorraine	1 953	Puy-de-Dôme	985
Bas-Rhin	613	Auvergne	2 743
Haut-Rhin	771	Aude	2 564
Alsace	1 384	Gard	6 280
Doubs	531	Hérault	3 886
Jura	297	Lozère	891
Haute-Saône*		Pyrénées-Orientales	2 722
et Terr. de Belfort*	393	Languedoc-Roussillon	16 343
Franche-Comté	1 221	Alpes-de-Haute-Provence*	
Loire-Atlantique	907	et Hautes-Alpes*	526
Maine-et-Loire	1 982	Alpes-Maritimes	380
Mayenne	445	Bouches-du-Rhône	3 300
Sarthe	1 057	Var	2 067
Vendée	757	Vaucluse	3 885
Pays-de-la-Loire	5 148	Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 158
Côtes-d'Armor	1 405	Corse	1 068
Finistère	1 333		
Ille-et-Vilaine	1 297		
Morbihan	1 108		
Bretagne	5 143	TOTAL	98 377

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée.

2.5 Les retraités du régime agricole

L'ouverture du droit à une pension de vieillesse est conditionnée, pour les non-salariés agricoles, au versement d'une cotisation pour une durée d'activité minimum d'un an. Cette ouverture de droit est effectuée pour les salariés agricoles dès lors que le versement de cotisations permet de valider au minimum un trimestre.

Les retraités perçoivent un avantage de vieillesse (droit propre et/ou droit de réversion) et peuvent résider en France ou à l'étranger. Les retraités décédés ou suspendus sont exclus du dénombrement.

2.51 Historique des retraités de 2009 à 2013

Tableau 28

Nombre de retraités au régime agricole de 2009 à 2013

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Retraités non-salariés hors DOM	1 747 480	1 707 677	1 662 131	1 609 817	1 562 431	-2,9
Retraités non-salariés DOM	31 165	31 179	31 169	30 984	30 676	-1,0
Total retraités non-salariés	1 778 645	1 738 856	1 693 300	1 640 801	1 593 107	-2,9
Retraités salariés	2 509 571	2 521 029	2 514 878	2 492 410	2 495 081	0,1
Total retraités du régime agricole	4 288 216	4 259 885	4 208 178	4 133 211	4 088 188	-1,1

Source : MSA

2.52 Ventilation départementale des retraités en 2013

Tableau 29

Nombre d'attributions de retraites au régime agricole en 2013 (hors DOM) Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	22670	179 143	201 813	Charente	20225	26 823	47 048
Ardennes	7414	9 718	17 132	Charente-Maritime	25863	38 542	64 405
Aube	8646	15 040	23 686	Deux-Sèvres	26787	30 655	57 442
Marne	15770	38 411	54 181	Vienne	19723	29 279	49 002
Haute-Marne	8269	12 558	20 827	Poitou-Charentes	92 598	125 299	217 897
Champagne-Ardennes	40 099	75 727	115 826	Dordogne	29123	34 373	63 496
Aisne	11468	40 378	51 846	Gironde	26867	66 832	93 699
Oise	8851	38 880	47 731	Landes	17917	25 303	43 220
Somme	15406	38 009	53 415	Lot-et-Garonne	25793	34 045	59 838
Picardie	35 725	117 267	152 992	Pyrénées-Atlantiques	25726	27 841	53 567
Eure	12560	29 091	41 651	Aquitaine	125 426	188 394	313 820
Seine-Maritime	20275	42 404	62 679	Ariège	7921	8 371	16 292
Haute-Normandie	32 835	71 495	104 330	Aveyron	24109	21 013	45 122
Cher	10669	20 761	31 430	Haute-Garonne	20609	36 280	56 889
Eure-et-Loir	11411	25 288	36 699	Gers	22121	19 534	41 655
Indre	14172	18 721	32 893	Lot	13560	9 964	23 524
Indre-et-Loire	17663	33 652	51 315	Hauts-Pyrénées	10393	9 751	20 144
Loir-et-Cher	14116	27 749	41 865	Tarn	19768	20 501	40 269
Loiret	14709	32 358	47 067	Tarn-et-Garonne	16601	20 362	36 963
Centre	82 740	158 529	241 269	Midi-Pyrénées	135 082	145 776	280 858
Calvados	19185	35 731	54 916	Corrèze	16231	12 598	28 829
Manche	32697	35 021	67 718	Creuse	13591	9 306	22 897
Orne	19335	22 201	41 536	Haute-Vienne	16640	21 467	38 107
Basse-Normandie	71 217	92 953	164 170	Limousin	46 462	43 371	89 833
Côte-d'or	12477	23 409	35 886	Ain	16128	23 804	39 932
Nièvre	8721	14 239	22 960	Ardèche	17342	15 775	33 117
Saône-et-Loire	27272	27 272	54 544	Dôme	17901	26 203	44 104
Yonne	11249	20 709	31 958	Isère	20222	27 086	47 308
Bourgogne	59 719	85 629	145 348	Loire	18693	20 539	39 232
Nord	24723	51 392	76 115	Rhône	17820	35 053	52 873
Pas-de-Calais	27343	46 295	73 638	Savoie	10997	15 838	26 835
Nord-Pas-de-Calais	52 066	97 687	149 753	Haute-Savoie	13330	16 212	29 542
Meurthe-et-Moselle	7831	16 255	24 086	Rhône-Alpes	132 433	180 510	312 943
Meuse	8229	9 104	17 333	Allier	17878	23 552	41 430
Moselle	11039	21 265	32 304	Cantal	14371	13 520	27 891
Vosges	10943	15 968	26 911	Haute-Loire	15666	8 722	24 388
Lorraine	38 042	62 592	100 634	Puy-de-Dôme	20480	24 440	44 920
Bas-Rhin	17476	24 052	41 528	Auvergne	68 395	70 234	138 629
Haut-Rhin	11185	18 604	29 789	Aude	18044	43 080	61 124
Alsace	28 661	42 656	71 317	Gard	15843	49 470	65 313
Doubs	13991	16 290	30 281	Hérault	21182	62 715	83 897
Jura	11040	10 012	21 052	Lozère	6820	8 312	15 132
Haute-Saône*				Pyrénées-Orientales	13096	29 732	42 828
et Terr. de Belfort*	11529	12 705	24 234	Languedoc-Roussillon	74 985	193 309	268 294
Franche-Comté	36 560	39 007	75 567	Alpes-de-Hte-Provence*			
Loire-Atlantique	36214	46 384	82 598	et Hautes-Alpes*	10 849	12 830	23 679
Maine-et-Loire	35310	52 290	87 600	Alpes-Maritimes	9589	23 727	33 316
Mayenne	26397	22 331	48 728	Bouches-du-Rhône	15470	49 706	65 176
Sarthe	23051	42 511	65 562	Var	13225	30 670	43 895
Vendée	36950	41 300	78 250	Vaucluse	17388	44 335	61 723
Pays-de-la-Loire	157 922	204 816	362 738	Provence-Alpes-Côte d'Azur	66 521	161 268	227 789
Côtes-d'Armor	38823	34 166	72 989	Corse	7218	8 039	15 257
Finistère	39488	35 389	74 877	TOTAL		1 562 431	2 495 081
Ille-et-Vilaine	41052	45 813	86 865				4 057 512
Morbihan	35692	36 012	71 704				
Bretagne	155 055	151 380	306 435				

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée.

2.53 Ventilation départementale des nouvelles attributions de retraites en 2013

Il s'agit du nombre de nouvelles attributions salariées et non salariées, qu'elles soient de droit propre ou de droit dérivé, y compris les attributions dans le cadre de conventions internationales, CEE ou autres. L'attribution d'une pension de réversion à un retraité déjà titulaire de droit propre est considérée comme une nouvelle attribution et est dénombrée.

Tableau 30

Nombre d'attributions de retraites au régime agricole en 2013 (hors DOM) Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	732	10 352	11 084	Charente	734	1 458	2 192
Ardennes	306	548	854	Charente-Maritime	980	2 631	3 611
Aube	342	725	1 067	Deux-Sèvres	831	1 527	2 358
Marne	669	2 279	2 948	Vienne	713	1 652	2 365
Haute-Marne	283	767	1 050	Poitou-Charentes	3 258	7 268	10 526
Champagne-Ardennes	1 600	4 319	5 919	Dordogne	1002	2 113	3 115
Aisne	487	1 834	2 321	Gironde	1007	4 481	5 488
Oise	367	1 846	2 213	Landes	595	1 333	1 928
Somme	518	2 417	2 935	Lot-et-Garonne	867	2 105	2 972
Picardie	1 372	6 097	7 469	Pyrénées-Atlantiques	899	1 919	2 818
Eure	404	1 532	1 936	Aquitaine	4 370	11 951	16 321
Seine-Maritime	646	2 027	2 673	Ariège	258	472	730
Haute-Normandie	1 050	3 559	4 609	Aveyron	809	1 462	2 271
Cher	403	921	1 324	Haute-Garonne	642	2 013	2 655
Eure-et-Loir	402	1 665	2 067	Gers	855	1 425	2 280
Indre	499	825	1 324	Lot	403	518	921
Indre-et-Loire	577	1 784	2 361	Hautes-Pyrénées	348	545	893
Loir-et-Cher	487	1 714	2 201	Tarn	502	1 063	1 565
Loiret	455	1 578	2 033	Tarn-et-Garonne	452	945	1 397
Centre	2 823	8 487	11 310	Midi-Pyrénées	4 269	8 443	12 712
Calvados	700	2 148	2 848	Corrèze	469	485	954
Manche	1038	1 723	2 761	Créuse	457	348	805
Orne	642	1 018	1 660	Haute-Vienne	508	1 003	1 511
Basse-Normandie	2 380	4 889	7 269	Limousin	1 434	1 836	3 270
Côte-d'or	500	1 779	2 279	Ain	519	1 196	1 715
Nièvre	372	697	1 069	Ardèche	587	1 083	1 670
Saône-et-Loire	989	1 474	2 463	Dôme	609	2 173	2 782
Yonne	434	1 223	1 657	Isère	593	1 566	2 159
Bourgogne	2 295	5 173	7 468	Loire	648	1 039	1 687
Nord	907	3 587	4 494	Rhône	612	2 318	2 930
Pas-de-Calais	887	2 427	3 314	Savoie	377	1 365	1 742
Nord-Pas-de-Calais	1 794	6 014	7 808	Haute-Savoie	394	888	1 282
Meurthe-et-Moselle	309	1 131	1 440	Rhône-Alpes	4 339	11 628	15 967
Meuse	327	427	754	Allier	533	899	1 432
Moselle	340	1 250	1 590	Cantal	463	477	940
Vosges	406	893	1 299	Haute-Loire	458	458	916
Lorraine	1 382	3 701	5 083	Puy-de-Dôme	665	1 527	2 192
Bas-Rhin	470	1 191	1 661	Auvergne	2 119	3 361	5 480
Haut-Rhin	379	1 224	1 603	Aude	730	2 990	3 720
Alsace	849	2 415	3 264	Gard	620	3 379	3 999
Doubs	501	1 105	1 606	Hérault	773	3 721	4 494
Jura	357	569	926	Lozère	327	1 181	1 508
Haute-Saône*	399	805	1 204	Pyrénées-Orientales	436	1 661	2 097
et Terr. de Belfort*				Languedoc-Roussillon	2 886	12 932	15 818
Franche-Comté	1 257	2 479	3 736	Alpes-de-Hte-Provence*			
Loire-Atlantique	1191	2 701	3 892	et Hautes-Alpes*	468	926	1 394
Maine-et-Loire	1259	3 517	4 776	Alpes-Maritimes	345	1 292	1 637
Mayenne	902	1 125	2 027	Bouches-du-Rhône	548	3 974	4 522
Sarthe	827	2 649	3 476	Var	484	2 165	2 649
Vendée	1255	2 891	4 146	Vaucluse	689	3 636	4 325
Pays-de-la-Loire	5 434	12 883	18 317	Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 534	11 993	14 527
Côtes-d'Armor	1380	2 914	4 294	Corse	301	585	886
Finistère	1195	2 383	3 578	TOTAL		53 676	151 007
Ille-et-Vilaine	1420	3 067	4 487				204 683
Morbihan	1203	2 278	3 481				
Bretagne	5 198	10 642	15 840				

Source : MSA

* Départements réunis pour cette donnée.

2.6 Les bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et de précarité au régime agricole

2.61 Historique des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité

Les prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité comprennent :

- les Allocations Familiales (AF) ;
- le Complément Familial (CF) ;
- l'Allocation de Rentrée Scolaire (ARS) ;
- les Prestations conventionnelles (PCO) ;
- l'Allocation de Soutien Familial (ASF) ;
- l'Allocation Journalière de Présence Parentale (AJPP et ses compléments) remplace depuis le 1er mai 2006, l'Allocation de Présence Parentale (APP créée en 2001) ;
- l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) remplace depuis le 1er janvier 2006, l'AES (Allocation d'Education Spéciale créée le 30 juin 1975) ;
- l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et ses compléments.

Les aides au logement regroupent

- l'Allocation Logement à caractère Familial (ALF) ;
- l'Allocation Logement à caractère Social (ALS) ;
- l'Aide Personnalisée au Logement (APL).

La Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE), créée en janvier 2004 regroupe :

- la Prime à la Naissance ou à l'adoption (PPN)
- l'Allocation de Base (PAB)
- le Complément de libre Choix du mode de Garde (PCG)
- le Complément de libre Choix d'Activité (PCA)
- le Complément Optionnel de libre Choix d'Activité (COLCA).

La PAJE s'est substituée progressivement aux anciennes prestations dédiées à la petite enfance :

- l'Allocation Pour Jeune Enfant (APJE) ;
- l'Allocation d'Adoption (ADO) ;
- l'Allocation Parentale d'Education (APE) ;
- l'Allocation de Garde d'Enfant à Domicile (AGED) ;
- l'Aide à la Famille pour l'Emploi d'une Assistante Maternelle Agréée (AFEAMA) ;

Le Revenu de Solidarité Active (RSA), remplace depuis le 1er juin 2009, l'Allocation de parent isolé (API) et le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) et les mesures d'intéressement liées à ces prestations.

A partir du 1^{er} juillet 2009, le Revenu de solidarité active (rSa) entre en vigueur et remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI) et l'Allocation de parent isolé (API).

Une famille peut avoir plusieurs prestations mais n'est comptée qu'une seule fois. De même, chaque enfant à charge au sens de la législation familiale pour cette famille n'est compté qu'une seule fois.

Tableau 31

Nombre de familles bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité et/ou de précarité et nombre d'enfants à charge de 2009 à 2013 aux régimes agricoles au 31 décembre

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Non-salariés agricoles						
Nombre de familles	178 491	173 068	168 796	162 934	154 872	-4,9
Nombre d'enfants	181 761	174 122	167 472	160 978	154 848	-3,8
Salariés agricoles						
Nombre de familles	254 234	249 541	247 390	246 409	244 798	-0,7
Nombre d'enfants	290 027	286 694	282 959	282 507	283 303	0,3
Régime indéterminé*						
Nombre de familles	1 038	1 090	1 082	1 238	1 477	19,3
Nombre d'enfants	632	962	874	1 134	1 495	31,8
Total régime agricole						
Nombre de familles	433 763	423 699	417 268	410 581	401 147	-2,3
Nombre d'enfants	472 420	461 778	451 305	444 619	439 646	-1,1

Source : MSA

* L'information sur le régime d'affiliation n'est pas remontée dans le flux statistique.

2.62 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiales, de logement, d'invalidité et/ou de précarité en 2013

Tableau 32

**Nombre de familles bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité et/ou de précarité
et nombre d'enfants à charge au 31 décembre 2013***

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Île-de-France	923	1 653	7 036	11 006	7 959	12 659
Ardennes	781	1 252	1221	1647	2 002	2 899
Aube	767	1 280	2345	2949	3 112	4 229
Marne	1 466	2 775	4291	6351	5 757	9 126
Haute-Marne	690	953	1076	1167	1 766	2 120
Champagne-Ardennes	3 704	6 260	8 933	12 114	12 637	18 374
Aisne	932	1 636	3451	4526	4 383	6 162
Oise	643	1 157	2930	3605	3 573	4 762
Somme	1 006	1 503	2332	3098	3 338	4 601
Picardie	2 581	4 296	8 713	11 229	11 294	15 525
Eure	906	1 218	1900	2131	2 806	3 349
Seine-Maritime	1 610	1 770	2882	3333	4 492	5 103
Haute-Normandie	2 516	2 988	4 782	5 464	7 298	8 452
Cher	981	942	1949	1871	2 930	2 813
Eure-et-Loir	707	833	1579	1840	2 286	2 673
Indre	1 287	1 088	1365	1030	2 652	2 118
Indre-et-Loire	1 300	1 245	2841	2880	4 141	4 125
Loir-et-Cher	952	894	2315	2884	3 267	3 778
Loiret	863	981	2868	3547	3 731	4 528
Centre	6 090	5 983	12 917	14 052	19 007	20 035
Calvados	1 970	1 992	3491	3857	5 461	5 849
Manche	4 373	3 302	4087	4326	8 460	7 628
Orne	2 287	2 543	1953	2189	4 240	4 732
Basse-Normandie	8 630	7 837	9 531	10 372	18 161	18 209
Côte-d'or	1 134	1 476	2113	2679	3 247	4 155
Nièvre	998	1 031	1151	1041	2 149	2 072
Saône-et-Loire	2 883	2 337	2872	3077	5 755	5 414
Yonne	920	1 143	1965	2350	2 885	3 493
Bourgogne	5 935	5 987	8 101	9 147	14 036	15 134
Nord	1 695	2 276	4333	5506	6 028	7 782
Pas-de-Calais	2 060	2 940	6304	8431	8 364	11 371
Nord-Pas-de-Calais	3 755	5 216	10 637	13 937	14 392	19 153
Meurthe-et-Moselle	757	1 091	1597	1721	2 354	2 812
Meuse	788	1 109	986	1288	1 774	2 397
Moselle	706	955	1001	1330	1 707	2 285
Vosges	1 150	1 276	1560	1942	2 710	3 218
Lorraine	3 401	4 431	5 144	6 281	8 545	10 712
Bas-Rhin	813	959	1910	2788	2 723	3 747
Haut-Rhin	607	871	1551	1999	2 158	2 870
Alsace	1 420	1 830	3 461	4 787	4 881	6 617
Doubs	1 238	2 084	1333	1725	2 571	3 809
Jura	1 010	1 216	955	1127	1 965	2 343
Haute-Saône (1)						
et Terr. de Belfort (1)	931	1 037	1 214	1462	2 145	2 499
Franche-Comté	3 179	4 337	3 502	4 314	6 681	8 651
Loire-Atlantique	3 761	3 589	4 963	6403	8 724	9 992
Maine-et-Loire	4 576	4 379	7 148	8898	11 724	13 277
Mayenne	3 867	4 225	2 222	2635	6 089	6 860
Sarthe	2 525	2 218	3 190	3631	5 715	5 849
Vendée	4 790	3 552	3 689	4824	8 479	8 376
Pays-de-la-Loire	19 519	17 963	21 212	26 391	40 731	44 354
Côtes-d'Armor	4 911	4 938	5 566	7394	10 477	12 332
Finistère	4 161	3 622	5 883	7579	10 044	11 201
Ille-et-Vilaine	5 580	5 066	4 577	5691	10 157	10 757
Morbihan	3 932	3 820	6 050	7914	9 982	11 734
Bretagne	18 584	17 446	22 076	28 578	40 660	46 024

(1) Départements réunis pour cette donnée.

**Nombre de familles bénéficiaires d'au moins une prestation familiale, de logement, d'invalidité et/ou de précarité
et nombre d'enfants à charge au 31 décembre 2013* (suite)**

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Charente	1 848	1 411	2629	2283	4 477	3 694
Charente-Maritime	1 754	1 334	4938	4958	6 692	6 292
Deux-Sèvres	3 508	3 224	4105	5699	7 613	8 923
Vienne	1 848	1 528	2978	2750	4 826	4 278
Poitou-Charentes	8 958	7 497	14 650	15 690	23 608	23 187
Dordogne	2 338	1 738	3456	3516	5 794	5 254
Gironde	1 889	1 814	10000	11572	11 889	13 386
Landes	1 501	1 203	2725	3177	4 226	4 380
Lot-et-Garonne	2 020	1 562	4707	5347	6 727	6 909
Pyrénées-Atlantiques	2 860	3 175	2792	3119	5 652	6 294
Aquitaine	10 608	9 492	23 680	26 731	34 288	36 223
Ariège	943	836	841	611	1 784	1 447
Aveyron	3 924	3 965	2013	2505	5 937	6 470
Haute-Garonne	1 433	1 150	2472	2561	3 905	3 711
Gers	1 757	1 431	1771	1964	3 528	3 395
Lot	1 478	1 257	1220	1289	2 698	2 546
Hauts-Pyrénées	997	771	768	697	1 765	1 468
Tarn	1 981	1 886	2166	2681	4 147	4 567
Tarn-et-Garonne	1 443	1 132	2484	2859	3 927	3 991
Midi-Pyrénées	13 956	12 428	13 735	15 167	27 691	27 595
Corrèze	1 602	1 109	1381	1073	2 983	2 182
Creuse	1 779	1 417	934	686	2 713	2 103
Haute-Vienne	1 785	1 410	1873	1566	3 658	2 976
Limousin	5 166	3 936	4 188	3 325	9 354	7 261
Ain	1 492	1 300	1887	2120	3 379	3 420
Ardèche	2 074	1 559	1511	1582	3 585	3 141
Drôme	1 685	1 860	3413	3784	5 098	5 644
Isère	1 507	1 579	1947	2691	3 454	4 270
Loire	2 418	2 228	2051	2512	4 469	4 740
Rhône	1 802	2 021	3141	3785	4 943	5 806
Savoie	768	785	932	1244	1 700	2 029
Haute-Savoie	1 040	1 443	1378	2071	2 418	3 514
Rhône-Alpes	12 786	12 775	16 260	19 789	29 046	32 564
Allier	2 090	1 765	1873	1305	3 963	3 070
Cantal	2 439	2 009	1245	1071	3 684	3 080
Haute-Loire	2 785	2 230	842	1034	3 627	3 264
Puy-de-Dôme	2 293	1 818	1679	2121	3 972	3 939
Auvergne	9 607	7 822	5 639	5 531	15 246	13 353
Aude	1 492	1 405	2173	2312	3 665	3 717
Gard	1 507	1 810	5965	5663	7 472	7 473
Hérault	1 904	2 131	5824	5713	7 728	7 844
Lozère	1 276	1 145	517	494	1 793	1 639
Pyrénées-Orientales	1 099	1 002	3791	3507	4 890	4 509
Languedoc-Roussillon	7 278	7 493	18 270	17 689	25 548	25 182
Alpes-de-Hte-Provence (1)		720		917		1 637
et Hautes-Alpes (1)	1 274	663	1 499	626	2 773	1 289
Alpes-Maritimes	612	685	1856	1652	2 468	2 337
Bouches-du-Rhône	1 170	1 385	5777	4661	6 947	6 046
Var	1 128	1 493	4313	4443	5 441	5 936
Vaucluse	1 281	1 500	7160	7597	8 441	9 097
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 465	6 446	20 605	19 896	26 070	26 342
Corse	811	732	1 726	1 813	2 537	2 545
TOTAL	154 872	154 848	244 798	283 303	399 670	438 151

Source : MSA

(1) Départements réunis pour cette donnée.

* Non inclus 1 477 familles et 1 495 enfants non ventilés selon le régime.

2.63 Historique des bénéficiaires de prestations familiales

Les prestations familiales peuvent se classer en trois catégories : les prestations liées à l'entretien des enfants, les prestations liées à la naissance ou l'accueil d'un jeune enfant et les prestations servies pour des situations particulières des enfants ou des parents.

- **Allocations liées à l'entretien des enfants** : Allocations familiales (AF), Allocation de rentrée scolaire (ARS) non servie au premier semestre, Complément familial (CF), Prestations conventionnelles (PCO).
- **Allocations liées à la naissance ou l'accueil d'un jeune enfant** : Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje), Allocation pour jeune enfant (APJE), Allocation d'adoption (AA), Allocation parentale d'éducation (APE), Allocation de garde d'enfant à domicile (Aged), Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama).
- **Allocations liées à des situations particulières des enfants ou des parents** : Allocation d'éducation spéciale (AES) remplacée par l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) au 1^{er} janvier 2006, Allocation de présence parentale (APP), Allocation de parent isolé (API) remplacée par le Revenu de solidarité active (rSa) depuis le 1^{er} juin 2009, Allocation de soutien familial (ASF).

L'Allocation logement à caractère familial (ALF) a la particularité de pouvoir être associée aux prestations familiales et/ou aux aides au logement. Elle est donc prise en compte dans les tableaux relatifs aux prestations familiales et dans les tableaux concernant les prestations logement.

Une famille peut avoir plusieurs prestations mais n'est comptée qu'une seule fois. De même, chaque enfant à charge au sens de la législation familiale pour cette famille n'est compté qu'une seule fois.

Tableau 33

Nombre de familles bénéficiaires de prestations familiales et nombre d'enfants à charge de 2009 à 2013 aux régimes agricoles au 31 décembre

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Non-salariés agricoles						
Nombre de familles	83 621	80 012	77 447	74 576	71 345	-4,3
Nombre d'enfants	180 952	173 131	166 525	160 113	153 999	-3,8
Salariés agricoles						
Nombre de familles	144 121	142 639	141 163	140 813	140 813	0,0
Nombre d'enfants	287 110	283 684	279 967	279 488	280 200	0,3
Régime indéterminé*						
Nombre de familles	635	668	584	671	912	35,9
Nombre d'enfants	619	952	863	1 122	1 480	31,9
Total régime agricole						
Nombre de familles	228 377	223 319	219 194	216 060	213 070	-1,4
Nombre d'enfants	468 681	457 767	447 355	439 601	435 679	-0,9

Source : MSA

* L'information sur le régime d'affiliation n'est pas remontée dans le flux statistique.

nr : non renseigné.

Télécharger les données au format Excel :



2.64 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations familiales au 31 décembre 2013

Tableau 34

**Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales
au régime agricole par département en 2013***

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Ile-de-France	695	1 649	5 393	10 950	6 088	12 599
Ardennes	555	1 249	784	1 633	1 339	2 882
Aube	577	1 278	1 420	2 910	1 997	4 188
Marne	1 275	2 771	3 160	6 304	4 435	9 075
Haute-Marne	421	948	554	1 150	975	2 098
Champagne-Ardennes	2 828	6 246	5 918	11 997	8 746	18 243
Aisne	697	1 633	2 142	4 471	2 839	6 104
Oise	479	1 156	1 751	3 552	2 230	4 708
Somme	678	1 498	1 493	3 069	2 171	4 567
Picardie	1 854	4 287	5 386	11 092	7 240	15 379
Eure	545	1 214	1 060	2 115	1 605	3 329
Seine-Maritime	777	1 761	1 702	3 312	2 479	5 073
Haute-Normandie	1 322	2 975	2 762	5 427	4 084	8 402
Cher	438	930	960	1 852	1 398	2 782
Eure-et-Loir	360	829	931	1 827	1 291	2 656
Indre	523	1 081	546	1 019	1 069	2 100
Indre-et-Loire	555	1 239	1 427	2 860	1 982	4 099
Loir-et-Cher	417	888	1 430	2 859	1 847	3 747
Loiret	428	979	1 728	3 493	2 156	4 472
Centre	2 721	5 946	7 022	13 910	9 743	19 856
Calvados	922	1 988	1 867	3 815	2 789	5 803
Manche	1 551	3 288	2 102	4 292	3 653	7 580
Orne	1 117	2 538	1 055	2 175	2 172	4 713
Basse-Normandie	3 590	7 814	5 024	10 282	8 614	18 096
Côte-d'or	673	1 475	1 325	2 661	1 998	4 136
Nièvre	494	1 024	543	1 033	1 037	2 057
Saône-et-Loire	1 104	2 322	1 518	3 050	2 622	5 372
Yonne	520	1 135	1 154	2 323	1 674	3 458
Bourgogne	2 791	5 956	4 540	9 067	7 331	15 023
Nord	963	2 269	2 614	5 449	3 577	7 718
Pas-de-Calais	1 270	2 937	3 879	8 334	5 149	11 271
Nord-Pas-de-Calais	2 233	5 206	6 493	13 783	8 726	18 989
Meurthe-et-Moselle	492	1 087	870	1 708	1 362	2 795
Meuse	482	1 100	639	1 278	1 121	2 378
Moselle	434	953	676	1 320	1 110	2 273
Vosges	574	1 275	930	1 912	1 504	3 187
Lorraine	1 982	4 415	3 115	6 218	5 097	10 633
Bas-Rhin	433	957	1 396	2 777	1 829	3 734
Haut-Rhin	406	870	990	1 982	1 396	2 852
Alsace	839	1 827	2 386	4 759	3 225	6 586
Doubs	862	2 082	868	1 715	1 730	3 797
Jura	520	1 212	558	1 111	1 078	2 323
Haute-Saône (1)						
Terr. de Belfort (1)	466	1 032	731	1 445	1 197	2 477
Franche-Comté	1 848	4 326	2 157	4 271	4 005	8 597
Loire-Atlantique	1 567	3 576	3 112	6 357	4 679	9 933
Maine-et-Loire	1 849	4 367	4 218	8 819	6 067	13 186
Mayenne	1 783	4 221	1 254	2 629	3 037	6 850
Sarthe	1 010	2 214	1 787	3 608	2 797	5 822
Vendée	1 591	3 535	2 336	4 806	3 927	8 341
Pays-de-la-Loire	7 800	17 913	12 707	26 219	20 507	44 132
Côtes-d'Armor	2 157	4 927	3 563	7 350	5 720	12 277
Finistère	1 643	3 615	3 706	7 522	5 349	11 137
Ille-et-Vilaine	2 151	5 057	2 718	5 638	4 869	10 695
Morbihan	1 664	3 810	3 702	7 858	5 366	11 668
Bretagne	7 615	17 409	13 689	28 368	21 304	45 777

(1) Départements réunis pour le nombre de familles.

**Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales
au régime agricole par département en 2013* (suite)**

Régions et départements	Non-salariés		Salariés		Total	
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Nombre d'enfants
Charente	698	1 397	1 185	2 253	1 883	3 650
Charente-Maritime	661	1 326	2 594	4 923	3 255	6 249
Deux-Sèvres	1 453	3 218	2 766	5 662	4 219	8 880
Vienne	721	1 523	1 408	2 734	2 129	4 257
Poitou-Charentes	3 533	7 464	7 953	15 572	11 486	23 036
Dordogne	895	1 724	1 788	3 483	2 683	5 207
Gironde	884	1 797	5 773	11 440	6 657	13 237
Landes	575	1 198	1 623	3 154	2 198	4 352
Lot-et-Garonne	757	1 543	2 665	5 296	3 422	6 839
Pyrénées-Atlantiques	1 534	3 154	1 607	3 086	3 141	6 240
Aquitaine	4 645	9 416	13 456	26 459	18 101	35 875
Ariège	423	827	315	601	738	1 428
Aveyron	1 911	3 944	1 283	2 495	3 194	6 439
Haute-Garonne	560	1 137	1 332	2 529	1 892	3 666
Gers	696	1 420	1 041	1 954	1 737	3 374
Lot	617	1 243	670	1 278	1 287	2 521
Hautes-Pyrénées	391	762	350	691	741	1 453
Tarn	936	1 877	1 359	2 647	2 295	4 524
Tarn-et-Garonne	561	1 118	1 385	2 809	1 946	3 927
Midi-Pyrénées	6 095	12 328	7 735	15 004	13 830	27 332
Corrèze	569	1 095	554	1 055	1 123	2 150
Creuse	705	1 393	349	680	1 054	2 073
Haute-Vienne	701	1 396	785	1 551	1 486	2 947
Limousin	1 975	3 884	1 688	3 286	3 663	7 170
Ain	558	1 293	1 031	2 105	1 589	3 398
Ardèche	735	1 542	794	1 549	1 529	3 091
Drôme	870	1 847	1 903	3 692	2 773	5 539
Isère	742	1 571	1 358	2 670	2 100	4 241
Loire	1 019	2 214	1 233	2 501	2 252	4 715
Rhône	909	2 013	1 797	3 735	2 706	5 748
Savoie	368	782	628	1 231	996	2 013
Haute-Savoie	643	1 441	1 024	2 059	1 667	3 500
Rhône-Alpes	5 844	12 703	9 768	19 542	15 612	32 245
Allier	822	1 752	687	1 292	1 509	3 044
Cantal	1 055	1 979	564	1 063	1 619	3 042
Haute-Loire	1 089	2 216	515	1 024	1 604	3 240
Puy-de-Dôme	925	1 801	1 103	2 108	2 028	3 909
Auvergne	3 891	7 748	2 869	5 487	6 760	13 235
Aude	737	1 373	1 171	2 279	1 908	3 652
Gard	872	1 795	2 741	5 496	3 613	7 291
Hérault	1 030	2 106	2 847	5 618	3 877	7 724
Lozère	564	1 126	251	489	815	1 615
Pyrénées-Orientales	518	982	1 792	3 456	2 310	4 438
Languedoc-Roussillon	3 721	7 382	8 802	17 338	12 523	24 720
Alpes-de-Haute-Provence (1)		716		895		1 611
Hautes-Alpes (1)	689	660	809	620	1 498	1 280
Alpes-Maritimes	344	683	884	1 635	1 228	2 318
Bouches-du-Rhône	667	1 372	3 239	4 523	3 906	5 895
Var	717	1 484	2 233	4 341	2 950	5 825
Vaucluse	731	1 484	3 810	7 378	4 541	8 862
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 148	6 399	10 975	19 392	14 123	25 791
Corse	375	706	975	1 777	1 350	2 483
TOTAL	71 345	153 999	140 813	280 200	212 158	434 199

Source : MSA

(1) Départements réunis pour le nombre de familles.

* Sont inclus 912 familles et 1480 enfants non ventilées.

2.65 Historique des bénéficiaires de prestations logement de 2009 à 2013

Il existe trois aides au logement : l'Allocation logement à caractère familial (ALF), l'Allocation logement à caractère social (ALS) et l'Aide personnalisée au logement (APL). Ces allocations logement ont pour objet d'améliorer les conditions d'habitation des plus défavorisés. Leur attribution et leur montant dépendent des ressources des allocataires, du nombre d'enfants à charge, du loyer réel ou des mensualités de remboursement, des charges annexes, d'un loyer minimum de référence et du lieu d'implantation du logement. Ces paramètres sont fixés par décret chaque année au 1^{er} janvier.

L'Allocation logement à caractère familial (ALF) a la particularité de pouvoir être associée aux prestations familiales et/ou aux aides au logement. Elle est donc prise en compte dans les tableaux relatifs aux prestations familiales et dans les tableaux concernant les prestations logement.

Tableau 35

Nombre de familles bénéficiaires de prestations logement de 2009 à 2013 au 31 décembre

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Allocation logement à caractère familial (ALF)	13 404	12 680	13 220	12 344	11 190	-9,3
Allocation logement à caractère social (ALS)	53 546	50 718	48 838	46 488	42 709	-8,1
Aide personnalisée au logement (APL)	36 617	35 876	36 156	35 053	33 641	-4,0
Total non-salariés	103 567	99 274	98 214	93 885	87 540	-6,8
Allocation logement à caractère familial (ALF)	28 277	26 392	25 671	25 261	25 067	-0,8
Allocation logement à caractère social (ALS)	58 335	55 193	53 749	52 892	51 072	-3,4
Aide personnalisée au logement (APL)	58 528	57 440	57 435	57 581	57 435	-0,3
Total salariés	145 140	139 025	136 855	135 734	133 574	-1,6
Régime indéterminé*	303	336	388	512	466	-9,0
Total régime agricole	249 010	238 635	235 457	230 131	221 580	-3,7

Source : MSA

* L'information sur le régime d'affiliation n'est pas remontée dans le flux statistique.

nr : non renseigné

2.66 Ventilation départementale des bénéficiaires de prestations logement en 2013

Tableau 36

Nombre de familles bénéficiaires de prestations logement au 31 décembre 2013*
Ventilation départementale et régionale

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	254	2 315	2 569	Charente	1 078	1 641	2 719
Ardennes	254	599	853	Charente-Maritime	1 041	2 710	3 751
Aube	194	1 274	1 468	Deux-Sèvres	2 218	1 849	4 067
Marne	210	1 646	1 856	Vienne	1 143	1 766	2 909
Haute-Marne	292	629	921	Poitou-Charentes	5 480	7 966	13 446
Champagne-Ardennes	950	4 148	5 098	Dordogne	1 423	2 188	3 611
Aisne	264	1 916	2 180	Gironde	942	5 556	6 498
Oise	158	1 502	1 660	Landes	943	1 498	2 441
Somme	333	1 192	1 525	Lot-et-Garonne	1 222	2 899	4 121
Picardie	755	4 610	5 365	Pyrénées-Atlantiques	1 321	1 370	2 691
Eure	366	999	1 365	Aquitaine	5 851	13 511	19 362
Seine-Maritime	825	1 566	2 391	Ariège	529	552	1 081
Haute-Normandie	1 191	2 565	3 756	Aveyron	2 016	910	2 926
Cher	523	1 110	1 633	Haute-Garonne	834	1 309	2 143
Eure-et-Loir	335	743	1 078	Gers	921	892	1 813
Indre	755	841	1 596	Lot	823	617	1 440
Indre-et-Loire	750	1 610	2 360	Hautes-Pyrénées	527	441	968
Loir-et-Cher	516	1 296	1 812	Tarn	1 074	1 129	2 203
Loiret	444	1 511	1 955	Tarn-et-Garonne	774	1 490	2 264
Centre	3 323	7 111	10 434	Midi-Pyrénées	7 498	7 340	14 838
Calvados	1 109	2 001	3 110	Corrèze	948	855	1 803
Manche	2 887	2 400	5 287	Creuse	1 044	643	1 687
Orne	1 295	1 109	2 404	Haute-Vienne	959	1 176	2 135
Basse-Normandie	5 291	5 510	10 801	Limousin	2 951	2 674	5 625
Côte-d'or	482	990	1 472	Ain	989	1 022	2 011
Nièvre	507	681	1 188	Ardèche	1 444	937	2 381
Saône-et-Loire	1 858	1 615	3 473	Drôme	916	2 058	2 974
Yonne	389	1 015	1 404	Isère	830	828	1 658
Bourgogne	3 236	4 301	7 537	Loire	1 598	1 008	2 606
Nord	711	2 233	2 944	Rhône	1 026	1 649	2 675
Pas-de-Calais	846	3 500	4 346	Savoie	428	402	830
Nord-Pas-de-Calais	1 557	5 733	7 290	Haute-Savoie	467	445	912
Meurthe-et-Moselle	282	864	1 146	Rhône-Alpes	7 698	8 349	16 047
Meuse	299	488	787	Allier	1 318	1 273	2 591
Moselle	272	421	693	Cantal	1 507	742	2 249
Vosges	632	818	1 450	Haute-Loire	1 746	379	2 125
Lorraine	1 485	2 591	4 076	Puy-de-Dôme	1 357	694	2 051
Bas-Rhin	368	767	1 135	Auvergne	5 928	3 088	9 016
Haut-Rhin	226	722	948	Aude	767	1 320	2 087
Alsace	594	1 489	2 083	Gard	800	4 518	5 318
Doubs	523	583	1 106	Hérault	1 016	3 917	4 933
Jura	534	505	1 039	Lozère	774	287	1 061
Haute-Saône (1)				Pyrénées-Orientales	604	2 598	3 202
et Terr. de Belfort (1)	477	665	1 142	Languedoc-Roussillon	3 961	12 640	16 601
Franche-Comté	1 534	1 753	3 287	Alpes-de-Hte-Provence(1)			
Loire-Atlantique	2 512	2 233	4 745	et Hautes-Alpes (1)	680	962	1 642
Maine-et-Loire	3 161	3 958	7 119	Alpes-Maritimes	299	1 059	1 358
Mayenne	2 386	1 143	3 529	Bouches-du-Rhône	573	3 445	4 018
Sarthe	1 650	1 759	3 409	Var	510	2 767	3 277
Vendée	3 464	1 743	5 207	Vaucluse	631	5 104	5 735
Pays-de-la-Loire	13 173	10 836	24 009	Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 693	13 337	16 030
Côtes-d'Armor	2 958	2 552	5 510	Corse	431	1 192	1 623
Finistère	2 631	2 795	5 426	TOTAL	87 540	133 574	221 114
Ille-et-Vilaine	3 709	2 277	5 986				
Morbihan	2 408	2 891	5 299				
Bretagne	11 706	10 515	22 221				

Source : MSA

(1) Départements réunis pour cette donnée.

(2) Non incluses 466 familles non ventilées en 2013

2.67 Les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2013

Le Revenu de solidarité active (RSA) est entré en vigueur le 1er juin 2009. Il concerne les personnes exerçant ou reprenant une activité professionnelle, qui peuvent ainsi cumuler revenus du travail et revenus issus de la solidarité. Il concerne les anciens bénéficiaires du RMI (revenu minimum d'insertion) ou de l'API (allocation de parent isolé) et également les personnes sans activité. Le RSA décroît progressivement à mesure que les revenus du travail augmentent.

Le RSA permet de simplifier les minima sociaux. Au lieu de recevoir plusieurs aides séparées (allocation de parent isolé ou RMI ou intéressement proportionnel et forfaitaire à la reprise d'activité) et qui ont des règles complexes, les personnes reçoivent une aide unique qui intègre plusieurs prestations sociales

- le RSA socle est financé par le département et remplace le RMI et l'API. Il complète les revenus du foyer pour qu'ils atteignent le montant forfaitaire garanti par le RSA.
- le RSA activité est le complément de revenus professionnels financé par l'Etat et concerne les personnes exerçant une activité professionnelle.

Le droit payable (ou droit versable) signifie que le foyer bénéficiaire remplit toutes les conditions nécessaires au calcul du montant de la prestation RSA, et que ce montant est supérieur au seuil de versement de 6 euros en deçà duquel la prestation n'est pas versée.

A partir du 1^{er} septembre 2010, le RSA est versé aux personnes âgées de moins de 25 ans si elles sont en situation d'isolement avec un enfant à charge ou à naître. Celles-ci bénéficient alors d'une majoration de leur prestation pour isolement (RSA majoré).

Le RSA est également accessible aux jeunes âgés de 18 à 25 ans sans enfant à charge, avec une condition préalable d'activité professionnelle. Ces nouveaux allocataires bénéficient du RSA non majoré, et peuvent prétendre aussi bien au RSA socle qu'au RSA activité.

Au 1^{er} septembre 2010, le dispositif du revenu de solidarité active (RSA) a été élargi aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans, sans enfant à charge ni grossesse en cours, résidant en France métropolitaine. Le montant du RSA jeunes est calculé de la même façon que celui du RSA non majoré, qu'il s'agisse du RSA socle seul, du RSA socle et activité ou du RSA activité seul. Cependant une condition préalable d'activité professionnelle est exigée. Les allocataires du RSA jeunes doivent en effet avoir exercé une activité pendant au moins 3 214 heures (soit deux fois la durée légale annuelle du travail), autrement dit l'équivalent de deux années d'activité à temps plein. Cette condition doit être remplie au cours d'une durée de trois ans précédant la demande de RSA jeunes (en cas de périodes de chômage indemnisé, cette durée peut être prolongée au maximum de six mois).

Pour les activités non salariées, la condition d'activité est appréciée par référence au montant du chiffre d'affaires : il faut pouvoir justifier d'un montant minimum de chiffre d'affaires, variable en fonction du secteur d'activité (régime agricole ou autre).

Tableau 37

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable au RSA de mars 2012 à décembre 2013

	mars 2012	juin 2012	septembre 2012	décembre 2012	mars 2013	juin 2013	septembre 2013	décembre 2013	Evolution décembre 2013/décembre 2012 en %
Socle seulement (1)	13 739	13 534	13 075	13 454	14 080	14 311	13 962	13 918	3,4
Activité seulement (2)	12 679	13 166	13 098	13 162	12 250	12 765	13 274	13 026	-1,0
Socle + activité (3)	7 184	7 064	6 918	7 260	6 762	6 696	7 156	7 274	0,2
Total	33 602	33 764	33 091	33 876	33 092	33 772	34 392	34 218	1,0
rSa socle (= 1 + 3)	20 923	20 598	19 993	20 714	20 842	21 007	21 118	21 192	2,3
rSa activité (= 2 + 3)	19 863	20 230	20 016	20 422	19 012	19 461	20 430	20 300	-0,6
Non salariés	10 626	10 752	10 695	11 174	10 423	10 522	10 974	10 955	-2,0
Salariés	22 976	23 012	22 396	22 702	22 669	23 250	23 418	23 263	2,5
Généralisé non majoré	32 081	32 217	31 622	32 386	31 709	32 382	33 005	32 841	1,4
Généralisé majoré	1227	1248	1196	1232	1147	1133	1139	1145	-7,1
Jeunes	294	299	273	258	236	257	248	232	-10,1

Source : MSA

2.68 Ventilation départementale des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) en 2013

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable au rSa en décembre 2013

Régions et départements	Total	Régime		Composante du rSa		
		SA	NSA	Socle seul	Socle et activité	Activité seul
Ile-de-France	251	220	31	92	36	123
Ardennes	245	169	76	111	35	99
Aube	486	463	23	298	71	117
Marne	278	265	13	101	50	127
Haute-Marne	283	243	40	156	39	88
Champagne-Ardenne	1 292	1 140	152	666	195	431
Aisne	391	368	23	173	53	165
Oise	367	337	30	193	60	114
Somme	321	242	79	101	59	161
Picardie	1 079	947	132	467	172	440
Eure	263	223	40	115	36	112
Seine-Maritime	307	201	106	73	61	173
Haute-Normandie	570	424	146	188	97	285
Cher	389	257	132	167	84	138
Eure-et-Loir	139	108	31	49	24	66
Indre	193	94	99	56	46	91
Indre-et-Loire	322	237	85	144	70	108
Loir-et-Cher	297	225	72	135	55	107
Loiret	271	234	37	119	34	118
Centre	1 611	1 155	456	670	313	628
Calvados	479	375	104	209	81	189
Manche	485	275	210	108	141	236
Orne	249	150	99	97	56	96
Basse-Normandie	1 213	800	413	414	278	521
Côte-d'or	207	162	45	60	46	101
Nièvre	225	118	107	86	54	85
Saône-et-Loire	445	285	160	182	87	176
Yonne	266	216	50	125	41	100
Bourgogne	1 143	781	362	453	228	462
Nord	750	632	118	284	107	359
Pas-de-Calais	1 554	1 421	133	799	198	557
Nord-Pas-de-Calais	2 304	2 053	251	1 083	305	916
Meurthe-et-Moselle	324	276	48	192	40	92
Meuse	124	77	47	54	20	50
Moselle	122	81	41	53	18	51
Vosges	354	234	120	145	68	141
Lorraine	924	668	256	444	146	334
Bas-Rhin	138	122	16	33	25	80
Haut-Rhin	174	158	16	37	29	108
Alsace	312	280	32	70	54	188
Doubs	134	100	34	49	24	61
Jura	188	128	60	74	28	86
Haute-Saône	177	124	53	68	20	89
Terr. de Belfort	33	26	7	11	6	16
Franche-Comté	532	378	154	202	78	252
Loire-Atlantique	399	288	111	166	59	174
Maine-et-Loire	684	601	83	297	104	283
Mayenne	175	132	43	73	42	60
Sarthe	247	203	44	91	40	116
Vendée	281	173	108	108	57	116
Pays-de-la-Loire	1 786	1 397	389	735	302	749
Côtes-d'Armor	555	382	173	205	115	235
Finistère	592	408	184	273	113	206
Ille-et-Vilaine	354	196	158	161	63	130
Morbihan	705	553	152	398	91	216
Bretagne	2 206	1 539	667	1 037	382	787

Nombre de foyers bénéficiaires d'un droit payable au rSa en décembre 2013 (suite)

Régions et départements	Total	Régime		Composante du rSa		
		SA	NSA	socle seul	socle et activité	activité seul
Charente	514	275	239	251	116	147
Charente-Maritime	872	664	208	396	185	291
Deux-Sèvres	356	270	86	98	63	195
Vienne	434	290	144	214	71	149
Poitou-Charentes	2 176	1 499	677	959	435	782
Dordogne	424	293	131	153	127	144
Gironde	1 054	795	259	359	274	421
Landes	213	138	75	75	46	92
Lot-et-Garonne	633	471	162	271	132	230
Pyrénées-Atlantiques	417	183	234	136	105	176
Aquitaine	2 741	1 880	861	994	684	1 063
Ariège	305	144	161	140	78	87
Aveyron	297	92	205	44	85	168
Haute-Garonne	306	186	120	134	59	113
Gers	282	147	135	85	93	104
Lot	180	56	124	41	51	88
Hautes-Pyrénées	213	75	138	80	62	71
Tarn	447	264	183	140	123	184
Tarn-et-Garonne	532	323	209	176	147	209
Midi-Pyrénées	2 562	1 287	1 275	840	698	1 024
Corrèze	316	152	164	91	76	149
Creuse	349	106	243	99	97	153
Haute-Vienne	483	217	266	169	162	152
Limousin	1 148	475	673	359	335	454
Ain	177	95	82	66	24	87
Ardèche	380	131	249	101	144	135
Drôme	705	554	151	323	180	202
Isère	227	89	138	90	45	92
Loire	377	205	172	134	86	157
Rhône	717	569	148	311	129	277
Savoie	88	48	40	31	14	43
Haute-Savoie	76	51	25	27	16	33
Rhône-Alpes	2 747	1 742	1 005	1 083	638	1 026
Allier	260	114	146	55	71	134
Cantal	446	68	378	154	100	192
Haute-Loire	274	56	218	60	63	151
Puy-de-Dôme	343	97	246	75	97	171
Auvergne	1 323	335	988	344	331	648
Aude	543	190	353	157	245	141
Gard	990	713	277	481	253	256
Hérault	1 136	828	308	510	256	370
Lozère	246	65	181	84	73	89
Pyrénées-Orientales	826	565	261	322	240	264
Languedoc-Roussillon	3 741	2 361	1 380	1 554	1 067	1 120
Alpes-de-Haute-Provence	153	50	103	75	35	43
Hautes-Alpes	107	61	46	41	23	43
Alpes-Maritimes	98	66	32	46	21	31
Bouches-du-Rhône	522	399	123	295	78	149
Var	484	367	117	275	81	128
Vaucluse	910	800	110	454	182	274
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 274	1 743	531	1 186	420	668
Corse	240	159	124	78	80	125
TOTAL	34 175	23 263	10 955	13 918	7 274	13 026

2.69 Historique des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de 2009 à 2013

L'Allocation aux adultes handicapés (AAH) est destinée à apporter une aide financière aux personnes handicapées disposant de revenus modestes.

Pour bénéficier de l'AAH, le demandeur doit résider de façon permanente en France ou être ressortissant d'un pays ayant conclu une convention de réciprocité en matière d'AAH, être âgé de plus de 16 ans et avoir cessé de réunir les conditions exigées pour ouvrir droit à l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH).

Il doit être atteint d'une incapacité permanente d'au moins 80 % ou depuis le 1^{er} janvier 1994 d'au moins 50 % lorsque compte tenu de son handicap, il se trouve dans l'impossibilité reconnue de se procurer un emploi.

L'allocation aux adultes handicapés (AAH) peut être versée à plusieurs membres d'une même famille.

Tableau 38

Nombre d'allocataires de l'AAH au 31 décembre de 2009 à 2013

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012 en %
Non-salariés	8 625	8 065	8 009	8 150	7 852	-3,7
Salariés	22 257	22 424	23 333	24 271	24 470	0,8
Régime indéterminé*	203	208	250	289	326	12,8
Total	31 085	30 697	31 592	32 710	32 648	-0,2

Source : MSA

* L'information sur le régime d'affiliation n'est pas remontée dans le flux statistique.

2.70 Ventilation départementale des familles bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés en 2013

Tableau 39

Nombre de familles bénéficiaires de l'AAH au régime agricole au 31 décembre 2013*

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
Ile-de-France	19	243	262	Charente	126	392	518
Ardennes	24	92	116	Charente-Maritime	91	877	968
Aube	13	202	215	Deux-Sèvres	133	265	398
Marne	30	226	256	Vienne	47	355	402
Haute-Marne	28	99	127	Poitou-Charentes	397	1 889	2 286
Champagne-Ardennes	95	619	714	Dordogne	179	369	548
Aisne	32	230	262	Gironde	105	1 319	1 424
Oise	21	259	280	Landes	63	248	311
Somme	41	145	186	Lot-et-Garonne	143	545	688
Picardie	94	634	728	Pyrénées-Atlantiques	227	423	650
Eure	29	165	194	Aquitaine	717	2 904	3 621
Seine-Maritime	46	155	201	Ariège	64	151	215
Haute-Normandie	75	320	395	Aveyron	410	239	649
Cher	41	218	259	Haute-Garonne	73	165	238
Eure-et-Loir	26	181	207	Gers	178	153	331
Indre	83	329	412	Lot	140	311	451
Indre-et-Loire	53	298	351	Hautes-Pyrénées	92	202	294
Loir-et-Cher	42	110	152	Tarn	162	107	269
Loiret	22	270	292	Tarn-et-Garonne	147	205	352
Centre	267	1 406	1 673	Midi-Pyrénées	1 266	1 533	2 799
Calvados	60	259	319	Corrèze	196	400	596
Manche	308	524	832	Creuse	160	194	354
Orne	69	83	152	Haute-Vienne	191	400	591
Basse-Normandie	437	866	1 303	Limousin	547	994	1 541
Côte-d'or	36	160	196	Ain	37	348	385
Nièvre	64	159	223	Ardèche	98	113	211
Saône-et-Loire	114	405	519	Drôme	89	219	308
Yonne	54	243	297	Isère	72	104	176
Bourgogne	268	967	1 235	Loire	114	223	337
Nord	86	553	639	Rhône	68	160	228
Pas-de-Calais	79	512	591	Savoie	48	78	126
Nord-Pas-de-Calais	165	1 065	1 230	Haute-Savoie	12	81	93
Meurthe-et-Moselle	27	192	219	Rhône-Alpes	538	1 326	1 864
Meuse	40	63	103	Allier	132	397	529
Moselle	38	59	97	Cantal	117	136	253
Vosges	41	136	177	Haute-Loire	314	79	393
Lorraine	146	450	596	Puy-de-Dôme	113	91	204
Bas-Rhin	31	88	119	Auvergne	676	703	1 379
Haut-Rhin	27	153	180	Aude	71	149	220
Alsace	58	241	299	Gard	37	406	443
Doubs	52	125	177	Hérault	109	608	717
Jura	49	51	100	Lozère	108	45	153
Haute-Saône				Pyrénées-Orientales	60	649	709
et Terr. de Belfort	70	128	198	Languedoc-Roussillon	385	1 857	2 242
Franche-Comté	171	304	475	Alpes-de-Haute-Provence	13	117	130
Loire-Atlantique	124	607	731	et Hautes-Alpes	26	42	68
Maine-et-Loire	105	409	514	Alpes-Maritimes	31	363	394
Mayenne	99	127	226	Bouches-du-Rhône	23	173	196
Sarthe	49	314	363	Var	42	424	466
Vendée	140	310	450	Vaucluse	33	415	448
Pays-de-la-Loire	517	1 767	2 284	Provence-Alpes-Côte d'Azur	168	1 534	1 702
Côtes-d'Armor	224	737	961	Corse	86	223	309
Finistère	181	679	860	TOTAL	7 852	24 470	32 322
Ille-et-Vilaine	206	451	657				
Morbihan	149	758	907				
Bretagne	760	2 625	3 385				

* Non incluses 326 familles non ventilées en 2013

Source : MSA

Régions et départements

ILE-DE-FRANCE

- 75 Paris
- 77 Seine-et-Marne
- 78 Yvelines
- 91 Essonne
- 92 Hauts-de-Seine
- 93 Seine-Saint-Denis
- 94 Val-de-Marne
- 95 Val-d'Oise

CHAMPAGNE-ARDENNE

- 08 Ardennes
- 10 Aube
- 51 Marne
- 52 Haute-Marne

PICARDIE

- 02 Aisne
- 60 Oise
- 80 Somme

HAUTE-NORMANDIE

- 27 Eure
- 76 Seine-Maritime

CENTRE

- 18 Cher
- 28 Eure-et-Loir
- 36 Indre
- 37 Indre-et-Loire
- 41 Loir-et-Cher
- 45 Loiret

BASSE-NORMANDIE

- 14 Calvados
- 50 Manche
- 61 Orne

BOURGOGNE

- 21 Côte-d'Or
- 58 Nièvre
- 71 Saône-et-Loire
- 89 Yonne

NORD-PAS-DE-CALAIS

- 59 Nord
- 62 Pas-de-Calais

LORRAINE

- 54 Meurthe-et-Moselle
- 55 Meuse
- 57 Moselle
- 88 Vosges

ALSACE

- 67 Bas-Rhin
- 68 Haut-Rhin

FRANCHE-COMTE

- 25 Doubs
- 39 Jura
- 70 Haute-Saône
- 90 Territoire-de-Belfort

PAYS-DE-LA-LOIRE

- 44 Loire-Atlantique
- 49 Maine-et-Loire
- 53 Mayenne
- 72 Sarthe
- 85 Vendée

BRETAGNE

- 22 Côtes-d'Armor
- 29 Finistère
- 35 Ille-et-Vilaine
- 56 Morbihan

POITOU-CHARENTES

- 16 Charente
- 17 Charente-Maritime
- 79 Deux-Sèvres
- 86 Vienne

AQUITAINE

- 24 Dordogne
- 33 Gironde
- 40 Landes
- 47 Lot-et-Garonne
- 64 Pyrénées-Atlantiques

MIDI-PYRENEES

- 09 Ariège
- 12 Aveyron
- 31 Haute-Garonne
- 32 Gers
- 46 Lot
- 65 Hautes-Pyrénées
- 81 Tarn
- 82 Tarn-et-Garonne

LIMOUSIN

- 19 Corrèze
- 23 Creuse
- 87 Haute-Vienne

RHÔNE-ALPES

- 01 Ain
- 07 Ardèche
- 26 Drôme
- 38 Isère
- 42 Loire
- 69 Rhône
- 73 Savoie
- 74 Haute-Savoie

AUVERGNE

- 03 Allier
- 15 Cantal
- 43 Haute-Loire
- 63 Puy-de-Dôme

LANGUEDOC-ROUSSILLON

- 11 Aude
- 30 Gard
- 34 Hérault
- 48 Lozère
- 66 Pyrénées-Orientales

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

- 04 Alpes-de-Haute-Provence
- 05 Hautes-Alpes
- 06 Alpes-Maritimes
- 13 Bouches-du-Rhône
- 83 Var
- 84 Vaucluse

CORSE

- 2A Corse-du-Sud
- 2B Haute-Corse

Sigles cités

AA	Allocation d'adoption
AAH	Allocation aux adultes handicapés
AEEH	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
AES	Allocation d'éducation spéciale
AF	Allocation familiale
Afeama	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée
Aged	Allocation de garde d'enfant à domicile
ALF	Allocation logement à caractère familial
ALS	Allocation logement à caractère social
Amexa	Assurance maladie des exploitants agricoles
APJE	Allocation pour jeune enfant
APL	Aide personnalisée au logement
API	Allocation de parent isolé
APP	Allocation de présence parentale
ARS	Allocation de rentrée scolaire
ASA	Allocation spécifique d'attente
ASA	Assurances sociales agricoles
ASF	Allocation de soutien familial
AT	Accidents du travail
Atexa	Accidents du travail et maladies professionnelles des non-salariés agricoles
AVA	Assurance vieillesse agricole
AVI	Assurance vieillesse individuelle
Bapsa	Budget annexe des prestations sociales agricoles
Canam	Caisse nationale d'assurance maladie des professions indépendantes
Cancava	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CF	Complément familial
CMU	Couverture maladie universelle
CMUC	Couverture maladie universelle complémentaire
Cnaf	Caisse nationale d'allocations familiales
CNAMTS	Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
CNAVPL	Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés
CNBF	Caisse nationale des barreaux français
CSPSA	Conseil supérieur des prestations sociales agricoles
FFIPSA	Fonds de financement des prestations sociales agricoles
Gamex	Groupement des assureurs maladie pour les exploitants agricoles
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
MSA	Mutualité sociale agricole
Organic	Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce
Pacs	Pacte civil de solidarité
Paje	Prestation d'accueil du jeune enfant
PCO	Prestation conventionnelle
PFA	Prestations familiales agricoles
RCO	Retraite complémentaire obligatoire
RSA	Revenu de solidarité active
RMI	Revenu minimum d'insertion
Siccae	Société d'intérêt collectif agricole en électricité
SMI	Surface minimum d'installation
Smic	Salaire minimum interprofessionnel de croissance

MSA Caisse Centrale

Les Mercuriales

40, rue Jean Jaurès

93547 Bagnolet Cedex

**Direction des Etudes, des Répertoires et des
Statistiques**

Tél. : 01 41 63 77 77

www.msa.fr



santé
famille
retraite
services

L'essentiel & plus encore